alternatives sud

État des luttes
Moyen-Orient et Afrique du Nord

Points de vue du Sud

TRIMESTRIEL : 4e TR. 2018

CentreTricontinental

EDITIONS SYLLEPSE

Alternatives Sud

Fondateur

François Houtart

Rédaction et administration

Jacques Bastin, Enrique Cueto, Laurent Delcourt, Christophe Douxchamps,
Bernard Duterme (directeur), Liliane Kabugubugu,
Aurélie Leroy, Cédric Leterme, Carlos Mendoza,
François Polet, Frédéric Thomas, Nathalie Vanhumbeeck
Centre Tricontinental-Cetri
Avenue Sainte Gertrude, 5
B-1348 Louvain-la-Neuve, Belgique
Tél. : 32 (0) 10-48-95-60 / Fax. : 32 (0) 10-48-95-69
duterme@cetri.be / cetri@cetri.be / www.cetri.be

Conseil éditorial (Afrique, Amérique latine, Asie)

Sarah Ben Néfissa (Égypte), Saturnino Jun Borras (Philippines), Suzy Castor (Haïti),
Yves Alexandre Chouala (Cameroun), Abdelnasser Djabi (Algérie), Leonard Gentle
(Afrique du Sud), Pablo Gonzalez Casanova (Mexique), Laura Hurtado (Guatemala),
Lau Kin Chi (Chine), Jude Lal Fernando (Sri Lanka), Edgardo Lander (Venezuela),
Cristian Parker G. (Chili), Andres Pérez Baltodano (Nicaragua), Emir Sader (Brésil),
Pablo Stefanoni (Bolivie), Maristella Svampa (Argentine), Mahaman Tidjani Alou (Niger),
Antonio Tujan (Philippines)

Diffusion et distribution en librairies

SOFÉDIS et SODIS (Paris, France)

Graphisme

Signélazer (Bruxelles, Belgique)

Illustration de couverture

Mohamed Tayeb, Syrie

LA COOPÉRATION
BELGE AU DÉVELOPPEMENT .be

FÉDÉRATION
WALLONIE-BRUXELLES

Alternatives Sud

Volume 25-2018 / 4

État des luttes
Moyen-Orient et Afrique du Nord

Abonnement annuel à *Alternatives Sud*

4 numéros : 50 euros

- Par virement au compte du Centre tricontinental :
IBAN BE23 0001 3060 0291 – BIC = BPOTBEB1

- Par carte de crédit, via cetri@cetri.be, +32 10 489560 ou sur www.cetri.be.

© 2018, Centre Tricontinental et Éditions Syllepse
ISBN : 978-2-84950-716-2

Éditions Syllepse
69 rue des Rigoles
F-75020 Paris (France)
edition@syllepse.net

Centre Tricontinental
Avenue Sainte Gertrude 5
B-1348 Louvain-la-Neuve (Belgique)
cetri@cetri.be

Éditeur responsable : Bernard Duterme, CETRI,
Avenue Sainte Gertrude 5,
B-1348, Louvain-la-Neuve

Sommaire

Éditorial

7. Moyen-Orient et Afrique du Nord : l'automne de la révolution ?
Frédéric Thomas

Moyen-Orient

19. Arabie saoudite : changements sociaux au regard de la « Vision 2030 »
Ahmed Saad G. Alowfi et Faisal Abdullah Abualhassan

27. Irak : entre militarisation et mobilisation sociale
Zahra Ali

35. Iran : néolibéralisme, organisation des travailleurs et mobilisation populaire
Tara Povey

43. Jordanie : soulèvement contre le néolibéralisme
Sara Ababneh

51. Koweït : coalitions inédites et durcissement de la répression
Alex Boodrookas

59. Liban : mouvements sociaux et logiques confessionnelles
Entretien avec Nicolas Dot-Pouillard

67. Palestine : dynamiques citoyennes sous l'occupation
Ibrahim Natil

73. Rojava : un espoir démocratique dans le chaos ensanglanté ?
Gulîstan Özer

81. Syrie : un pays en feu
Leila Al-Shami

91. Turquie : nouveaux « sujets » de luttes et politiques de guerre
Buket Turkmen

99. Yémen : État disloqué, société fragmentée, avenir incertain
François Frison-Roche

Afrique du Nord

109. Algérie : résistances et contre-résistances
Yahia H. Zoubir et Louisa Dris-Aït Hamadouche

117. Égypte : clôture de l'espace politique et social
Sarah Ben Néfissa

125. Libye : une transition bloquée
Moncef Djaziri

133. Maroc : le réveil social
Chawqui Lofti

141. Tunisie : une transition sans rupture
Khadija Mohsen-Finan

Analyses transversales

151. Moyen-Orient : la régionalisation des conflits
Ozcan Yilmaz

159. Moyen-Orient : des mobilisations sociales face aux menaces environnementales ?
Jonathan Piron

167. Genre et transformations sociopolitiques dans le monde arabe depuis 2010
Nicola Pratt

175. Index

177. Listes des *Alternatives Sud* parus

Éditorial

Moyen-Orient et Afrique du Nord : l'automne de la révolution ?

Frédéric Thomas[1]

Le « printemps arabe » est-il définitivement enterré ? Le faible bilan, en termes de changements, tient à la nature même des mobilisations, aux obstacles qu'elles ont rencontrés et à l'instrumentalisation des États en place. Pour autant, il y a bien un avant et un après 2011, qui se donne notamment à voir dans la permanence, l'intensité et la diversité des luttes sociales en cours.

En 2010-2011, le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord étaient secoués par des mouvements sociaux de grande ampleur. Les rues résonnaient des cris « *Irhal* » (dégage), des gouvernements que l'on croyait, la veille encore, solidement ancrés, tanguaient, voire s'effondraient sous la pression. Et volaient en éclat – du moins pour une saison – les stéréotypes sur l'immobilisme des sociétés « arabo-musulmanes ». Huit ans plus tard, que reste-t-il du « printemps arabe » ? Comment expliquer que ces soulèvements, que cette soif de bouleversement se soit si vite tarie, semblant rattrapée par le statu quo ou, pire, par la contre-révolution ?

La guerre en Syrie et au Yémen, les conflits armés, sous une forme plus ou moins larvée, sous couvert ou non de lutte antiterroriste, en Libye et en Irak, en Palestine et au Liban, les menaces belliqueuses autour du Qatar, les tensions, qui traversent toute la région, dominent. Au point que les conséquences des insurrections

1. Docteur en sciences politiques, chargé d'étude au CETRI-Centre tricontinental (www.cetri.be).

de 2010-2011 – ou, plus exactement, un montage partiel et partial de celles-ci – ont éclipsé leurs causes (Khanfar, 2017). D'où la nécessité de revenir sur celles-ci, en analysant les dynamiques de ces révolutions et transitions, en cernant au plus près les narrations (et leurs enjeux) à l'œuvre, en éclairant les paradoxes et contradictions, et en adoptant un regard attaché aux mutations par le bas. C'est l'objectif des contributions réunies dans cet *Alternatives Sud*.

Entre narrations et instrumentalisations

Comme le rappelle à bon escient Asef Bayat (2017), chaque révolution nourrit en son sein sa contre-révolution. La question est donc moins le tournant contre-révolutionnaire en soi que les raisons pour lesquelles il s'est effectué de manière si rapide et hégémonique. Pourquoi des partis religieux qui n'avaient pris qu'une faible part dans les manifestations en Tunisie et en Égypte, deux pays emblématiques, sont-ils arrivés au pouvoir au cours des premières consultations électorales post « printemps arabes » ? Comment expliquer le fossé entre les mobilisations de masse d'une part, et la permanence des élites au pouvoir et de leurs politiques, de l'autre ? Cette région du monde serait-elle condamnée au (faux) dilemme de l'autoritarisme ou de l'insécurité ?

La tentation est alors de recourir à une explication policière : ces révolutions sont le fruit de manipulations étrangères ou de l'« État profond » (les appareils policiers et les services secrets internes). Les ressources pétrolières, la présence d'Israël, la géopolitique font certes de cette région un centre de confrontation et de collision d'intérêts et de politiques extérieures, mais sans jamais s'y réduire.

Une telle lecture revient tout à la fois à nier la possibilité même de l'événement, à faire des peuples les simples jouets d'un pouvoir dont la puissance est surestimée, et à délégitimer l'élan insurrectionnel. En cela, cette approche converge avec l'explication essentialiste ou culturaliste, qui voit dans la nature du « monde arabo-musulman » l'échec ou l'impossibilité de tout changement émancipateur. Autant de variantes d'un discours disciplinaire, basé sur la négation des voix indigènes et subalternes (Al-Shami, dans ces pages).

Ce discours permet en outre d'évacuer à bon compte l'échec des politiques mises en œuvre, la responsabilité des États en place, les rapports internationaux auxquels ils participent et, plus globalement, la question du pouvoir. On en oublie les déplorables conditions de vie auxquelles la triple revendication de « pain, liberté,

justice sociale » des manifestations de 2010-2011 entendait mettre fin.

La région détient ainsi le double record des inégalités et du chômage les plus élevés dans le monde. Entre 21 et 25 % des jeunes sont sans-emploi. La jeunesse (30 % de la population ont moins de 14 ans) constitue dès lors une bombe à retardement (Banque mondiale, 2013). Quant à la corruption, endémique, elle renvoie moins à des cas individuels qu'aux politiques néolibérales et aux inégalités qui structurent les pouvoirs en place.

Entre 1990 et 2016, le 1 % le plus riche concentrait 30 % des richesses, alors que les 50 % les plus pauvres détenaient entre 5 et 10 % de celles-ci. En 2012-2013, au Qatar, au Koweït et au Liban, le 1 % de la population le plus riche accumulait plus du double des ressources que les 50 % les plus pauvres (Alvaredo, Assouad et Piketty, 2018). Dans le même temps, en Tunisie, 70 personnes contrôlaient 20 % des ressources nationales (Bayat, 2017)…

Le prisme du religieux pour rendre compte de la situation est tout aussi réducteur. Mettre en avant les guerres confessionnelles, la rivalité sunnite-chiite, le sectarisme et le terrorisme islamique(s), présentés comme autant de phénomènes inhérents à cette région, contribue à faire l'impasse sur l'histoire, à figer les rapports sociaux dans une lecture identitaire, et à neutraliser les reconfigurations à l'œuvre.

De plus, la montée en puissance, bien réelle, de mobilisations identitaires et des fondamentalismes religieux au lendemain du « printemps arabe » (Ben Néfissa, 2018) fait triplement écran : au « *tournant réactionnaire* » mondial auxquelles elles participent amplement (Delcourt, 2008) ; à leur posture réactive face aux mutations en cours au sein de ces sociétés ; et à leur instrumentalisation.

Le fondamentalisme religieux, à la fois comme clé de lecture et comme phénomène social, est en réalité relativement récent. Il est le fruit, la mesure et la cause d'une disqualification des mouvements révolutionnaires et de l'échec des nationalismes arabes. Or, cette double déroute est étroitement liée, au tournant des années 1980, au contexte : mise en œuvre des programmes d'ajustement structurel et des politiques néolibérales, invasion soviétique de l'Afghanistan, révolution iranienne, guerre du Liban, salafisme wahhabite diffusé depuis l'Arabie saoudite, etc. « *La domination de l'islam comme cadre de référence* » (Ben Néfissa, 2018) consacre

de la sorte le travail de dépolitisation en cours ; travail auquel les régimes autoritaires ont, eux-mêmes, largement contribué.

Loin d'être seulement la conséquence ou la réponse à l'impérialisme – occidental, en général, nord-américain, en particulier – et à l'occupation de la Palestine, ce « réveil » religieux est aussi la marque d'un refus de la corruption des États et la volonté de moraliser la société. Par ailleurs, il ne faut pas minimiser le caractère fonctionnel de ces mobilisations identitaires. Elles représentent le dernier maillon de réseaux de soutien et d'accès aux services et à la protection, par le biais ou non de l'État, pour des populations toujours plus insécurisées.

La désagrégation des services publics – fussent-ils précaires et de mauvaise qualité – au fur et à mesure de l'implantation des politiques néolibérales et de la crise du « *pacte social autoritaire* » (Ben Néfissa, 2018), qui constituait leur socle, a entraîné la « *fragmentation de l'État selon des lignes confessionnelles, ethniques, et même tribales* » (Carnegie Endowment for International Peace, 2017), catalysant la mobilisation des identités pour accéder à l'État et à ses ressources matérielles et symboliques.

Par ailleurs, ces mêmes États, tendant à devenir l'instrument d'une étroite clique (Khanfar, 2017), n'ont cessé de manipuler et d'exploiter les référents identitaires et religieux pour couvrir leur impopularité, et asseoir leur suprématie. L'adage « Diviser pour mieux régner » est ici respecté à la lettre. Tout en se présentant comme le garant de l'unité nationale, ils mettent en scène une « *logique de la peur* » (Dot-Pouillard, dans ce numéro). Et achètent la paix sociale grâce aux dividendes de la rente.

Si cette stratégie permet, au niveau international, de placer ces États du « bon côté » de la lutte antiterroriste – quitte, en sous-main, à financer des groupes terroristes –, et au niveau national, de jouer sur le sentiment d'insécurité, elle est minée à terme par les limites intrinsèques de ces économies, basées sur la surexploitation de quelques ressources (pétrole, minerais, tourisme), et très dépendantes des importations alimentaires, comme la crise de 2008 l'a encore démontré. Qui plus est, ce mode opératoire n'a de cesse d'entretenir, voire d'exacerber les tensions et divisions communautaires.

La stratégie développée par le gouvernement algérien pour diviser les mouvements sociaux, telle qu'elle est mise en lumière dans ces pages par Dris-Aït Hamadouche Louisa et Zoubir Yahia, est,

toutes proportions gardées, commune à toute la région. « *L'équation est simple : plus ces mouvements seront ethnicisés, confessionnalisés, communautarisés ou régionalisés et moins ils seront politisés. Moins ils seront politisés, plus ils seront étouffés par la redistribution de la rente.* »

Loin d'être homogène, réduite à son identité musulmane, la région est traversée en réalité de tensions et de conflits : entre Israël et la Palestine ; entre l'Iran et l'Arabie saoudite ; entre le Qatar, l'Iran et la Turquie, d'un côté, et les Émirats arabes unis et l'Arabie saoudite, de l'autre ; entre les Kurdes et les États dont ils sont citoyens, etc. Si ces divisions témoignent entre autres d'une redistribution des pouvoirs et de l'émergence d'un axe États-Unis-Israël-Arabie saoudite (Curtis, 2018), elles ne renvoient pas originellement à des questions confessionnelles ou à un prétendu clivage sunnite-chiite. D'ailleurs, la « question iranienne » a tout autant à voir avec les aspirations nucléaires de l'Iran qu'avec sa politique régionale (Khanfar, 2017).

Il n'en reste pas moins, selon Yilmaz dans cet ouvrage, que la régionalisation des conflits armés en cours « *a contribué à intensifier la rivalité entre ces États et à mobiliser les références religieuses* ». Il y a toujours eu du *jeu* – une relative élasticité – dans la mobilisation des références nationalistes, politiques et religieuses, ainsi que dans leur articulation ; en fonction du contexte, du public et de leur efficacité. C'est donc surtout cette triple détermination qui explique que, ces dernières années, le religieux soit devenu le langage dominant.

Outre le fait qu'elle est liée à des pratiques qui contribuent largement à disloquer les États et à déchirer le tissu social déjà fragile de ces pays, cette narration porte en elle sa propre performativité. C'est évident dans la guerre civile en Syrie où l'instrumentalisation et les manipulations du régime ont réussi à donner au conflit un caractère religieux qu'il n'avait pas (ou faiblement) à l'origine.

Comme l'affirment dès lors Hashemi et Postel (2017), le problème est certainement moins celui d'un esprit sectaire que d'une « *sectarianization* », impliquant une mobilisation délibérée et calculée de groupes sociaux et religieux autour de marqueurs identitaires, en vue d'objectifs politiques de conquête ou de maintien du pouvoir. Cette narration « *devient une prophétie auto-réalisatrice* ». Or, il est beaucoup plus facile de faire sortir le (mauvais) génie de la bouteille que de l'y faire rentrer à nouveau…

Forces et luttes sociales

Si, comme partout ailleurs, les sociétés de la région sont divisées, ces divisions sont, comme toujours, prises dans des rapports sociaux de classe, de « race » et de genre, qui renvoient à des visions, intérêts et pouvoirs différents, au cœur des luttes sociales, dont les articles réunis ici donnent à voir la dynamique et la pluralité. Non seulement celles qui, ces dernières années, du Rif marocain à l'Iran, de Bassora à Amman, en passant par la Palestine, ont explosé au grand jour, mais aussi celles qui couvent sous la cendre.

Que ces luttes soient fragiles et mouvantes, divisées et instrumentalisées – comment ne le seraient-elles pas ? Où sont-elles unies et intouchables ? – n'invalident pas *a priori* leur légitimité. Encore moins leur réalité. Arrêtons-nous un instant sur deux de ces forces sociales – les travailleurs migrants et les organisations de femmes –, qui illustrent, dans le même temps, la réalité des luttes, leurs clivages et les tentatives de convergences.

Selon la Confédération syndicale internationale (CSI), il y aurait plus de 2,4 millions de travailleurs domestiques asiatiques et africains dans les pays du Golfe et du Proche-Orient. Plutôt que de mettre fin à la *kafala* – le système, qui s'apparente au travail forcé, en charge de la gestion de ces travailleurs –, les régimes se centrent sur une politique de communication et de relations publiques et sur des réformes cosmétiques (Diop, Johnston et Trung, 2018). Les cas de meurtres, d'agressions publiques ou de violences sexuelles qui ont défrayé la chronique au Koweït et au Liban en 2018 ne constituent que la pointe de l'iceberg d'un phénomène de masse, qui encourage des clichés en fonction de la nationalité (Tayah, 2017), et révèle un racisme aussi généralisé qu'occulté. Heureusement, ces dernières années, des organisations de travailleurs domestiques émergent et se mobilisent, et des alliances avec les syndicats locaux se constituent.

La présence féminine, particulièrement visible, dans les rassemblements de 2010-2011 a surpris, tant l'image stéréotypée qui en était véhiculée – en Occident comme dans la région – était celle de son absence, sinon de son impuissance. Malgré la répression et les défaites, les mouvements de femmes sont arrivés à renégocier les « *frontières entre le public et le privé dans la perspective d'un nouvel ordre politique, qu'il soit islamiste ou laïque, révolutionnaire ou contre-révolutionnaire* », et à faire de la violence sexiste une question politique (Pratt, dans ce numéro).

Cela n'empêche pas (comme à chaque fois) que le corps et la place des femmes soient l'enjeu de logiques disciplinaires de contrôle. L'accentuation et la reconfiguration des divisions entre organisations de femmes, orchestrées par les régimes tunisien et égyptien, prétendus « défenseurs des droits des femmes », relèvent davantage d'un paternalisme d'État et d'une instrumentalisation du genre, afin de détourner l'attention et d'asseoir leur autorité (Leroy, 2018).

Révolutions sans révolutionnaires ?

L'intérêt du livre de Bayat, *Révolution sans révolutionnaires*, est de prendre au sérieux les mobilisations de 2010-2011, tout en n'esquivant pas leur destinée paradoxale. Il avance le concept de « *r*éfolutions », soit un mélange complexe et contradictoire de réformes et de révolution. Et de montrer que se centrer sur ces événements en termes de mobilisations revient à passer à côté de ces manifestations en termes de changements ; c'est justement la conjonction décalée des deux – mouvements de masses révolutionnaires, mais dotés d'une vision et d'une stratégie de changements réformistes – qui fait leur spécificité. Et leur limite. La transition s'est faite sans les acteurs de ces manifestations ; avec et au profit des forces politiques déjà instituées.

Non seulement le pouvoir de la rue est resté déconnecté de la transformation des institutions, mais son caractère éphémère fut dans le même temps sa force et sa faiblesse. Ces luttes extraordinaires étaient dissociées de la vie quotidienne et du temps ordinaire. Ses acteurs, qui n'étaient pas liés aux organisations traditionnelles de l'opposition (notamment les partis de gauche et les Frères musulmans), craignaient ou rejetaient programmes, stratégies et « grands récits » ; autant d'instruments qui entraîneraient une institutionnalisation du mouvement, et par-là même le détourneraient de sa spontanéité, de son horizontalité et de sa radicalité.

L'incapacité à expérimenter des voies nouvelles à l'institutionnalisation, qui ne prennent pas la forme de celles des partis politiques, a laissé une place vacante ; place rapidement réinvestie par les acteurs politiques traditionnels et les élites. Et ce d'autant plus que les mouvements n'osèrent pas explicitement remettre en cause l'État et les politiques néolibérales ; encore moins le capitalisme. Dès lors, comme le synthétise Bayat, la situation actuelle est le fruit de la conjonction du radicalisme des subalternes, du réformisme de la

classe politique et du sabotage de la contre-révolution. Soit, comme le diagnostique plus poétiquement Kmar (2018) pour la Tunisie : « *La revanche du temps long.* »

Révolution sans révolutionnaires pointe également du doigt ce que la plupart des articles de ce volume mettent en évidence : la double centralité des enjeux socio-environnementaux et de l'accès aux services sociaux. La question du ramassage et de la gestion des déchets – à l'origine de mouvements sociaux d'importance en Égypte et au Liban (Kassir, 2017) –, de l'accès à l'eau potable et à l'électricité recoupe les revendications « classiques » de l'emploi, du logement, de l'éducation et de la santé. Mais elles s'affirment avec plus de force, à la mesure des inégalités, du réchauffement climatique et de l'aggravation des conditions socio-environnementales (Piron, dans ce numéro), de l'évolution d'une population jeune et urbaine, et de l'échec patent de ces États à répondre à ces défis. La justice sociale et économique constitue le terreau commun de la revendication du pain, de la liberté et de la dignité.

Il y a huit ans, mourait par immolation Mohamed Bouazizi. Son suicide – un de plus, un de trop – allait marquer le début des mobilisations en Tunisie et, par extension, du « printemps arabe ». L'analyse critique et désenchantée de ces mouvements en termes de changements ne doit cependant hypothéquer ni la brèche émancipatrice de l'autorité qu'ils ont ouverte ni leurs leçons : aucune solution sans une transformation radicale du *statu quo* (Ghabra, 2018). Surtout, ils ont montré contre la série d'« évidences » néolibérale et autoritaire, essentialiste et complotiste, la créativité et la puissance des classes populaires. Et leur soif intarissable de dignité (*karama* en arabe, *keramat* en persan). La révolution reste une idée neuve.

Bibliographie

Alvaredo F., Assouad L. et Piketty T. (2018), « Measuring inequality in the Middle East, 1990-2016 : The World's most unequal region ? », *WID.world Working Paper 2017/15*.

Banque mondiale (2013), *Fact Sheet*, www.web.worldbank.org.

Bayat A. (2017), *Revolution without revolutionnaries. Making sense of the Arab spring*, Stanford, Stand University Press.

Ben Néfissa S. (2018), « Monde arabe : nationalismes, islamismes, djihadismes et crise du politique », *Droites militantes et mobilisations réactionnaires*, *Alternatives Sud,* 3, Louvain-la-Neuve/Paris, CETRI/Syllepse.

Carnegie Endowment for International Peace (2017), *Arab Fractures. Citizens, States and Social Contracts*, www.carnegieendowment.org.

CETRI (2009), *État des résistances dans le monde arabe*, Louvain-la-Neuve/Paris, Syllepse/CETRI.

Curtis R. (2018), « Why Jordanians are protesting », *Washington Post*, 4 juin.

Delcourt L. (2018), « Dérives réactionnaires et contre-mouvements dans le Sud », *Droites militantes et mobilisations réactionnaires*, *Alternatives Sud,* 3, Louvain-la-Neuve/Paris, CETRI/Syllepse.

Diop B., Johnston T. et Trung Le K. (2018), « Migration policies across the GCC : Challenges in reforming the Kafal », dans Gulf Research Centre Cambridge, *Migration to the Gulf : Policies in Sending and Receiving Countries*, www.gulfmigration.org.

Ghabra S. (2018), « The Arab world at crossroads : Rebellion, collapse, and reform », 8 mars, www.arabcenterdc.org.

Hashemi D., Postel D. (dir.) (2017), *Sectarianization : Mapping the New Politics of the Middle East*, New York, Oxford University Press.

Kassir A. (2017), « ¡ Estamos aquí ! : Nueva ola de movilizaciones antisectarias en el Líbano », dans Bringel B. et Pleyers G. (dir.), *Protesta e indignación global : Los movimientos sociales en el nuevo orden mundial*, Clasco.

Khanfar W. (2017), « Democracy is still the answer for Arab world », *The World Today*, février-mars.

Kmar B (2018), « La liberté, malgré tout… », *Le Monde diplomatique. Manière de voir*, n° 160, août-septembre.

Leroy A. (2018), « Repolitiser le genre », *De l'usage du genre*, *Alternatives Sud,* 2, Louvain-la-Neuve/Paris, CETRI/Syllepse.

Tayah M-J. (2017), « Claiming rights under the kafala system », *Open Democracy*, 17 août.

Moyen-Orient

Arabie saoudite : changements sociaux au regard de la « Vision 2030 »[1]

Ahmed Saad G. Alowfi et Faisal Abdullah Abualhassan[2]

Dans la foulée de son accession au pouvoir, Mohammed ben Salmane a lancé un ambitieux programme de réformes baptisé « Vision 2030 ». Ce dernier introduit des ruptures importantes, notamment culturelles, mais il poursuit aussi des objectifs néolibéraux présents depuis les années 1990. Couplé à un nationalisme exacerbé par la guerre au Yémen, il a gagné le soutien d'une partie de la jeunesse libérale et des conservateurs.

Au tournant du siècle, l'État saoudien a subi d'énormes pressions pour engager des réformes. Le choc du 11 septembre, l'augmentation du chômage et la dépendance croissante aux revenus pétroliers ont poussé l'État sur la voie de la libéralisation sociale et économique. À cette époque, les milieux décisionnels saoudiens estimaient déjà que la diversification économique passerait par une réduction des dépenses, par des privatisations, des partenariats public-privé et, depuis 1990 et l'adoption du 5e Plan de développement, par une ouverture aux capitaux internationaux. Peu après, l'État lança plusieurs initiatives visant à réformer les institutions gouvernementales et à réduire la dépendance économique du pays au pétrole. Ce mouvement s'accéléra encore en 2005 avec l'accession au trône du prince héritier Abdallah.

---

1. Version réécrite et actualisée d'un article paru dans *Orient XXI* (www.orientxxi.info), 11 juin 2018, sous le titre : « Saudi Arabia, A "Revolution" From Afar ».
2. Tous deux chercheurs au King Faisal Center for Research and Islamic Studies à Riyad, Arabie saoudite.

Grâce au boom pétrolier du début des années 2000, des sommes importantes ont été injectées dans des projets spécifiques, dont la réforme du système judiciaire, de l'éducation et du marché du travail. Tout cela cependant, avec peu de résultats concrets. Les hauts magistrats ont bloqué les réformes judiciaires et une part significative de la politique de restructuration du marché du travail a été tenue en échec. Le cadre juridique destiné à faciliter les investissements étrangers est demeuré fragmenté et les dépenses publiques ont continué d'augmenter afin d'absorber le nombre croissant de diplômés dans le secteur public. Avec l'expansion continue du secteur public et le maintien d'un statu quo, en dépit de la volonté politique d'emprunter la voie néolibérale, l'État s'enlisait dans un immobilisme dangereux.

Toutefois, le changement a suivi un autre rythme dans des segments limités mais actifs de la société. Une multitude d'intellectuels et de militants ont fait progresser le débat public sur les réformes politiques et religieuses (Lacroix, 2004 ; Al-Rasheed, 2016) ; des groupes de jeunes bénévoles ont organisé, hors des circuits gouvernementaux, des activités culturelles et éducatives, tandis que les femmes lançaient des campagnes en ligne pour faire connaître leurs revendications (Alda'iji, 2018). Ces initiatives ont rencontré un large écho dans la population.

La réponse citoyenne aux inondations de Djeddah en 2009, par exemple, a illustré le dynamisme du bénévolat, quasi exclusivement supervisé par de jeunes militants. Sur la toile, plusieurs chaînes YouTube diffusant des programmes sociopolitiques critiques et satiriques sont devenues très populaires dans le pays. Cette vitalité de la société civile a culminé en 2011, au moment où éclatent les révolutions dans le monde arabe. Dans un premier temps, l'État n'apporte aucune réponse coordonnée. Pour contenir le mécontentement social, il manie la carotte et le bâton, mêlant répression sélective et programmes massifs d'aide sociale, à la faveur du boom pétrolier.

Le lancement de Vision 2030

L'accession de Mohammed ben Salmane au trône en janvier 2015 va permettre de remanier en profondeur le programme des réformes. La nouvelle élite politique entourant le prince héritier inaugure un plan de réformes économiques et sociales intitulé « Vision 2030 ». À la différence des tentatives du début des années

2000, des mesures radicales sont mises en place, dont la restructuration du marché du travail, du système judiciaire et de l'armée (Alaoudh & Brown, 2018). De plus, des éléments majeurs du contrat social, fondé sur la redistribution de la rente pétrolière – sujet hautement sensible –, sont remis en cause. Le gouvernement introduit des taxes, réduit les subventions à la consommation d'énergie et impose des mesures d'austérité aux travailleurs du secteur public.

Enfin, comme si ça ne suffisait pas, le nouveau pouvoir entreprend une réorientation culturelle. La perspective religieuse panislamique véhiculée par le récit officiel dans un État fondé sur un mouvement revivaliste, se transforme en une conception plus locale, globale (par opposition à régionale), nationaliste et « moderne ». La création d'une Autorité générale pour le divertissement, dotée d'un fonds de plusieurs milliards de dollars, permet d'organiser et de subventionner des concerts et des événements théâtraux, parfois accessibles à un public mixte, à rebours des normes sociales d'inspiration religieuse entérinées par l'État. La fameuse et très symbolique interdiction de conduire pour les femmes est levée, les règles de mixité entre les sexes sur les lieux de travail sont assouplies, le pouvoir de la police religieuse disparaît pratiquement et la tutelle masculine sur les membres féminins de la famille est progressivement allégée.

Pourquoi certaines de ces réformes socio-économiques libérales, qui avaient échoué à s'imposer dix ans auparavant, rencontrent-elles aujourd'hui quelque succès ? Comment ces réorientations et restructurations s'implantent-elles ? La réponse est à chercher en partie dans la fin de la fragmentation de la structure de l'État et dans la centralisation des canaux décisionnels officiels (Hertog, 2010). Néanmoins, l'interaction entre le dynamisme à l'œuvre dans la société civile saoudienne et le projet du nouveau pouvoir a aussi contribué à ce succès. Selon nous, il est difficile de comprendre le plan Vision 2030 si on se limite à analyser les mesures politiques prescrites par les hautes sphères dirigeantes et le gouvernement. Il est indispensable, au contraire, de prendre en compte le contexte sociétal général dont il est issu et qui le fonde partiellement.

Des mobilisations convergentes

La réforme sociale et économique actuelle n'a pas été totalement imposée de l'extérieur par le nouveau leadership. Plusieurs mesures politiques et économiques envisagées dans la Vision 2030

ne s'écartent pas radicalement de l'orientation néolibérale qui avait déjà gagné du terrain dans les cercles du pouvoir saoudien. Sur le plan social et culturel, cette tendance s'inspire des idées et revendications popularisées par la jeunesse et les femmes militantes. Pour appliquer le plan, les nouvelles institutions tirent parti de l'émergence, au cours de la dernière décennie, d'un grand nombre de jeunes cadres et technocrates. Autrement dit, la réforme actuelle, du moins à ses débuts, constitue un moment de convergence asymétrique entre des décisions prises au sommet et des changements sociaux déjà en cours dans des segments de la société.

L'idéologie de la Vision 2030 ne rompt pas réellement avec la doctrine politique dominante qui a régi le royaume technocratique saoudien durant les dernières décennies. La voie de la libéralisation économique figurait déjà dans les plans de développement depuis les années 1990[3]. Attirer les investisseurs étrangers et placer les revenus pétroliers dans des fonds souverains – axes dominants du plan – étaient également la marque de fabrique des réformes préconisées par feu le roi Abdallah, parmi lesquelles l'adhésion à l'Organisation mondiale du commerce[4], la création de zones économiques spéciales – à l'instar de la ville économique du roi Abdallah –, ou encore, les projets moins fructueux de construction d'un centre financier de classe mondiale, à côté d'un programme de réforme judiciaire de plusieurs milliards de dollars.

Des documents antérieurs à la Vision 2030 renfermaient déjà des mesures de libéralisation sociale, dont la tentative d'ouvrir aux femmes le marché du travail ou la réforme du Comité pour la promotion de la vertu et la prévention du vice (l'infâme Mouttawa ou « police religieuse ») (Alarab, 2011 ; Okaz, 2018 ; AlRiyadh, 2016). En réalité, bon nombre de dispositions de la Vision 2030 s'inscrivent dans la continuité d'orientations politiques préexistantes.

Cependant, une des différences fondamentales entre les deux périodes réside dans le choix du nouveau pouvoir de s'appuyer sur de jeunes cadres éduqués de la classe moyenne. Entrepreneurs,

---

3. Depuis lors, les plans de développement quinquennaux – documents politiques majeurs du gouvernement saoudien – préconisent la diversification économique et comprennent des mesures néolibérales de privatisation.

4. Ministère du commerce et de l'industrie du Royaume d'Arabie saoudite, « Misirat Indimam al-Mamlakah li-Munadthima al-Tujarah al-'Alamiyyah (Nibdhah Mukhtasirah', 1993-2005) », [The Kingdom's Journey Joining the World Trade Organization (A Brief Overview, 1993-2005)], www.mci.gov.sa.

anciens militants, jeunes lauréats de prestigieuses écoles étrangères, consultants commerciaux en début de carrière, personnalités en vue sur les médias sociaux ou jeunes artistes de renommée internationale (auparavant privés de tout soutien officiel) sont venus grossir les rangs des institutions parallèles responsables de l'exécution des transformations sociales et administratives.

L'intégration de ces jeunes ne vise pas seulement à s'attacher des fonctionnaires de l'ombre qualifiés (mais sous contrat) pour travailler main dans la main avec une armée de consultants étrangers (ce qui leur permet de passer outre les contraintes bureaucratiques des structures existantes) (Saif, 2016), elle remplit également une fonction idéologique : s'assurer la loyauté d'une partie influente (et privilégiée) de la jeunesse saoudienne. Ce rajeunissement de l'administration peut aussi apparaître comme une récupération de jeunes militants (ou de militants potentiels) de la société civile. Une telle démarche s'inscrit clairement dans les changements sociaux et culturels portés par la Vision 2030.

Nationalisme et « nouveaux cadres supérieurs »

Outre les élites libérales traditionnelles, les transformations culturelles promues par le pouvoir actuel séduisent la fraction nantie de la jeunesse. En bonne place dans les nouveaux départements chargés d'implanter les réformes et les projets contenus dans la Vision 2030, ces nouvelles élites en sont, sans surprise, avec leurs familles et réseaux, les principales bénéficiaires. Fers de lance et facilitateurs de ces changements, la plupart de ces nouveaux cadres dirigeants sont en général issus de familles qualifiées de « libérales » – terme fourre-tout pour décrire la classe moyenne ou la classe moyenne supérieure – souvent formées à l'étranger, et dont les valeurs sont plus proches du mode de vie occidental que des traditions religieuses. Tandis qu'auparavant les personnes ou les familles libérales étaient autorisées à se comporter comme bon leur semblait en privé, elles devaient accepter que l'espace public fût dominé par des normes sociales conservatrices. La nouvelle conjoncture semble inverser cette tendance : l'État n'interfère plus ou ne contrôle plus la pratique religieuse individuelle et les conservateurs religieux doivent respecter un espace public bien plus tolérant que ce que la plupart des prédicateurs présentent comme acceptable.

Aucune institution étatique n'incarnait ce nouvel éthos jusqu'à la création, en 2016, par décret royal, de l'Autorité générale pour le

divertissement (GEA). Si, dans le passé, certains membres du gouvernement et hauts fonctionnaires pouvaient être considérés comme libéraux, ou suspectés de l'être, les organismes d'État devaient au moins symboliquement défendre une idéologie conservatrice. Aujourd'hui, ce ne sont pas seulement les institutions « libérales », telles que la GEA et l'Autorité générale pour la culture (GCA), qui sont à la pointe de la réforme, ce sont aussi les décisions politiques. Depuis juin 2018, les femmes ont le droit de conduire : la levée de l'interdiction a sans doute touché les femmes de la classe moyenne supérieure qui possèdent une voiture et ont obtenu leur permis à l'étranger, mais beaucoup moins celles appartenant aux autres couches de la population. Loin de contraindre les Saoudiennes aisées à reconnaître le bien-fondé de l'ouverture sociale et culturelle actuelle, la réforme en cours s'appuie sur elles car elles constituent le corps politique le plus favorable à la Vision 2030, aussi bien sur le plan économique que social.

Avec l'appui de la frange libérale de la société ainsi que d'une fraction de la jeunesse militante, et l'adhésion de certains éléments conservateurs, le nouveau pouvoir a formé un « front populiste », sous le couvert du nationalisme et d'une rhétorique nationaliste. L'intervention de la coalition sous commandement saoudien au Yémen en 2015 a été le baptême du feu de ce nouveau nationalisme (McDowall, 2015). Qu'ils traitent de la politique régionale agressive de l'Arabie saoudite, de ses interventions militaires, de sa rivalité avec l'Iran ou les autres pays arabes ou encore, ces dernières années, de son offensive diplomatique auprès des puissances occidentales, comme le Canada, l'Allemagne ou la Suède[5], les médias nationaux, notamment les médias sociaux, ont créé l'espace dépolitisé idéal pour constituer un tel front. La glorification de la nouvelle approche « Arabie, d'abord ! », popularisée par certains responsables gouvernementaux sur Twitter, a gagné les discours de

5. En 2015, les relations entre la Suède et l'Arabie saoudite se sont détériorées brièvement à la suite des critiques du ministre des affaires étrangères suédois sur la situation des droits humains. Deux ans plus tard, l'Arabie saoudite réduisait ses échanges commerciaux avec l'Allemagne en réaction aux propos du ministre des affaires étrangères, Sigmar Gabriel, qui « après la démission surprise, depuis Riyad en novembre 2017, du Premier ministre libanais, Saad Hariri, avait laissé entendre que le Liban était un "pion" saoudien ». Le 2 août 2018, le ministre des affaires étrangères canadien réclama dans un tweet la libération de deux militants des droits humains liés au Canada. En réponse, Riyad rappela son ambassadeur, expulsa l'ambassadeur canadien et rapatria des milliers d'étudiants saoudiens des universités canadiennes.

la nouvelle élite et accru d'autant son attrait auprès d'une audience conservatrice.

Conclusion

La Vision 2030 ne consiste pas, comme on le dit souvent, en une réduction néolibérale des interventions de l'État. Il s'agit plutôt d'un changement radical dans la nature de ces interventions, où le sport et le divertissement occupent une place prépondérante, et de la poursuite des efforts entrepris par l'État depuis plusieurs décennies pour opérer des réformes sociales et économiques. Une nouvelle et jeune élite professionnelle, bénéficiant du soutien populaire grâce à l'exacerbation de la fierté nationale, a réussi à se rallier une partie de la population, convaincue que la Vision 2030 et ses partisans représentent ses intérêts et que sa situation va s'améliorer.

Dans certains domaines, tels que l'enseignement supérieur et la santé, la réorientation et la restructuration du royaume saoudien ressemble à une réduction néolibérale classique des interventions de l'État. Dans d'autres, cependant, comme le divertissement, la culture, le sport et le contrôle des médias sociaux, celui-ci accroît son rôle. Le projet de réforme actuel ne se déploie pas dans le vide. Il trouve sa source dans différents discours ambiants et séduit une partie de la population par sa dimension de classe évidente. Ce n'est qu'en comprenant les dynamiques à l'œuvre dans la société saoudienne, le profil de ses acteurs sociaux et sa division en classes que la Vision 2030 prend son sens, car elle est définie par l'interaction entre l'élite politique et les différents segments de la population.

Traduction de l'anglais : Lydia Zaïd

Bibliographie

Al-Rasheed M. (2016), *Muted Modernists. The Struggle over Divine Politics in Saudi Arabia*, Oxford, Oxford University Press.

Alarab (2011), « Abd al-Latif Al Alsheikh : Qa'id mu'arakah islah 'Al-Amr bi-al-Ma'aruf w-al-Nahi 'an al-Munkar », [Abd al-Latif Al Alsheikh : Leader of the Reform of the Religious Police], www.alarab.co.uk.

Alda'iji N (2018), « Qira'a fi tahawalat al-Harakah al-Nisawiyyah as-Sa'udiyyah : min al-Hamish ila al-Markaz », [Readings on the Saudi feminist movement : From the margin to the center], Gulf Center for Development Politics.

AlRiyadh (2016), « Amr Maliki bi-fa'aa al-sheikh al-Himiyyin wa ta'iyyin al-sheikh Abd al-Latif Al Alsheikh Ra'issin 'Ammin li-Hay'ah al-Amr bi-al-Ma'aruf », [Royal decree removes Sheikh Al-Himiyyin, and appoints Abd al-Latif Al Alsheikh as president of the religious police], www.alriyadh.com.

Hertog S (2010), *Princes, Brokers, and Bureaucrats : Oil and the State in Saudi Arabia,* Ithaca, Cornell University Press.

Lacroix S (2004), « Between Islamists and Liberals : Saudi Arabia's new "islamo-liberal" reformists », *The Middle East Journal,* vol. 58, n° 3.

McDowall A (2015), « Yemen strikes boost Saudi nationalism and sectarianism », Reuters.

Okaz (2018), « Awdah Al Alsheikh : Risasah fi Qilub fi 'al-Ikhwanj' wa 'al-Mu'adaljin », [The return of Abd al-Latif Al Alsheikh : A bullet in the heart of Muslim Brothers and ideologues], www.okaz.com.sa.

Saif S (2016), « When consultants reign », *Jacobin,* www.jacobinmag.com.

Irak : entre militarisation et mobilisation sociale

Zahra Ali[1]

Un mouvement massif de protestation populaire bouscule l'Irak. Sa cible : le système politique dans son ensemble, son institutionnalisation sur base communautaire et sa militarisation. Tandis que la société civile s'agite, les élites politiques refusent toute remise en question de leur pouvoir et utilisent l'appareil sécuritaire sorti renforcé de la bataille contre Daech, pour réprimer les manifestants, menacer et surveiller le mouvement social.

Le déroulement des élections législatives du mois de mai 2018 a révélé les dynamiques sociales, économiques et politiques qui structurent le contexte irakien depuis l'invasion américaine de 2003 et l'exacerbation de celles-ci depuis l'invasion par Daech de Mossoul en juin 2014. L'atmosphère dans laquelle les élections se sont déroulées a été marquée par le manque de confiance dans la classe politique, comme l'illustre la décision de la Commission électorale d'ordonner le recomptage manuel de près d'un millier de bureaux de vote, en raison de suspicion de fraudes.

C'est bien le taux le plus élevé d'abstention jamais connu dans le pays qui caractérise ces élections : moins de 44,5 % des Irakiens se sont déplacés pour voter, selon les chiffres officiels. Mais il y a bien des raisons de douter de ce chiffre (Ali & Khalaf, 2018), le taux d'abstention semble en réalité dépasser les 55 %[2]. Cela signifie que plus de la moitié des 24 millions d'électeurs attendus n'ont pas voté.

---

1. Sociologue spécialisée dans les études de genre liées à l'Islam et au Moyen-Orient, assistante professeure à la Rutgers University (Newark) et chercheuse associée au CETRI.
2. Selon les chiffres officiels, les Irakien·nes furent 62 % à voter en 2014 et en 2010.

Ce taux d'abstention record pourrait s'expliquer par le nombre de déplacés internes qui ont récemment fuit les zones de combat des forces de la coalition contre Daech. En effet, l'Irak compte aujourd'hui plus de deux millions et demi de déplacés internes, la guerre contre Daech ayant causé la destruction d'une grande partie de la ville de Mossoul et de ses environs. Le gouvernement irakien a mis à disposition de très précaires et limités bureaux de vote dans les camps où les habitants vivent dans des conditions d'extrême dénuement.

C'est bien une protestation claire, exprimée notamment par la jeunesse vis-à-vis non seulement de la classe politique irakienne, mais aussi du système mis en place depuis l'invasion américaine de 2003, qui est au cœur des dynamiques qui traversent le pays depuis la première vague de protestation de 2011. Le soulèvement actuel de Bassora et de nombreuses villes du Sud du pays secoue le régime tout entier. Les manifestants dénoncent la corruption généralisée, l'ethno-confessionnalisme qui structure le régime et le clientélisme de l'élite politique.

Une dynamique commencée en 2011

Le pays connaît un mouvement social de protestation s'érigeant contre le système de quota communautaire – confessionnel, religieux, ethnique – qui a été institutionnalisé par l'administration américaine et l'élite politique irakienne en 2003. Ainsi, depuis la chute du régime baathiste provoquée par l'invasion et l'occupation américaine, le système politique irakien est fondé sur l'appartenance à une religion – musulman, chrétien –, la confession – sunnite, chiite – ou l'ethnicité – arabe, kurde –, et non sur la citoyenneté égalitaire. De plus, les institutions du pays, déjà fortement endommagées par l'embargo et les guerres successives, sont dysfonctionnelles, en raison du système ethno-confessionnel, de la corruption généralisée et du clientélisme qui en résulte.

Dès 2011, à la suite de la mort d'un manifestant de Bassora tué par les forces de sécurité irakiennes alors qu'il protestait pacifiquement, un mouvement social a commencé à émerger et s'est étendu dans le pays (Al-Ali, 2014). Ce scénario s'est reproduit en 2015 (Ali, 2016), puis, à nouveau, cet été, après que Saad Al-Mansuri, âgé de 26 ans et père de trois enfants ait été tué le 8 juillet dernier par les forces de sécurité, alors qu'il participait à une manifestation devant les bureaux des compagnies pétrolières étrangères de Bassora. Il

protestait contre le chômage endémique et l'absence de services élémentaires, notamment l'accès à l'eau et à l'électricité, devenu très précaires dans cette ville pourtant riche en pétrole (Khalaf, 2018). Cette situation est d'autant plus surprenante que le régime irakien puise l'équivalent de plus de 60 millions de dollars par jour des puits de pétrole de la province de Bassora.

Ce mouvement massif de protestation populaire bouscule le pays et demande une remise en question du système politique dans son ensemble. Depuis Bassora jusqu'à la place Tahrir à Bagdad et à travers tout le pays, les manifestants scandent : « Pain, Liberté, État civil », exprimant leur colère vis-à-vis du manque criant des services les plus élémentaires, dénonçant le chômage généralisé, le clientélisme, la corruption, l'incompétence et l'ethno-confessionnalisme de la classe politique venue au pouvoir en 2003. Des manifestations massives composées notamment de jeunes des milieux défavorisés ont aussi exprimé leur refus de l'instrumentalisation du religieux par les partis islamistes au pouvoir. L'un des slogans les plus populaires de ces mobilisations est : « Au nom de la religion, nous avons été volés par des bandits ».

Saairun (« En marche »), coalition qui a remporté les élections (cinquante-quatre sièges au parlement), est issue de l'alliance entre le courant « sadriste » (du nom de Moqtada al-Sadr, leader chiite), le Parti communiste et différents groupes et individus de la société civile ; alliance contractée durant ces mobilisations massives. Il est important de mentionner ici le fait que beaucoup de jeunes de la société civile qui ont lancé ce mouvement de protestation, qu'ils soient proches de la gauche ou indépendants, ont été critiques vis-à-vis de l'alliance avec les sadristes. Si certains craignent l'instrumentalisation d'un mouvement issu originellement de la société civile, d'autres voient une contradiction essentielle entre la nature « civique » des protestations et l'identité confessionnelle et islamiste des sadristes, ainsi que leur implication dans la corruption gouvernementale et la violence confessionnelle.

Ainsi, face à l'échec des protestations massives demandant la réforme de la loi électorale privilégiant les grands partis au pouvoir, beaucoup ont tout simplement décidé de boycotter les élections. On pouvait voir indiqué sur les photos de profil des jeunes sur les réseaux sociaux la banderole : « Je boycotte, pour ne pas donner légitimité aux blocs de la corruption » (Ali, 2018a).

Toutefois, Saairun représente aussi une avancée cruciale au sein des forces politiques demandant des réformes radicales du système politique irakien. Le fait qu'un courant comme celui des sadristes, possédant une base prolétaire immense et une audience inégalée parmi la jeunesse du pays, décide de se définir comme « civique » et « non confessionnel », rompant ainsi avec son identité islamiste et chiite, est certainement un tournant important dans la vie politique du pays.

Toutefois, cette avancée est à prendre avec beaucoup de précautions. Le leader Moqtada al-Sadr n'a pas entièrement résolu la question de la dissolution de sa branche armée et beaucoup l'accusent d'opportunisme. De plus, la montée en puissance des courants non confessionnels et réformistes dans le pays, illustré par la victoire de Saairun, est à nuancer du fait que le second vainqueur de ces élections est la liste al-Fatah, menée par Hadi al-'Amiri, qui a remporté 47 sièges, devant celle de l'actuel Premier ministre Haider al-'Abadi, avec 42 sièges.

Si la liste al-Fatah a en commun avec Saairun de représenter la jeunesse pauvre du pays, elle est aussi celle d'al-Hashd al-Sha'bi, force militaire qui a combattu au côté de l'armée irakienne sur le front contre Daech. Al-Hashd al-Sha'bi se compose de nombreux volontaires courageux et soucieux de libérer le pays de Daech, mais aussi de milices qui sont pour beaucoup dans la violence politique et confessionnelle qui secoue le pays. La militarisation extrême de la société irakienne depuis 2003, notamment dans le contexte de la guerre contre Daech, pose un défi majeur au pouvoir civil et à la stabilité politique.

Un pas en arrière pour les femmes

Le quota de 25 % de femmes adopté en 2005 garantit une réelle représentation politique des femmes au parlement. Toutefois, celui-ci ne définit pas la nature des tendances politiques des femmes élues, encore moins leur intérêt pour les droits des femmes (Ali, 2018b). Si l'on s'intéresse de plus près à la liste du « changement » Saairun, on peut constater que certaines femmes élues sont de véritables leaders politiques. Majeda al-Tamimi, élue à Bagdad, candidate sur la liste Saairun, devance la majorité des hommes élus, avec ses 55 184 voix ; le Premier ministre Haider 'Abadi lui-même a obtenu 59 710 voix.

Ce résultat impressionnant confirme la popularité d'une femme qui s'est rendue célèbre par la lutte contre la corruption et le confessionnalisme, ainsi que par son travail auprès des pauvres et des marginaux. Elle s'est aussi distinguée d'autres élues chiites par son refus de la loi Jaafari, une proposition de loi remettant en question, sur des bases conservatrices et confessionnelles, les droits juridiques des femmes.

Parmi les élues de Saairun, une autre femme se distingue : Haifa al-Amin, élue à Dhi Qar avec 12 395 voix. Ce résultat est remarquable dans une province aussi conservatrice où les autres alliances chiites, très conservatrices, ont aussi obtenu de très bons scores, car elle est une communiste connue, militante de la société civile et des droits des femmes au sein de la Ligue des femmes irakiennes. Un autre aspect positif est l'émergence d'une jeunesse engagée issue des manifestations du mouvement de protestations de 2015, et qui se révèle à travers certains élus de Saairun. C'est le cas de la jeune Refah al-'Aredhi, 34 ans, élue de la province de Muthana, l'une des plus pauvres du pays. Politisée durant le mouvement de protestations, elle représente une jeunesse montante de la société civile, guidée par la volonté de combattre et la pauvreté et la corruption.

Toutefois, mis à part ces quelques élues, la plupart des femmes élues sur la liste Saairun (quinze au total) ne sont pas des militantes indépendantes, mais des sadristes, plutôt conservatrices et surtout des activistes qui ne se sont pas distinguées par leur intérêt pour l'avancée des droits des femmes. De plus, l'importance de la question des libertés individuelles, de la lutte contre la militarisation de la société, de l'indépendance politique, toutes des questions centrales pour le mouvement des femmes en Irak, ne constituent pas une priorité pour ces élues sadristes. Plus généralement, on peut s'inquiéter de la popularité grandissante d'élues islamistes, qui se sont distinguées par leur vision régressive en ce qui concerne les droits des femmes, provenant des autres partis chiites comme al-Fatah, al-Nasr ou encore al-Hikma.

De manière générale, il faut noter que moins d'une vingtaine de femmes parmi les quatre-vingt-six élues au total ont recueilli plus de 10 000 voix, une trentaine ont obtenu autour de 5 000 voix, plus d'une soixantaine ont obtenu autour de 2 000 voix. Cela signifie que la majorité des élues irakiennes aurait pu accéder au Parlement sans l'aide du quota. Toutefois, c'est le système de quota qui a

imposé leur présence, à raison de 25 % sur les listes électorales ; sans cette obligation seraient-elles présentes en si grand nombre ? Un signe positif est que le nombre de candidates sur les listes a dépassé le 25 % requis ; elles sont 2 014 femmes parmi 6 984 candidats, soit plus de 265 candidates dépassant le quota.

Au-delà des chiffres qui présentent un bilan plutôt positif, ce qui a caractérisé la campagne électorale, c'est le véritable harcèlement dont les femmes candidates ont été victimes. Ces campagnes de dénigrement ont visé à atteindre leur réputation, leur compétence et leur crédibilité, mais aussi leur moralité à travers des accusations à teneur sexuelle. Ces campagnes ont poussé un certain nombre de femmes à retirer leur candidature, et représentent une barrière importante pour toutes celles qui hésitent à s'engager en politique. Le sexisme exacerbé dont les candidates irakiennes ont été victimes a poussé des personnalités féministes et de la société civile à signer un texte lancé par le mouvement des femmes[3], dénonçant les campagnes de harcèlement visant à discréditer les candidates et appelant l'ONU à réagir.

Vers une militarisation du régime

La lutte contre Daech a normalisé et institutionnalisé la militarisation du régime politique irakien. Aujourd'hui, les groupes paramilitaires et les branches armées des partis politiques confessionnels qui ont affronté Daech dans le Nord du pays siègent au parlement et se disputent les ministères. Ces mêmes groupes ont été accusés de nombreuses exactions et d'atteintes aux droits humains à Mossoul. De même, ils sont accusés d'être les principaux acteurs de la répression violente (par le meurtre notamment) d'intellectuels, de journalistes et de militants indépendants dans le pays (Khalaf, 2018b).

Plus généralement, la distribution d'armes à des civils lors de la constitution du front armé contre Daech pose des problèmes réels de violence de rue et de règlements de compte, replongeant le pays dans une insécurité généralisée telle qu'il l'a connue durant la guerre confessionnelle de 2006-2007. Le gouvernement irakien a fait usage du renforcement de l'appareil de sécurité, notamment les forces spéciales, financées et formées par l'administration

3. Voir la lettre ouverte de l'Association al-Amal : www.iraqi-alamal.org/ArticleShow.aspx?ID=1635

américaine dans le cadre de la « lutte contre le terrorisme », pour tuer et menacer les manifestants pacifiques. L'organisation Human Rights Watch dénonce l'usage de la violence contre des individus non armés y compris des enfants, et le Iraqi Observatory of Human Rights a estimé que durant les deux premières semaines de mobilisations massives à Bassora et dans tout le Sud du pays, plus d'une quinzaine de manifestants ont été tués, plus de 600 gravement blessés, et plus de 600 arrêtés par les forces de sécurité du pays.

Conclusion

La situation actuelle révèle une réelle polarisation entre société civile et élite politique. D'un côté, les mobilisations sociales et politiques de la société civile s'intensifient et s'étendent dans tout le pays, se radicalisant de jour en jour. Les manifestants expriment un refus total du système dans son ensemble à travers le slogan « Non, non aux partis politiques ». De l'autre, l'élite politique irakienne refuse toute remise en question de son pouvoir, et utilise l'appareil militaire et sécuritaire, sorti renforcé de la bataille contre Daech, pour réprimer violemment les manifestants, menacer et surveiller le mouvement social.

Bibliographie

Al-Ali Z. (2014), *The Struggle for Iraq's Future. How Corruption, Incompetence and Sectarianism have undermined Democracy*, Yale University Press.

Ali Z. & Khalaf S. (2018), « Iraq's protest movement reveals the failure of the post-2003 regime », *Open Democracy*, 8 août.

Ali Z. (2016), « Young grassroots activism on the rise in Iraq : Voices from Baghdad and Najaf », *Open Democracy*, 5 mai.

Ali Z. (2018a), « L'Irak cherche à tourner la page ouverte par l'invasion américaine », *Orient XXI*, 6 juin.

Ali Z. (2018b), *Women and Gender in Iraq between Nation-Building and Fragmentation*. Cambridge University Press.

Khalaf S. (2018a), « Le soulèvement de Bassora ébranle l'Irak », *Orient XXI*, 11 septembre.

Khalaf S. (2018b), « Murder and kidnapping in Iraq. An inexorable tide », *Qantara*, 23 février.

Iran : néolibéralisme, organisation des travailleurs et mobilisation populaire

Tara Povey[1]

Resté en marge des soulèvements de 2011, l'Iran a connu des mobilisations d'ampleur fin 2017, début 2018. Ce regain de conflictualité sociale s'explique notamment par l'essor de syndicats indépendants, qui renouent avec une riche tradition de contestation dans la société iranienne. Celle-ci est toutefois mise à mal par les luttes internes entre réformistes et conservateurs, ainsi que par la persistance d'un environnement international hostile.

Fin décembre 2017, une vague de manifestations populaires a secoué l'Iran. Dans leur nature et leurs revendications, ces manifestations étaient essentiellement d'ordre économique. Le mécontentement grandissant à l'égard des politiques économiques et sociales des administrations successives, la disparité croissante entre riches et pauvres et l'absence de réformes politiques ont engendré un climat d'opposition au gouvernement et, dans certains cas, à la nature même de l'État. En Iran, ces grèves et manifestations sont des phénomènes nouveaux et importants, dans la mesure où elles interviennent, depuis une décennie, dans un cadre de recrudescence des organisations de travailleurs dirigées par des syndicats indépendants qui ont rompu avec le populisme corporatiste de l'État.

---

1. Professeure au département d'histoire de la Goldsmiths University of London, auteure notamment de *Social Movements in Egypt and Iran*, Londres, Palgrave Macmillan, 2015.

Les syndicats indépendants et d'autres groupes et organisations de travailleurs ont contribué de manière significative aux mobilisations populaires dans d'autres contextes au Moyen-Orient (Dina, 2012). Ce fut notamment le cas en Égypte, où les manifestations de 2011 (qui ont entraîné la chute du régime de Moubarak) ont culminé lors de manifestations et de grèves des travailleurs menées par des syndicats indépendants. En Iran, le manque d'organisations de travailleurs indépendantes a été avancé comme l'une des raisons possibles pour lesquelles l'Iran n'a pas connu de grèves et de manifestations lors des soulèvements arabes de 2011.

Les précédents mouvements de grande ampleur, comme le Mouvement vert de 2009, ont été présentés comme des actions pro-démocratie de la classe moyenne, caractérisées par des revendications réformistes ou « révolutionnaires » (Bayat, 2013). À bien des égards, les manifestations du Mouvement vert étaient plus diversifiées sur le plan social et politique que ne l'ont laissé entendre les rapports (Povey, 2012). Toutefois, en dépit de leur portée économique et sociale, elles ne pouvaient compter sur la participation de groupes de travailleurs organisés. Les manifestations de 2017-2018 représentent donc un tournant dans la longue histoire des manifestations populaires en Iran.

Renouveau du syndicalisme autonome

Dans le pays, plusieurs syndicats indépendants sont actifs depuis plusieurs décennies et se mobilisent de plus en plus contre les chefs d'entreprise et les PDG, mais également contre les politiques économiques impopulaires du gouvernement. Entre autres, le Syndicat des travailleurs de la compagnie de bus de Téhéran et de la banlieue, le Syndicat des travailleurs de la Compagnie de canne à sucre, Haft Tapeh, créé en octobre 2008 et l'Alliance des retraités. Au cours des dernières années, les grèves et les manifestations de travailleurs se sont multipliées, avec une moyenne de trois grèves et manifestations par jour dans le pays (IASWI, 2018).

Autre phénomène nouveau : ces événements ne se concentrent plus uniquement dans la capitale, Téhéran, mais se déroulent partout dans le pays. Cette situation peut être attribuée à la mobilisation croissante dans les régions et à l'explosion de la pauvreté et du chômage hors de la capitale. Les travailleurs y ont adressé diverses revendications aux propriétaires d'usines et de grandes installations industrielles. La Compagnie de canne à sucre Haft

Tapeh, par exemple, a été le théâtre d'un conflit au cours duquel les travailleurs ont protesté contre le non-paiement des salaires et exigé la démission du PDG. Haft Tapeh est un complexe industriel qui emploie 5 000 personnes dans la zone rurale de Shoush (province du Khouzestan méridional), où les taux de chômage et de pauvreté sont beaucoup plus élevés que la moyenne nationale.

En décembre 2017 et en janvier 2018, l'émergence de manifestations à travers le pays, d'abord dans les zones rurales et les petites agglomérations, est intervenue dans un contexte d'organisation et de mobilisation des travailleurs au niveau local. En janvier 2018, ces manifestations s'étaient rattachées au sentiment croissant de privation de droits économiques et politiques et s'étaient étendues à la capitale, ainsi qu'à une vingtaine des villes les plus peuplées d'Iran. Les slogans, à l'origine essentiellement économiques, ont également évolué en des critiques plus directes de l'État. Faisant écho aux slogans historiques du Mouvement vert de 2009, des manifestations étudiantes de 1999 et de la révolution de 1979, des formules de « mort au dictateur » ont pris pour cible le cœur de l'administration politique du pays.

Une longue histoire de conflits sociaux

Au cours de la dernière décennie, la hausse des disparités et du fossé entre riches et pauvres a miné la légitimité des élites politiques. En tant que pays producteur de pétrole, l'Iran est un pays en développement de classe moyenne relativement riche. C'est également un pays avec une longue histoire de conflits politiques entre groupes et mouvements. La révolution de 1979 reposait sur la lutte contre la pauvreté et les inégalités sociales, et pour la liberté, l'indépendance et la démocratie. Depuis la destitution du Shah en février 1979 et la création de la République islamique, d'importants groupes sociaux luttent pour réaliser les revendications de la révolution, initialement cooptées par l'État durant la première décennie après la révolution, mais en grande partie abandonnées par la suite.

En tant que république révolutionnaire, la légitimité de la République islamique était liée à ses politiques de protection économique et sociale qui, dans les années 1980, ont sorti une génération d'Iraniens de la pauvreté. Ces politiques comprenaient des programmes d'éducation de masse (lesquels prévoyaient la création d'une école dans chaque petite ville et village), l'éducation gratuite jusqu'au niveau tertiaire, ainsi que la gratuité de certains soins

médicaux et une protection sociale assurée par l'État (Povey, 2015). En outre, l'État révolutionnaire canalisait l'activisme révolutionnaire dans des *nehads*, des organisations de mobilisation consacrées à l'autonomisation des opprimés.

Durant les premières années, l'identité de l'État a donc conservé le discours révolutionnaire d'une République islamique défendant les opprimés contre l'oppresseur, alors même que l'État cherchait à fermer les canaux de dissidence, à centraliser le pouvoir et à cibler ses ennemis politiques. Cette combinaison de réformes économiques et sociales et de centralisation du pouvoir de l'État s'est accentuée pendant la guerre Iran-Irak (1980-1989), engendrant un État fort, caractérisé par une politique étrangère anti-impérialiste populaire et une politique intérieure répressive sous laquelle un ensemble de programmes d'aide sociale et d'organisations de mobilisation liaient la population à l'État (Povey, 2015).

Pendant cette période, plusieurs groupes importants ont résisté à la centralisation croissante du pouvoir de l'État ; les travailleurs sans emploi et les vendeurs de rue à Téhéran, par exemple, se sont opposés à l'empiétement de l'État sur des espaces auparavant autonomes (Bayat, 1997). Divers groupes et mouvements de femmes se sont également mobilisés contre les politiques gouvernementales à la fin des années 1980. Le premier mouvement de grande ampleur au cours de cette période est apparu en réaction au fait que seuls les hommes, considérés comme sources de revenus et chefs de famille, pouvaient toucher une pension de l'État.

Les femmes ont joué un rôle majeur dans la révolution de 1979, et leur participation, en particulier pour les religieuses, a été saluée par différents leaders comme l'ayatollah Khomeiny. Après la révolution, ces femmes religieuses se sont battues pour obtenir du nouvel État les droits qui leur étaient dus. Un groupe d'entre elles, dont les maris étaient morts pendant la guerre avec l'Irak, avaient été mutilés ou traumatisés psychologiquement et n'étaient plus en mesure de travailler, s'est mobilisé pour obtenir une révision de la loi selon laquelle seuls les hommes pouvaient recevoir une pension de l'État.

Au cours des décennies suivantes, ce mouvement de femmes est parvenu à faire modifier plus de vingt lois, notamment ayant trait aux droits relatifs au divorce, à la garde des enfants, à la citoyenneté, au bien-être public, à la contraception, à l'accès à l'éducation, à l'emploi et à la rémunération du travail domestique. Dans de nombreux cas, des religieuses ont soutenu qu'il s'agissait de

« droits islamiques » que l'État ne pouvait leur refuser. Dans les années 1990, ces groupes se sont intégrés à la « société civile » en plein essor de l'Iran, qui cherchait à réformer l'État dans le domaine socioculturel et à démocratiser le système politique. Cette tendance a abouti à une victoire électorale écrasante du président réformateur iranien Mohammed Khatami (1997-2005), représentant d'une interprétation élitiste de la politique réformiste.

Entre néolibéralisme et isolement international

Dès lors, l'Iran des années 1990 et 2000 est devenu très différent de la république révolutionnaire du début des années 1980. Actuellement, la population nationale est jeune et très instruite. 70 % ont moins de 30 ans, avec un taux d'alphabétisation de 96 %, particulièrement élevé par rapport à d'autres pays de la région, et atteignant jusqu'à 98 % chez les 15-24 ans, des deux sexes (Aryan, 2012). L'enseignement supérieur est gratuit et généralisé et, conséquence du *Koncur* (le concours national d'entrée à l'université), les étudiants de tout le pays se retrouvent dans des espaces urbains cosmopolites où se multiplient les idées, « *les comportements de jeunes, les opinions et les perspectives socioculturelles et politiques innovantes* » (Honarbin-Holliday, 2012).

Cette période a également été le théâtre d'une profonde transformation de l'État. Les administrations successives après la fin de la guerre Iran-Irak ont peu à peu aboli les politiques d'aide sociale. La politique iranienne, tant de gauche que de droite, a adopté le néolibéralisme. Les privatisations qui ont enrichi des groupes liés à l'État, en particulier le Corps international des Gardiens de la révolution, ont été poursuivies avec véhémence par le gouvernement de Mahmoud Ahmadinejad (2005-2013) qui, en dépit de ses promesses d'« *apporter l'argent du pétrole sur les tables du peuple* », a supervisé la réécriture de la Constitution afin d'autoriser la vente de milliards de dollars d'actifs publics.

Toutefois, les administrations réformistes sont sans doute plus encore associées idéologiquement au néolibéralisme. L'administration Khatami et l'administration Rouhani actuelle ont pleinement adopté le néolibéralisme comme remède à une série de maux allant de « *l'autoritarisme à la corruption et au népotisme* » (Ehsani, 2009). L'isolement international et les sanctions prises suite au différend sur le programme nucléaire du pays ont également porté préjudice à la majorité de la population active, entravant l'accès à certains

biens et services essentiels, comme la médecine, et engendrant une augmentation du coût des aliments.

En 2013, un groupe de femmes a qualifié les sanctions de « *guerre silencieuse, mais prédatrice* » contre les Iraniens ordinaires (Marjai & Shahabi, 2013). Bien que ces sanctions aient été levées après l'accord nucléaire de 2015, le pays reste l'objet d'autres sanctions adoptées prétendument pour répondre au soutien de l'Iran au terrorisme dans la région et à diverses violations des droits de l'homme. Depuis l'élection de l'administration Trump aux États-Unis, des sanctions ont été rétablies et de nouvelles restrictions ont été imposées aux Iraniens voyageant pour étudier ou travailler à l'étranger.

Conséquence des sanctions internationales et des politiques gouvernementales, les Iraniens vivent une situation d'attente, où toute une génération de jeunes citadins instruits se retrouve sans emploi ou sous-employée, sans ressources pour quitter le domicile parental et établir une famille. Les chiffres officiels, que les analystes accusent de sous-estimer le niveau réel, estiment le taux de chômage national à 12 %. Celui des jeunes s'élèverait à 28,30 %, et celui des femmes compte parmi les élevés de la région (Bahramitash, 2013). Les taux de pauvreté, plus difficiles à quantifier, indiquent une paupérisation alarmante au cours des dernières décennies, en particulier dans les zones rurales. Ces dix dernières années, 10,4 % de la population urbaine iranienne est considérée comme vivant sous le seuil de pauvreté absolue, contre 22,6 % des ruraux.

Certaines sources contestent ces chiffres et affirment qu'au cours des dix dernières années, la pauvreté a augmenté jusqu'à atteindre près de 40 % de la population (Bozorgmehr, 2013). La population active et la classe moyenne se sont également appauvries suite à une forte hausse des prix de l'immobilier liée à la spéculation, autre conséquence de la réforme néolibérale. Les recherches de Kaveh Ehsani ont montré que les investissements du secteur privé dans les nouvelles constructions urbaines à Téhéran ont quadruplé en quatre ans (entre 1998 et 2002), alors que les investissements publics dans la construction de logements abordables ont été minimes au cours de la même période. Par conséquent, la taille moyenne des logements à Téhéran a diminué de moitié en raison de la spéculation immobilière (Ehsani, 2009).

Le fossé croissant entre riches et pauvres est un embarras permanent pour un système qui trouve sa légitimité dans un populisme

révolutionnaire fondé sur un discours d'autonomisation des opprimés. Cet écart entre rhétorique et réalité a été récemment mis en évidence par la controverse entourant le compte Twitter « Rich Kids of Teheran », qui présentait des photographies de jeunes Téhéranais dans des manoirs avec piscines, exhibant des produits de luxe occidentaux, comme des voitures et des montres (Brimelow, 2018). La controverse était telle que le compte a finalement été fermé par le gouvernement, mais pas avant qu'un compte Twitter rival ne diffuse ces mêmes images mises en parallèle d'images illustrant la pauvreté croissante dans les grandes villes iraniennes, notamment d'enfants des rues, de mendiants et de sans-abri.

La droite populiste en embuscade

Les manifestations de 2017 et 2018 trouvent leur origine dans les actions entreprises par les groupes et les organisations de travailleurs dans tout le pays, mais elles ont également exploité un sentiment généralisé d'insatisfaction à l'égard du gouvernement. Les analyses externes, qui associent exclusivement les problèmes du pays à la nature religieuse de la République islamique, ne parviennent pas souvent à saisir l'importance des classes dans la mobilisation populaire de l'Iran contemporain.

L'effondrement des programmes d'aide sociale et les privatisations dont ont bénéficié les hauts placés dans l'État sont considérés comme une trahison de l'héritage révolutionnaire du pays. C'est particulièrement le cas parmi les couches de la société qui se sentent ignorées ou dépossédées de leurs droits par le réformisme. Bien que les politiques socioculturelles libérales des réformistes restent populaires au sein d'une jeune génération qui espère voir la fin de l'isolement de l'Iran de son vivant, un nombre croissant de personnes estiment que le réformisme n'a pas répondu aux enjeux socio-économiques ou aux promesses de réforme politique. Ces groupes sont la cible d'une campagne populiste de la droite iranienne qui, malgré ses positions similaires sur les questions économiques, affirme adhérer à l'héritage de justice sociale de la révolution.

Par exemple, lors de la dernière élection présidentielle de 2017, les deux candidats de droite ont fait campagne au nom des « 96 % » de la population contre les « super-riches ». Le nouveau mouvement de manifestation de classe en Iran court ainsi le risque d'être détourné par une droite populiste visant à mettre à mal les réformistes

au pouvoir. En attendant, les Iraniens espèrent un apaisement des tensions internationales, improbable sous l'ère Trump. L'« environnement hostile » créé par les sanctions et les menaces d'actions militaires contre l'Iran ne fait que compliquer la tâche des Iraniens en matière de mobilisation et d'élaboration d'une alternative progressiste au néolibéralisme sur la scène nationale.

Traduction de l'anglais : Nicolas Thommes

Bibliographie

Aryan K. (2012), « The boom in women's education », dans Povey T. et Rostami Povey E. (éd.), *Women, Power and Politics in 21 st Century Iran*, Farnham, Ashgate Publishing.

Bahramitash R. (2013), *Gender and Entrepreneurship in Iran : Microenterprise and the Informal Sector*, New York, Palgrave Macmillan.

Bayat A. (1997), *Street Politics : Poor People's Movements in Iran*, New York, Columbia University Press.

Bayat A. (2013), « Revolution in bad times », *New Left Review*, n° 80.

Bishara D. (2012), « The power of workers in Egypt's 2011 uprising, Arab Spring », dans Korany B. et El Mahdi R. (dir.), *Egypt : Revolution and Beyond*, Le Caire, The American University in Cairo Press.

Bozorgmehr N. (2013), « Inflation and weak rial push Iran's middle class towards poverty », *The Financial Times*, 25 octobre.

Brimelow B. (2018), « The extravagant lives of the "Rich Kids of Tehran" are fuelling Iran's protests », *The Independent*, 7 janvier.

Ehsani K. (2009), « Survival through dispossession : Privatization of public goods in the Islamic Republic », *Middle East Report Online*, 250.

Honarbin-Holliday M. (2012), « Autonomous minds and bodies in theory and practice : Women constructing cultural identities and becoming visible through art », dans Povey T. et Rostami Povey E. (dir.), *Women, Power and Politics in 21st Century Iran*, Farnham, Ashgate Publishing.

IASWI (2018), « Iran : Political suppression and struggle for freedom and equality », www.workers-iran.org.

Marjai F. et Shahabi M. (2013), « "Iranian mothers for peace" alert the World on sanctions and shortage of medicines », *Monthly Review Zine*, 1er février.

Povey T. (2012), « The Iranian women's movement in its regional and rnternational context », dans Povey T. et Rostami-Povey E. (dir.), *Women, Power and Politics in 21st Century Iran*, Farnham, Ashgate Publishing.

Povey T. (2015), *Social Movements in Egypt and Iran*, Londres, Palgrave Macmillan.

Jordanie : soulèvement contre le néolibéralisme[1]

Sara Ababneh[2]

La Jordanie a été secouée en juin 2018 par des manifestations d'ampleur inédite, qui ont vu converger classes sociales, générations, identités politiques et régionales dans une même mobilisation, avec une forte présence des femmes. En cause, un projet de loi fiscale et le renchérissement des biens de consommation essentiels. Plus fondamentalement, c'est le cadre économique imposé de longue date par le FMI qui a été pris à partie par les manifestants.

Les manifestations qui ont secoué la Jordanie du 30 mai au 7 juin 2018 ont surpris l'ensemble des observateurs. Suscitée à l'origine par un projet de loi sur la fiscalité et une augmentation des prix du gaz, la contestation s'est rapidement transformée en un soulèvement populaire contre l'orientation économique suivie par l'État. Le rejet des politiques néolibérales et de la privatisation des principales industries nationales n'est pas un phénomène nouveau en Jordanie, mais la place centrale que cette problématique a prise dans les événements de juin est sans précédent.

Dans le passé, les manifestations contre les politiques économiques du gouvernement avaient plus particulièrement mobilisé le milieu ouvrier, dans les gouvernorats situés en dehors d'Amman et dans quelques quartiers pauvres de la capitale. Cette fois

1. Extrait actualisé d'un article paru dans *Middle East Report Online* (www.merip.org), 30 juin 2018, sous le titre : « Jordan's June 2018 Rising ».
2. Professeure assistante et chercheuse au Center for Strategic Studies de l'Université de Jordanie, spécialisée sur les questions de genre, l'islamisme et les mouvements populaires.

néanmoins, la protestation s'est étendue aux gouvernorats au cœur d'Amman, dans une coalition allant des classes populaires aux classes moyennes supérieures et incluant aussi bien les personnes marginalisées que les organisations de la société civile et les militants les plus visibles, en particulier les féministes. Qui plus est, les contre-discours libéraux appelant à élever le niveau de conscience politique au-dessus des basses revendications matérielles n'ont pas réussi à étouffer la voix des manifestants, ni à les détourner de leur objectif principal, à savoir l'opposition aux politiques néolibérales.

Les griefs qui ont conduit des Jordaniens issus de milieux socioéconomiques si différents à descendre dans la rue ne sont pas propres à la Jordanie. De nombreux pays du Sud ont été contraints d'adopter des mesures d'austérité dictées par le Fonds monétaire international (FMI) pour pouvoir bénéficier des prêts de cette institution et de la Banque mondiale. Le soulèvement de juin 2018 doit donc être considéré dans le contexte plus large du mouvement altermondialiste, qui met en mouvement des millions de personnes en lutte contre les politiques qui les appauvrissent et placent leurs pays dans une position de subordination sur le plan international.

Plus spécifiquement, le soulèvement de juin 2018 en Jordanie est à situer dans le prolongement des manifestations antérieures de 1989 et de 1996, contre l'austérité et le FMI, et des manifestations de 2011-2012. Les manifestants ont insisté sur le fait que le seul moyen d'atteindre la justice sociale était de s'écarter de l'orientation économique choisie par l'État et de combattre la domination du FMI.

Affronter le FMI

C'était en réalité depuis le début de l'année 2018 que les Jordaniens combattaient la dernière vague de mesures d'austérité dictées par le FMI. Les manifestations ont d'abord duré plus de cent jours dans la seule ville de Salt, avant de s'étendre à Dhiban et Karak, où elles furent les plus importantes. Durant cette première période, et malgré la persévérance des manifestants dans ces gouvernorats, la protestation ne s'est pas étendue à la capitale et au reste du pays.

La situation a basculé le 21 mai 2018, lorsque le gouvernement jordanien a publié un nouveau projet de loi sur l'impôt sur le revenu. Le Conseil des syndicats professionnels a réagi en projetant une grève générale le 30 mai. Au même moment, les militantes féministes, les organisations de la société civile ont répondu en publiant

une déclaration condamnant ce projet de loi et demandant au gouvernement de le retirer. Ce texte affirmait que la fiscalité devait être « véritablement progressive » et qu'une augmentation des taxes devait aller de pair avec une amélioration des services, devant permettre l'accès à des services de santé et d'éducation de qualité pour tous.

Pour les manifestants, l'État devait s'attaquer aux déficits budgétaires non pas en taxant les pauvres, mais en attaquant l'évasion fiscale pratiquée par les grandes entreprises ainsi que la fraude des multinationales. Ils appelèrent à la réduction du prix du carburant et de l'électricité et à la fin de la corruption. Dans la foulée, ils exigèrent la démission du gouvernement et du Premier ministre ainsi que la dissolution de la chambre basse du parlement. Dans l'ensemble, les revendications allaient au-delà de la législation fiscale et de la personne du Premier ministre, pour mettre en cause l'orientation politique néolibérale prévalant en Jordanie.

Convergence inter-classes

À travers tout le pays, les manifestants ont donc condamné les réformes économiques que le pays a suivies à la demande du FMI. Depuis la fin des années 1980, la Jordanie a signé de nombreux accords avec l'institution de Bretton Woods. Le début des années 2000 a été marqué par la privatisation de presque toutes les ressources et industries nationales – du phosphate à l'électricité, en passant par les télécommunications –, ce qui a privé le pays de ses principales sources de revenus et de son indépendance financière, rendant le gouvernement encore plus tributaire de la rente de l'aide et des impôts.

Les recommandations du FMI ont également conduit à l'érosion des subventions, des politiques de protection sociale et des services publics. Au début de l'année 2018, le gouvernement a porté à 10 % la taxe sur la valeur ajoutée de 164 produits de base, en ce compris les produits laitiers, les fruits et les légumes. Le prix du pain a doublé, tandis que celui du carburant a augmenté à cinq reprises. Enfin, la facture d'électricité a bondi de 55 % entre janvier et juin 2018.

Les manifestations de juin ont vu la participation d'un grand nombre de personnes issues de la classe moyenne, de la société civile et d'organisations de défense des droits des femmes. Les militants islamistes ont par contre été moins visibles. Sans doute est-ce

la conséquence de leur défaite aux élections pour la direction de l'influent syndicat des ingénieurs. Pendant les premiers jours de la grève à Amman et à Irbid, la plupart des manifestants étaient des travailleurs en cols blancs. Ils furent rejoints par des membres des classes plus aisées. Pour beaucoup, cette grève était leur première expérience de protestation sociale (Hroub, 2018). Plus de la moitié des manifestants étaient des femmes, notamment des membres d'organisations de défense de leurs droits. À Irbid, elles ont entonné des chants qui portaient spécifiquement sur la situation des femmes.

Le profil « classes moyennes » des manifestations de juin a été à la fois l'objet d'éloges et de critiques. Deux points sont cependant à souligner. Tout d'abord, la participation sans précédent des membres des classes moyennes à Amman n'a pas impliqué l'absence de manifestants de la classe ouvrière, qui étaient également présents en grand nombre. Ensuite, en Jordanie comme dans la plupart des pays du Sud, l'appartenance aux classes moyennes n'est pas synonyme de sécurité financière. Ses membres vivent dans la précarité et les mesures d'austérité menacent de les plonger dans la pauvreté.

Les manifestations nocturnes du « quatrième rond-point »

Au petit matin du deuxième jour de manifestation, les Jordaniens ont appris que le gouvernement avait augmenté les prix du gaz pour la deuxième fois en deux mois (Zayydan, 2018). Nombre d'entre eux y ont vu un mépris total envers les revendications populaires. En signe de protestation, des citoyens ont alors commencé à se rassembler après la prière du Ramadan au « quatrième rond-point »[3], aux abords du siège du Premier ministre. Les militants ouvriers avaient initialement critiqué la grève du 30 mai, estimant qu'elle bénéficierait aux classes moyennes et avaient exhorté les cols bleus à s'abstenir de participer (Ali & Jarrar, 2018). Mais avec l'augmentation des prix du gaz, le gouvernement a poussé les Jordaniens de la classe ouvrière à se joindre aux manifestations dès le lendemain (Curtis, 2018).

Le matin du 1er juin, le Premier ministre Hani al-Mulki a gelé l'augmentation des prix du gaz, à la demande du roi Abdallah II. Cette décision n'a cependant pas mis fin au mécontentement. Les

3. Le quatrième rond-point désigne le quatrième d'une série de huit ronds-points répartis sur l'axe est-ouest de la capitale.

manifestations ont continué partout en Jordanie, assorties en certains lieux de barrages routiers. Dans l'ensemble toutefois, les protestataires ont pris soin de mettre en évidence le caractère pacifique de leur action.[4]

À l'exception de la chaîne de télévision sur internet *Ru'ya*, les médias officiels sont restés silencieux. Les manifestants ont diffusé en direct des images des manifestations sur Facebook et Twitter. Après une période d'inactivité relative depuis 2016, le Mouvement des jeunes jordaniens (*al-Hirak al-Shababi al-Urduni*), l'une des coalitions de jeunes formées lors des manifestations de 2011-2012, a commencé à publier des informations sur la grève via sa page Facebook. Un autre groupe Facebook, « Nous n'avons rien » (*Ma3nash*) a publié un reportage sur les événements et les slogans sur Twitter. *7iber*, un média électronique critique, a publié des rapports quotidiens.

Il a fallu attendre le 2 juin pour que le roi, de retour d'une visite à l'étranger, réagisse et appelle au dialogue national. Le Premier ministre al-Mulki n'a présenté sa démission que dans l'après-midi du 4 juin. Il a été remplacé à la tête du gouvernement par Omar al-Razzaz, ancien ministre de l'éducation et fonctionnaire de la Banque mondiale. Mais les protestations se sont poursuivies jusqu'au soir du 6 juin, signifiant qu'il ne s'agissait pas d'un problème de personne mais de politique économique. Ce n'est que le 7 juin, qu'al-Razzaz a annoncé que son gouvernement retirerait le projet de loi sur la fiscalité et entamerait un dialogue national pour veiller à ce que la prochaine loi épargne les pauvres. Le jour même, les routes menant vers le quatrième rond-point furent rouvertes.

Si Omar Al-Razzaz est très respecté parmi les activistes libéraux et les classes moyennes et supérieures, sa carrière à la Banque mondiale laisse à penser qu'il est peu susceptible de rompre avec la voie économique néolibérale de la Jordanie. Qui plus est, les liens de nombreux membres de ses cabinets ministériels avec la banque al Ahli constituent un indicateur que ce gouvernement n'ira pas à l'encontre des intérêts des banques et des institutions financières.

---

4. Lorsque les médias internationaux ont commencé à prêter attention aux manifestations vers le quatrième jour, le régime s'est efforcé de réagir avec modération et bienveillance.

La possibilité de résister au néolibéralisme

La résistance populaire aux politiques économiques antisociales a une longue histoire en Jordanie. À chaque étape de cette histoire, le régime a réagi aux protestations par un discours libéral séparant la politique de l'économie, en mettant l'accent sur des solutions politiques ou juridiques indépendantes d'une transformation économique structurelle. Néanmoins, les protestations de juin se distinguent des manifestations précédentes par la diversité des participants, sur le plan non seulement géographique, mais aussi en termes de classe sociale et de genre. Aucun leadership n'a émergé ; aucun groupe ne s'est exprimé pour les autres ou n'a dominé la discussion. Lorsqu'au bout d'une semaine le président de la centrale syndicale a appelé à la fin des manifestations, il s'est fait huer par la foule.

Les manifestants ont également résisté à toutes les tentatives de les diviser selon leurs origines (notamment entre Palestiniens jordaniens et Jordaniens de souche). Le deuxième jour de manifestation, le message suivant a été largement diffusé sur les médias sociaux : « *Chers Jordaniens, chères Jordaniennes, si au cours de la semaine prochaine, l'un des événements suivants se produit, sachez que le gouvernement cherche ainsi à détourner votre attention : 1) Opposition entre Jordaniens et Palestiniens / Faisali et Wihdat*[5] */ Habitants du Nord et du Sud du pays ; 2) Intervention des Frères musulmans et de partis politiques, ou de toute autre organisation, soyez prudents ; 3) Agendas politiques internationaux ; 4) Répression réussie d'une attaque terroriste potentielle / sûreté et sécurité ; 5) Braquage de banque ; 6) Jeûne pratiqué le mauvais jour cette année.* »

Compte tenu de la fréquence à laquelle le régime a recouru historiquement à la politique du « diviser pour régner », la solidarité des manifestants par-delà les différences de classe et d'origine était impressionnante. Dans le cas du mouvement Hirak de 2011-2012, les manifestants avaient combattu la politique identitaire en s'organisant autour d'une identité de classe élargie, se considérant eux-mêmes comme des enfants de laboureurs. Cette fois-ci, les réformes fiscales projetées, conjuguées à de longues années

5. *Al-Faisali* et *al-Wihdat*, les deux principales équipes de football en Jordanie, sont généralement supportées respectivement par des Jordaniens de souche et des Jordaniens d'origine palestinienne.

de difficultés économiques et de chômage, ont montré aux classes moyennes qu'elles n'étaient pas en sécurité et leur ont donné un aperçu des conditions précaires dans lesquelles vivent la plupart des Jordaniens depuis des décennies.

Comparé aux manifestations de 2011-2012, le message du soulèvement de juin est plus difficile à assimiler dans une trajectoire libérale, car il était clairement dirigé contre l'orientation économique suivie par le régime depuis l'an 2000. Le mouvement populaire de 2011-2012 visait principalement à résister aux politiques néolibérales, mais les revendications de réforme politique de type libéral avaient régulièrement pris le dessus.

À l'écoute de la rue

Les slogans des manifestations de juin montrent que les manifestants ont condamné la structure économique dans son ensemble. La plupart des revendications ciblaient les politiques néolibérales, leur reprochant de servir les intérêts des grandes entreprises au détriment du bien-être du peuple et de placer la Jordanie en position de faiblesse sur le plan international[6]. La plupart des griefs ne visaient pas la corruption individuelle, au sens libéral, mais ce qui est perçu comme une corruption structurelle. En d'autres termes, les manifestants considéraient le néolibéralisme lui-même comme étant intrinsèquement corrompu, en ce qu'il légitime l'octroi de sommes énormes aux investisseurs sous la forme d'exonérations fiscales et en fait payer le prix aux pauvres.

La plus récente loi fiscale présentée par le gouvernement, en septembre 2018, diffère très peu de la précédente, celle d'al Mulqi. La principale différence est que les banques sont moins taxées. Elle n'y distingue pas les acteurs en fonction de leurs tailles ou profits ; tous sont imposés de la même façon. De plus, l'impôt sur le revenu n'est progressif que pour les salaires allant jusqu'à 40 000 dinars jordaniens par an ; au-delà, l'impôt est fixé à 20 % ou 25 % pour les salaires supérieurs à 300 000. Cette nouvelle loi fiscale demeure ainsi une loi affectant bien plus sévèrement les classes moyennes, tout en exonérant les hauts salaires et le business.

6. Parmi les slogans les plus entendus, citons : « Contre la pauvreté, contre la faim, contre tout ce qui nous met à genoux ! » et « Savez-vous qui nous gouverne ? Le maudit Fonds monétaire ! ».

Le gouvernement ne pourra répondre aux manifestations de juin par la mise en œuvre de « réformes ». Le problème ne réside pas dans l'existence d'une « mauvaise » politique économique ou d'une politique « mal » exécutée (al-Tarawneh, 2018). Et la solution ne passe dès lors pas par le recrutement d'« experts » hautement qualifiés pour ouvrir la voie à la réforme. Comme le système économique fonctionne parfaitement pour ceux qu'il vise à enrichir, il ne suffit pas de le réformer, il faut le changer radicalement pour qu'il privilégie le bien-être des Jordaniens à celui des investisseurs.

Traduction de l'anglais : Maurice Hérion

Bibliographie

Al-Tarawneh N. (2018), « Jordan's Gabba3at moment, protests, strikes, How we got here and Where we're Going », *The Black Iris*, 4 juin.

Doa A. et Shaker J. (2018), « Jordan's strike and uprising : No alternative to alliances from below », *7iber*, traduit par Siwar Masannat, 3 juin.

Hroub R. (2018), « Hal al-hikrak al-urduni iqisadi faqat ? In i'u'bat al-ummam », *Al Mayadeen*, 6 juin.

Ryan C. (2018), « Why Jordanians are protesting », *The Washington Post*, 4 juin.

Zayydan R. (2018), « Al-H'ukuma tarfa' Asa'ar al-Mahroukat min 4.8 ila 5.5 % », *Al Ghad*, 31 mai.

Koweït : coalitions inédites et durcissement de la répression[1]

Alex Boodrookas[2]

Cette dernière décennie, le Koweït a vu naître deux mouvements d'opposition inédits. Fédérant plusieurs tendances et groupes sociaux, le premier dénonce la corruption et questionne la validité du système politique et économique. Composé de travailleurs, le second se mobilise contre l'austérité, tout en se rapprochant des travailleurs migrants. Encore balbutiantes, ces deux coalitions pourraient faire les frais du durcissement de la répression.

En novembre 2017, plusieurs dizaines de membres de l'opposition koweïtienne, y compris des parlementaires, ont soudainement été arrêtés au motif qu'ils avaient envahi et occupé le parlement en 2011, ceci après avoir été acquittés pour le même chef d'inculpation quatre ans auparavant. Au terme d'un procès interminable, ces fervents militants anticorruption ont finalement été reconnus coupables et se sont vus infliger des peines d'emprisonnement allant jusqu'à trois ans et demi (*Al-'Arabi*, 2017). Certains se trouvent aujourd'hui déjà en prison, d'autres ont choisi l'exil.

Alors que cette affaire progressait péniblement de tribunal à tribunal, une autre histoire commença à susciter une vive attention de la part des médias. En février 2018, le corps mutilé de Joanna Demafelis, une travailleuse domestique de nationalité philippine,

1. Article paru dans *Middle East Report Online* (www.merip.org), 18 juin 2018, sous le titre : « Crackdowns and Coalitions in Kuwait ».
2. Doctorant au département d'histoire et d'études du Moyen-Orient et de l'islam à l'Université de New York.

fut retrouvé dans un congélateur. D'emblée, le président des Philippines, Rodrigo Duterte, s'empara de l'affaire et en appela à un arrêt immédiat des migrations vers le Koweït, tout en invitant les près de 250 000 travailleurs philippins déjà présents sur le territoire à rentrer au pays aux frais de l'État. En avril, la tension entre les deux pays augmenta encore d'un cran lorsque l'ambassadeur des Philippines fut expulsé après avoir orchestré le « sauvetage » médiatisé de travailleurs domestiques (Villamor, 2018). Premières victimes de cette crise diplomatique, les travailleurs philippins au Koweït se sont finalement trouvés dans une situation plus précaire.

Ces deux incidents sont révélateurs des principaux réalignements politiques dont le Koweït a été le théâtre ces dix dernières années (Gambrell & Harb, 2018). Malgré une forte répression, l'opposition est parvenue à trouver un nouveau terrain d'entente sur les questions de corruption et de justice économique. Et le mouvement des travailleurs s'est mis à tisser de nouvelles alliances. Les travailleurs, citoyens koweïtiens et travailleurs migrants, sont en effet confrontés à une double pression : une forte réaction antimigrants et une importante vague de privatisation et d'austérité.

Pour y faire face, les syndicats koweïtiens se sont mobilisés. Ils ont combattu les coupes salariales et la diminution des prestations sociales, et ils se sont même rapprochés de militants étrangers et de travailleurs migrants. Ces alliances transnationales et semi-officielles entre syndicats donnent aujourd'hui la possibilité de dépasser le clivage existant entre citoyens/non-citoyens, généralement perçu comme fossé infranchissable. Mais, balbutiantes, elles demeurent fragiles, tandis que les dissidents font face à une menace immédiate et sans précédent.

Une coalition anticorruption

Les poursuites judiciaires pour l'occupation du parlement représentent le dernier épisode en date de la dure répression menée par l'État contre les militants koweïtiens appréhendés à la suite des violentes manifestations de 2011 et 2012 (*Al-Jazeera*, 2012). Comme l'a fait remarquer Mary Ann Tétreault (2012), cette confrontation peut être considérée comme un point de rupture après des années de tension entre les forces pro-démocratiques et les représentants du régime portant sur les bases du système constitutionnel. La réforme des lois électorales par l'émir sans consultation du parlement avait alors fait descendre des dizaines de milliers de

manifestants vêtus en orange dans les rues, lesquels ont aussitôt été réprimés par les policiers antiémeutes, suscitant l'indignation de la population. Parallèlement, des manifestations organisées par les Bidounes – des apatrides dont les droits fondamentaux sont depuis longtemps bafoués – se sont également heurtées à une violente répression.

De fait, ces deux mobilisations sont à l'origine d'un train de mesures drastiques contre toute forme de dissidence, quelle qu'elle soit. En 2014, l'État a ainsi décidé de priver plusieurs de ses opposants les plus virulents de leur citoyenneté et de les expulser du Koweït. Et, depuis 2015, une loi sur la cybercriminalité a permis de rendre illégale toute critique en ligne sur la famille royale, tandis que la presse, autrefois volubile, est de plus en plus muselée (Human Rights Watch, 2018). Si bien qu'aujourd'hui, l'espace restant pour les débats politiques, forgé par des générations de Koweïtiens au prix d'énormes risques, est en péril.

L'affaire de l'occupation du parlement a soulevé de sérieuses questions quant à l'état du système juridique koweïtien. Le ministère public a notamment dû admettre que de nombreux manifestants étaient en fait des agents infiltrés. Et, la nomination d'un nouveau juge en plein déroulement des procédures judiciaires a semé le doute sur l'éventualité que le palais ait pu faire pression pour placer son candidat favori.

Cette affaire est ainsi devenue le symbole du climat politique actuel. En dehors du parlement, sur la place Erada, les partisans des personnes arrêtés, y compris des parlementaires et des membres de leurs familles, se sont rassemblés pour protester. Ils ont écouté des discours, ont partagé quelques collations et ont arboré des rubans rouges en signe de solidarité avec les détenus. Les avocats de la défense ont, quant à eux, accentué la portée symbolique de cette mobilisation. Un jeune avocat s'est ainsi lancé dans un discours enflammé, estimant que la foi des Koweïtiens en leurs institutions judiciaires et par extension, la survie de la démocratie au Koweït, dépendait entièrement de la décision des juges.

Prétextant l'occupation du parlement, le gouvernement s'attaque ouvertement aux partisans « anticorruption » les plus populaires au Koweït. En réalité, le terme corruption est bien trop faible pour décrire le système économique qui n'est rien d'autre qu'un ingénieux système de recyclage automatique visant à redistribuer la richesse pétrolière de l'État dans les poches des plus puissants.

Les accusations ont proliféré récemment. Et dans certains cas, elles sont bien documentées. Ainsi, un membre du parlement a réussi à obtenir la photocopie d'un chèque semblant indiquer qu'au moins un membre de la famille politique au pouvoir avait utilisé les caisses de l'État comme compte en banque personnel (*al-Qabas*, 2018). D'autres membres du parlement ont usé de leurs droits constitutionnels pour questionner des ministres et les humilier publiquement quant à leurs pratiques frauduleuses ; une stratégie qui a suscité la colère de la famille au pouvoir.

Plus que ces cas de fraudes individuels, ce sont toutefois les profondes inégalités dans l'économie koweïtienne qui pourraient fédérer les oppositions sous une même bannière. L'occupation du parlement était en elle-même certes controversée, voire impopulaire. Mais, lorsque les parlementaires incarcérés organisèrent des *diwaniyyas* (réunions dans des maisons privées faisant office de forums sociaux et politiques semi-publics) pour fêter leur libération et remercier leurs partisans, les groupes qui y étaient présents se sont révélés particulièrement hétéroclites. Des défenseurs des Frères musulmans côtoyaient des socialistes, tandis que des libéraux issus de familles marchandes discutaient avec des conservateurs élus grâce au vote des populations tribales. L'épisode est particulièrement significatif dans la mesure où le mot « opposition » est au Koweït un terme passe-partout utilisé pour décrire toute personne qui s'oppose à un moment donné à l'émir. Dans ce cas-ci, même les factions traditionnelles (ou féodales) s'accordaient à dire que le système économique actuel était injuste.

En réalité, la décision de l'État de recourir à la violence suggère que ses stratégies habituelles, basées sur le *gerrymandering* et le trucage des élections, ont commencé à échouer ou se sont retournées contre lui. Les tribus naturalisées, autrefois profondément loyales envers le régime, commencent à s'indigner de leur exclusion de certaines allocations sociales, et forment l'un des fers de lance de l'opposition. Tout en mobilisant sur leur cheval de bataille – l'introduction de la sharia comme seule source du droit –, de nombreux fondamentalistes font également campagne contre la corruption. À mesure que l'État réduit ses subventions et prend des décisions qui semblent destinées à favoriser une tranche déjà extrêmement riche de la population, la frustration des Koweïtiens les moins nantis ne cesse de croître.

Le trait le plus frappant de cette coalition naissante réside dans sa ressemblance avec quelques-uns des mouvements populaires les plus imposants de l'histoire du Koweït. Ainsi, entre 1938 et 1939, un groupe influent de marchands rédigea une constitution et forma un conseil législatif dans le but de démocratiser les prises de décision et la distribution des richesses. N'ayant pu obtenir suffisamment d'appui, ils furent réprimés par l'émir et ses alliés tribaux dès qu'ils tentèrent de s'emparer des revenus pétroliers. Durant les années 1950 et 1960, un front composé de réformateurs libéraux, de nationalistes arabes et de travailleurs est également parvenu à imposer la constitution la plus démocratique de la région et, plus tard, dans les années 1970, à nationaliser l'industrie pétrolière. Tous ces mouvements firent de la distribution équitable des richesses un objectif prioritaire. Mais peu d'entre eux, hormis peut-être les nationalistes arabes, furent capables de forger des coalitions interclasses.

Si une ample coalition venait à se former, elle représenterait un sérieux danger pour l'ordre établi. Potentiellement, ces nouvelles alliances sont incarnées par des hommes politiques comme Musallam Al-Barrak dont la réputation de pugnacité et d'incorruptibilité lui a valu d'être à la fois acclamé par le peuple et détesté par le régime (Al-Barack, 2012). La clé de son succès réside dans ses liens avec les populations tribales, les islamistes et le mouvement des travailleurs qui constituent probablement les blocs, extérieurs à l'élite, les plus puissants à se rapprocher de l'opposition. Al-Barrack et d'autres ont la capacité de rassembler une opposition religieuse, tribale et travailliste sur un programme de transparence, de réforme et de justice économique. Ces différents groupes se sont d'ailleurs déjà accordés sur le même constat : ceux qui ont osé dénoncer la corruption sont confrontés à de lourdes peines de prison, alors que ceux impliqués dans des affaires frauduleuses conservent leur portefeuille ministériel. Encore fragile, cette coalition pourrait cependant être vite matée par l'État.

Une coalition multinationale des travailleurs ?

En réponse à une nouvelle période d'austérité et à la campagne de haine menée contre les travailleurs étrangers, une autre coalition, plus balbutiante encore, s'est formée. Si les coupes budgétaires, en particulier celles dans les subventions pétrolières, ont provoqué une vague d'indignation dans le pays, y compris dans la presse et au sein du parlement, la réaction la plus vive est venue des travailleurs

de l'industrie pétrolière. Longtemps considérés comme la force politique la mieux organisée, ces derniers accueillirent la décision du gouvernement de réduire les salaires dans le secteur pétrolier par une série de grèves, en 2016, qui empêcheront cette proposition d'aboutir (*BBC Arabic*, 2016).

Au-delà du problème immédiat des salaires, ces grèves ont soulevé des questions plus larges touchant les tentatives de privatisation de secteurs de l'industrie pétrolière. Bien que la privatisation des ressources pétrolières dans les années 1970 soit encore perçue comme une victoire du peuple koweïtien contre l'économie impérialiste, aujourd'hui plusieurs membres fondateurs de l'organisation syndicale koweïtienne – y compris Hasan Falah, le chef et pionnier du syndicat des travailleurs du secteur pétrolier – sont sortis de leur retraite pour s'opposer au récent processus de privatisation. Aux yeux de nombreux Koweïtiens, cette mesure aura pour effet de rompre une promesse sacrée à l'égard de leur peuple.

Des relations inédites entre les syndicats koweïtiens et non koweïtiens ont également commencé à se tisser dans le pays. Durant la dernière décennie, des travailleurs affiliés à Sandigan, le plus grand syndicat philippin, ont formé un premier réseau de travailleurs philippins au Koweït. En plus d'être affilié à des syndicats étrangers, ce réseau coopère aujourd'hui de manière officielle avec la Kuwait Trade Union Federation (KTUF). Le KTUF étant une institution publique, il semble que de tels rapprochements soient relativement tolérés par les autorités. Par ailleurs, les femmes, en particulier les travailleuses domestiques, jouent un rôle de premier plan dans ces initiatives ; et des responsables de Sandigan soutiennent le peuple koweïtien et différentes ONG internationales dans leur lutte contre les violences envers les travailleurs domestiques et la traite d'êtres humains[3].

Les travailleurs philippins, souvent mieux payés, mieux instruits et mieux organisés que les travailleurs étrangers, en plus de la maîtrise de l'anglais pour la plupart, ont également posé les jalons d'une alliance syndicale transnationale. La KTUF et la GEFONT, la Fédération générale des syndicats népalais, avaient déjà signé en 2012 un accord qui scella le début d'une relation durable entre les deux organismes (ITUC, 2012). Ces deux alliances sont le fruit d'un effort considérable de la part de la KTUF pour promouvoir la

3. L'une des organisations les plus actives étant la Social Work Society, www.sws.org.kw.

solidarité envers les travailleurs étrangers plutôt qu'un climat de compétition.

Comme ce fut le cas pour les participants aux campagnes anti-corruption, les militants travaillistes évoluent eux aussi dans un climat de répression accrue. Ceux-ci font les frais du large sentiment populaire d'hostilité envers les immigrés, lequel est incarné par des politiques comme Safa Al Hashem, dont les conceptions trumpiennes à l'égard des migrants (proposant notamment de taxer les expatriés lorsque ceux-ci empruntent des routes publiques, de leur entraver l'accès aux soins de santé ou de les déporter en masse) l'ont rendu tristement célèbre à l'étranger (Abubakar A. I., 2018).

Tout comme leurs homologues ailleurs dans le monde, les travailleurs migrants au Koweït demeurent dans une situation précaire, tant sur le plan structurel que sur le plan politique et légal. Sauf imprévu, il y a peu d'espoir que leur situation s'améliore dans un avenir proche. Ceux qui sont impliqués dans leur défense ne manquent pas de rappeler qu'ils ne cherchent pas à former un syndicat, mais plutôt à sensibiliser à la situation des travailleurs victimes d'abus et à leur apporter du soutien. Mais il va de soi que ces accords formels marquent une volonté réelle d'une partie des syndicats koweïtiens à agir au-delà de la protection des seuls travailleurs nationaux.

Ces nouvelles coalitions interclasses et multinationales attestent de la vitalité des organisations politiques koweïtiennes, y compris en période de crise. Tout au long du 20e siècle, les Koweïtiens se sont battus pour une représentation politique et une distribution des richesses plus équitables. Le retrait soudain de la citoyenneté par les autorités et les autres peines infligées aux opposants ont cependant jeté une nouvelle ombre sur la scène politique koweïtienne.

Le premier cas de figure est particulièrement redouté dans le pays lorsque l'on sait que la citoyenneté y est obtenue pas l'héritage et non par la naissance. De nombreux membres de familles se sont trouvés subitement dénaturalisés, dommages collatéraux d'une décision de justice. Le deuxième cas de figure montre que les membres du parlement ne sont plus immunisés contre la répression. La disposition grandissante de l'État à faire usage de la violence pourrait signer le début d'une nouvelle forme de normalité. Cette stratégie consistant à ne tolérer aucune forme de subversion paraît d'ailleurs fonctionner. Le moment est grave : les derniers oripeaux de démocratie au Koweït sont aujourd'hui sur le fil du rasoir.

Traduction de l'anglais : Maxime Wève

Bibliographie

Abubakar A. I. (2018), « MP Safaa al-Hashim – Expats are opportunistic bacteria », *Arab Times Online*, 16 février.

Al-'Arabi (2017), « Azmat Ihkam al-Barliman al-Kuwaiti », 24 décembre.

Al-Barack M. (2012), « Kuwait's democracy is being undermined – That's why its people are protesting », *The Guardian*, 25 novembre.

Al-Qabas (2018), « Al-fisad yezdad istafhilan fi al-Kuwait », 22 février.

Al-Jazeera (2012), « Ashirat al-jarhai bi mudthaharat li al-mua`arada bil Kuwait », 22 octobre.

BBC Arabic (2016), « Idrab 'umaal al-naft bi al-Kuwait bisabib khitat al-hukuma li-khafdh ruwatibhum », BBC Arabic, 17 avril.

Gambrell J. and Harb M. (2018), « Case against activists threatens Kuwait's political openness », *The Washington Post/AP*, 19 février.

Human Rights Watch (2017), « Kuwait : Court strikes down draconian DNA law », 17 octobre.

Human Rights Watch (2018), *World Report*, www.hrw.org.

ITUC – International Trade Union Confederation (2012), « Kuwait and Bahrain unions become first in the Gulf to forge an official trade union relationship with Nepal », 16 janvier.

Tétreault M. A. (2012), « Looking for revolution in Kuwait », *Middle East Report Online*, 1er novembre.

Villamor F. (2018), « Philippine envoy to Kuwait expelled Aafter so-called rescue of domestic workers », *The New York Times*, 26 avril.

Liban : mouvements sociaux et logiques confessionnelles[1]

Entretien avec Nicolas Dot-Pouillard[2]

Le Liban n'est pas un désert politique, la vie associative et syndicale y est forte, les conflits sociaux nombreux. Cela étant, les listes électorales issues de la « société civile » et des mouvements hétérogènes de l'été 2015, qui visent une déconfessionnalisation du système, n'ont pas percé aux élections de 2018. La majorité des Libanais demeure guidée par des critères d'appartenance communautaire et les crises géopolitiques régionales.

De manière générale, quelle est la situation des mouvements sociaux au Liban ?

Le Liban n'est pas un désert politique. La vie associative et syndicale y est très forte. Les conflits sociaux sont nombreux. Le Liban reste marqué par les manifestations de l'été 2015 contre la « crise des ordures ». Au mois de juillet de cette année-là, la centrale de traitement des déchets de Naameh ferme : les ordures s'accumulent dans le pays. C'est un désastre écologique, qui révèle l'incapacité de l'État libanais à assurer une simple mission de service public. Des manifestations de plusieurs dizaines de milliers de personnes ont eu lieu dans le pays et la capitale, Beyrouth.

Des collectifs comme « Vous puez » ou « Nous voulons des comptes » se sont mis en place. Les revendications ont débordé

1. Entretien avec Nicolas Dot-Pouillard mené par Frédéric Thomas (CETRI) le 15 octobre 2018. Plusieurs réponses reproduisent l'argumentation développée par l'auteur dans « Les élections libanaises au prisme des conflits régionaux », *Orient XXI*, 22 mai 2018.
2. Chercheur associé à l'Institut français du Proche-Orient (IFPO), membre du comité de rédaction de la revue *Orient XXI* et consultant pour plusieurs organismes internationaux.

vers le politique et le social : d'une crise écologique, les manifestants s'en sont progressivement pris au « régime confessionnel » et aux grands partis dirigeants, qu'ils soient sunnites, chiites ou chrétiens. Ils ont mis en cause l'absence d'un système de sécurité sociale au Liban, la cherté de la vie, l'inflation, les coupures récurrentes d'électricité, le manque d'accès à l'eau courante, ou potable, dans certaines régions.

Le mouvement social contre la crise des ordures a été précédé en 2013 et 2014 par une grande vague de mobilisations interconfessionnelles pour la hausse des salaires des fonctionnaires : le Comité de coordination syndicale (CCS), la Ligue des professeurs et la Fédération nationale des syndicats des ouvriers et employés du Liban (FENASOL) demandaient alors une hausse de 125 % des salaires du public – un chiffre correspondant à l'inflation depuis 1996, date à laquelle les salaires du public ont été « bloqués ».

Les mouvements pour les droits des femmes ou pour le droit au mariage civil se sont imposés dans l'espace public. Enfin, les travailleurs et travailleuses « migrants » (éthiopiens, pakistanais, srilankais, etc.), sans droits sociaux, très précarisés, se sont organisés ces dernières années. Ils disposent désormais d'un syndicat, qui n'est pas encore reconnu par l'État, mais qui travaille avec la FENASOL.

A-t-on quelque chance de voir réapparaître et se développer des mouvements sociaux comme en 2015 ? Autour de quelles revendications : accès aux services sociaux, droits du travail, autres ? Et à quelles conditions ces mouvements pourraient dépasser leur fragmentation ?

Trois ans après, quelques leçons du mouvement social de 2015 peuvent être tirées. Premièrement, plusieurs traditions politiques se croisaient au sein de celui-ci. D'une part, une culture très « ONGéiste » et « mouvementiste », portée par une petite-bourgeoisie urbaine, au fort capital culturel et scolaire : opposée au système confessionnel, elle refuse de s'inscrire dans les grandes traditions protestataires libanaises des années 1960 et 1970, que ce soit la tradition marxiste ou nationaliste arabe. Elle est très marquée par une approche centrée sur les « droits » démocratiques et la question écologique.

D'autre part, il y avait des mouvements plus fortement marqués à gauche, proches par exemple du Parti communiste libanais ou du Mouvement du peuple de Najah Wakim : la colonne vertébrale et idéologique de ces mouvements est sans doute plus solide et

plus attachée à la question sociale. Elle s'inscrit directement dans l'héritage des années 1960 et 1970, a un vocable anti-impérialiste très fort. Ces deux cultures n'ont pas véritablement convergé. Les premiers reprochent encore aux seconds de n'avoir pas renouvelé leur logiciel idéologique, tandis que les seconds reprochent aux premiers d'avoir une culture politique ONGéiste négligeant les problématiques de classe et anti-impérialistes. Ce dialogue de sourd n'a pas cessé depuis.

Deuxièmement, le mouvement social de 2015 a buté sur la situation régionale : dans le mouvement, les convergences se faisaient sur la question écologique, sur la dénonciation du confessionnalisme. Mais la crise syrienne demeurait un sujet épineux de division. Qui plus est, nombre de manifestants venus spontanément exprimaient une inquiétude légitime : « La chute du régime confessionnel, pourquoi pas, mais à quel prix ? » L'état désastreux de la région depuis 2011, tout comme la situation en Libye et en Syrie, ont littéralement créé une peur parmi certains secteurs des classes populaires prêts à manifester : en somme, mieux vaut un État corrompu que plus d'État du tout. Au Liban, comme dans d'autres États de la région, il y a une logique de la peur qui prévaut et qui limite la combativité des classes populaires : les exemples libyens et syriens font maintenant office d'épouvantails.

Troisièmement, il ne faut pas négliger la grande résilience et habilité politique des élites confessionnelles : ces dernières ont eu le dessus sur le mouvement social, car elles ont montré qu'elles étaient encore capables de mobiliser massivement, par dizaines de milliers, leurs partisans. Ainsi, aux grandes manifestations de l'été 2015 sont venus s'ajouter des rassemblements de masse organisés par le mouvement Amal (chiite) et par les partisans du général Michel Aoun (chrétien), qui allait être élu quelques mois plus tard à la tête de la présidence de la République. C'est là toute la logique de l'État confessionnel : en l'absence d'État centralisé et protecteur, les partis politiques confessionnels assurent une partie de la redistribution de la rente, en se greffant sur l'État. Ils se rendent incontournables pour une clientèle qui est populaire.

Toutefois, je pense qu'il y a un avant et un après 2015, et qu'il ne faut pas désespérer : une jeune génération a fait ses premières armes politiques, parfois ses premières manifestations. Le grand défi des prochaines années sera de faire converger des cultures politiques qui ne se parlent pas. La tradition ONGéiste manque

de colonne vertébrale politique et idéologique, d'une lecture de classe, et d'une lecture géopolitique apte à prendre en considération les inégalités structurelles entre le Nord et le Sud. La question palestinienne est en dehors de son viseur. Elle manque d'ancrage populaire, et apparaît trop souvent comme une élite intellectuelle déconnectée des souffrances des classes populaires, fascinée par l'Occident.

Mais la « vieille gauche » et les nationalistes arabes qui ont également participé au mouvement de 2015, de leurs côtés, ont du mal à se raccrocher à des nouveaux mouvements sociaux qu'ils comprennent mal : ils entament à peine une réflexion sur la question écologique, ont un retard certain en matière de solidarité avec les travailleuses et les travailleurs migrants par exemple.

Quels bilans tirer des élections libanaises de mai 2018 ?

Lors des élections législatives du 6 mai, les listes issues de la « société civile » contestant le système confessionnel libanais n'ont pas percé. Les grandes formations communautaires ont mené le jeu électoral. Mais les rapports de force entre elles ont changé, ce qui est suivi avec attention par les puissances extérieures. Le plafond de verre du confessionnalisme libanais n'a pas été dépassé : la « révolution des ordures » de l'été 2015 n'a pas trouvé de traduction électorale.

Les dizaines de milliers de manifestants de l'époque contestaient la mauvaise gestion des ordures par le gouvernement. Ils remettaient également en cause le « régime confessionnel ». Lors des élections municipales de mai 2016, le mouvement Mouwatinoun wa mouwatinat fi dawla (« Citoyennes et citoyens dans un État ») emmené par l'ancien ministre du travail Charbel Nahas ou la liste Beirut madinati (« Beyrouth est ma ville ») tentaient déjà de transformer la dynamique de l'été 2015 — avec des succès limités.

Comment expliquer l'échec de ces listes issues de la « société civile » ?

Il n'y a donc pas eu de percée significative de listes opposées au système confessionnel libanais. Les raisons en sont multiples. La loi électorale leur offrait une opportunité en établissant une dose de proportionnelle, mais les quinze grandes circonscriptions demeuraient malgré tout fondées sur un découpage communautaire. Lors de la campagne, l'invisibilité fut médiatique, les candidats

indépendants devant payer au prix fort leur passage télévisé. Les réseaux sociaux n'ont eu qu'une efficacité limitée, face à des formations confessionnelles utilisant une manne financière certaine, combinée à des réseaux clientélistes installés. Des pressions sur les candidats indépendants ont été parfois exercées par les grands partis communautaires.

Le jour même des élections, les listes indépendantes ne pouvaient rivaliser avec les appareils partisans du Courant du futur, du Courant patriotique libre (CPL) ou du Hezbollah, dont les militants étaient postés devant les bureaux de vote. L'hétérogénéité de ces listes a pesé sur leur échec : la seule opposition au communautarisme et à la corruption ne suffit visiblement pas à dessiner une alternative politique.

La coalition Kulna Watani agrégeait des forces diverses : certaines étaient marquées à gauche, comme le mouvement Citoyennes et Citoyens dans un État, mais aussi des personnalités proches du Parti communiste comme Mohamed Mokdad, candidat sur le seul siège chiite de Byblos. D'autres se réclamaient plus simplement de la « société civile » — un concept difficilement identifiable, et parfois éloigné de la société réelle. Les candidats de Kulna Watani (« Nous tous, mon pays ») avaient parfois des options aux antipodes concernant les grands dossiers régionaux : Syrie, Iran, conflit israélo-arabe.

Il demeure cependant un acquis : même minoritaires et hétérogènes, ces listes indépendantes ont modestement contribué à diversifier l'offre politique, en portant des thèmes de campagne qui font office de petites brèches pour l'avenir, tels le droit à la ville et à l'espace public, l'écologie ou la déconfessionnalisation du système libanais.

Cela explique-t-il a contrario le succès du Hezbollah ?

Les électeurs ne se sont mobilisés ni sur la corruption, ni sur la mauvaise gestion de l'État, ni sur le manque criant de services sociaux ou la refonte des institutions. Ils ont défendu leur communauté d'une part, une certaine idée de l'ordre régional de l'autre. L'exemple flagrant est celui de la communauté chiite : à tout point de vue, le succès des listes d'union entre le Hezbollah et le mouvement Amal (parti du président du parlement, Nabih Berri) est total : ils regroupent à eux seuls 37 % du corps électoral.

Les succès électoraux du Hezbollah et de son partenaire le mouvement Amal sont l'expression de deux dynamiques combinées. D'une part, les deux formations sont pourvoyeuses de biens et de services pour la communauté chiite. Mais contrairement à une opinion répandue, c'est bien Amal qui tient les principales rênes de la redistribution d'une rente populaire et communautaire, s'étant greffé depuis le début des années 1990 sur nombre d'institutions étatiques (ministères publics, Conseil du Sud-Liban).

Pour sa part, le Hezbollah s'appuie sur une double légitimité populaire. La première est relative à son investissement dans la résistance à Israël au Sud-Liban : les effets différés de la libération du Sud en mai 2000, traduite par un retrait non négocié des troupes israéliennes de la partie occupée du pays, ou celle de la guerre de juillet-août 2006 entre Israël et le Hezbollah se font encore sentir, y compris à un niveau électoral. Une partie de la communauté chiite partage avec le Hezbollah la mémoire de l'occupation israélienne, transmise de génération en génération depuis le milieu des années 1980.

La seconde légitimité populaire est relative à la guerre en Syrie. Certes, le Hezbollah a essuyé des pertes sur le front syrien depuis 2013, mais la multiplication des attentats orchestrés par l'organisation de l'État islamique dans la banlieue sud de Beyrouth au cours des dernières années a fortement soudé les chiites libanais autour du Hezbollah. Sa rhétorique antiterroriste fonctionne électoralement *a posteriori*. Sa bataille de l'été 2017 sur les frontières orientales du pays contre le Fatah Al-Cham, un groupe anciennement lié à Al-Qaida, ou sa relative coordination avec l'armée libanaise lors des combats ont renforcé la narration « patriotique » du parti.

Enfin, une partie de l'électorat chiite a eu incontestablement un réflexe défensif : face aux attaques régulières de l'aviation israélienne sur des positions militaires du Hezbollah en Syrie, ou devant les sanctions financières et politiques américaines et saoudiennes contre le Parti de Dieu depuis la tenue du sommet « islamo-américain » de Riyad de mai 2017, le vote de soutien de la communauté chiite au tandem Amal-Hezbollah a une dimension aussi nationale que régionale.

Quels sont dès lors, en synthèse, les critères qui ont gouverné les choix électoraux ?

L'électorat, même faiblement mobilisé – 49 % des inscrits — semble voter en fonction de deux critères. Le premier est confessionnel : moins que le programme, c'est la défense de la communauté qui compte encore. Les élections législatives n'ont pas vu s'affronter de grands projets de société, en termes d'économie ou de gestion de l'État.

Le second critère est régional : le vote libanais est lié à une grande géopolitique. C'est particulièrement vrai pour une communauté chiite soudée par l'histoire du conflit israélo-arabe d'une part, et par les effets de la guerre en Syrie de l'autre. C'est aussi vrai pour un Courant du futur et pour une communauté sunnite fortement tributaires des orientations saoudiennes.

Ce lien entre les logiques électorales libanaises et la géopolitique proche-orientale fait-il du Liban un pays sous dépendance ? Il faut croire que non, car le vote libanais a des incidences régionales. L'Arabie saoudite, Israël, les États-Unis ou l'Union européenne en suivent les résultats avec peur ou attention. Par leur choix électoral, les Libanaises et les Libanais adressent de fait des messages politiques clairs à l'international : c'est un peuple qui compte, aussi divisé soit-il.

Palestine : dynamiques citoyennes sous l'occupation

Ibrahim Natil[1]

La population palestinienne est encadrée par des organisations sociales de diverses obédiences. Au-delà de l'assistance sociale, des formes de mobilisation populaire émergent spontanément à intervalles réguliers, de la première *intifada* aux Marches du retour de Gaza. Elles sont cependant doublement contraintes par la violence de l'occupation israélienne et la volonté des forces politiques palestiniennes en conflit d'en prendre le contrôle.

Depuis le début du conflit israélo-palestinien et l'établissement d'Israël sur 78 % de la Palestine historique en 1948, les organisations sociales contribuent activement à l'aide d'urgence, au développement et au processus d'autonomisation de la société civile palestinienne, en dépit des défis sociaux, culturels, économiques et politiques. L'occupation et les différents cycles de violence ont obligé ces organisations à adapter leurs formes d'intervention à l'évolution de l'environnement. Des leaders nationaux ont privilégié la stratégie pacifique consistant à s'engager dans le travail communautaire et à créer des organisations sociales et culturelles locales, afin de résister à la politique d'occupation israélienne qui prétend administrer leurs affaires.

---

1. Chercheur à l'Institute of International Conflict Resolution & Reconstruction, maître de conférences à la Dublin City University, fondateur et ancien directeur de la Society Voice Foundation en Palestine.

Organisations actives dans les territoires palestiniens

Les centres communautaires locaux

Dès 1949, l'Office des Nations unies[2] créa des centres communautaires de jeunes et de femmes actifs dans 26 camps de réfugiés en Cisjordanie et dans la bande de Gaza. Ils avaient pour objectif de soutenir les jeunes réfugiés palestiniens à travers l'organisation d'activités éducatives, culturelles, sociales et sportives. L'appui technique et financier de l'Office a progressivement diminué dans le temps, jusqu'à cesser. Néanmoins ces centres restent un espace stratégique pour le développement et la croissance des mouvements de femmes et de jeunes, en particulier dans les zones marginalisées des territoires palestiniens occupés.

Les organisations soutenues par des partis ou factions politiques

La plupart des organisations politiques sont engagées dans le militantisme civique et le développement à la base, à travers un travail de conscientisation et la fourniture de services communautaires. Le docteur Haidar Abdel-Shafi par exemple, figure de la gauche d'envergure nationale et membre de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP), a mis sur pied les premières organisations sociales dans la ville de Gaza en 1969. Ces organisations sont actives dans de multiples domaines, comme la participation politique de la femme, l'aide juridique et le soutien psychosocial, qu'elles inscrivent dans le cadre du projet de libération nationale. Ce soutien de certaines mouvances politiques à l'endroit des femmes et de la jeunesse a notamment été important lors de la première *intifada*.

Ces organisations se sont cependant opposées à l'agenda social des organisations islamiques dirigées par les Frères musulmans dans la bande de Gaza au début des années 1980. Les organisations sociales islamiques emmenées par Ahmed Yassin, qui deviendra plus tard le chef du mouvement Hamas, ont également créé des organisations communautaires et sociales dans des circonstances très critiques. Le Hamas a par la suite profité de cette infrastructure organisationnelle héritée des Frères pour assurer une

2. Office de secours et de travaux des Nations unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA).

protection sociale relativement efficace durant la première *intifada*, l'ère Oslo[3], puis la seconde *intifada* (Tamimi, 2007).

Les organisations islamiques ont promu l'image du Hamas, lui permettant de passer de l'opposition au statut d'autorité représentative à partir de sa victoire lors des élections municipales et législatives dans la bande de Gaza et en Cisjordanie en 2006. Ces mêmes organisations lui ont donné l'ancrage social nécessaire pour diriger les institutions publiques locales, après la prise de contrôle de la bande de Gaza en 2007. Elles ont également renforcé leur coopération avec les organisations islamiques internationales mobilisées pour répondre aux crises humanitaires après les opérations militaires israéliennes de 2009, 2012 et 2014, ce qui a contribué à maintenir le contrôle du Hamas sur la bande de Gaza (Natil, 2015).

Les ONG de l'après-accords d'Oslo

Le secteur des ONG a connu un développement accéléré après la création de l'Autorité palestinienne, en 1994, lorsque l'agenda des donateurs étrangers s'est concentré sur le renforcement institutionnel et le soutien au processus de paix d'Oslo entre Israël et l'OLP (Hanafi et Çuhadar, 2010). Ces organisations se sont efforcées de répondre efficacement et rapidement aux besoins de la population, en fournissant de nombreux services (protection, plaidoyer, développement social et sanitaire, etc.) en dépit des changements politiques et des crises humanitaires depuis 2006.

Malgré l'échec du processus de paix et la diminution des dons étrangers aux ONG palestiniennes, ce secteur occupe une bonne part des élites évincées de la conduite politique de la société du fait de la monopolisation du pouvoir par le Fatah en Cisjordanie et le Hamas dans la bande de Gaza (2007-2018). Leur capacité à influencer les processus politiques qui génèrent les situations - pauvreté et insécurité - qu'elles combattent est donc limitée (Natil, 2017). *Un certain nombre d'ONG constituent néanmoins une troisième voie pour des citoyens désireux de faire entendre leur voix afin d'influencer les dirigeants politiques.*

Mobilisations populaires

Les voix citoyennes palestiniennes ont historiquement été contraintes par le double dilemme posé par l'occupation israélienne

3. Les accords de paix d'Oslo ont été signés en 1993.

et la division géographique entre la bande de Gaza et la Cisjordanie. Un certain nombre de luttes ont néanmoins émergé, pour forcer une sortie du statu quo politique.

La résistance contre l'occupation

L'incapacité de l'OLP à parvenir à une solution à deux États a amené des groupes locaux de divers profils sociaux, politiques et culturels à organiser la résistance populaire, sous la forme de manifestations pacifiques en Cisjordanie (Darweish & Rigby 2015). Cette résistance passe également par le suivi et la documentation des violations des droits humains. Ces initiatives visent par ailleurs à promouvoir l'existence et la protection des Palestiniens dans la zone C, qui est sous le contrôle total de l'armée israélienne, conformément aux accords d'Oslo. La résistance populaire pacifique est le dernier recours des Palestiniens pour s'opposer aux plans israéliens d'expansion des colonies et d'expulsion des communautés palestiniennes.

Les organisations locales de la société civile ont également formé un grand nombre de jeunes aux valeurs de la démocratie, des droits de l'homme et de la construction de la paix. Ces jeunes se servent spontanément des nouveaux outils de réseautage social pour exprimer leurs opinions et échapper à la répression et à la violence des services de sécurité. La Human Rights Defenders Association par exemple, qui est dirigée par des jeunes, documente les violations commises par les colons et les soldats israéliens à l'encontre des Palestiniens au cœur de la ville d'Hébron, en Cisjordanie, où 800 colons israéliens vivent parmi 20 000 Palestiniens. La société civile palestinienne s'est donc engagée dans des processus de transformation de la société et dans la lutte contre l'occupation, bien longtemps avant le « printemps arabe » de 2011 (Khosrokhavar, 2012).

Le Mouvement du 15 mars

Le 15 mars 2011, plusieurs groupes de jeunes organisèrent de grandes marches pacifiques et des manifestations non violentes pour dénoncer la division et le conflit entre le Hamas et le Fatah dans les territoires palestiniens occupés. Les jeunes Palestiniens, qui avaient suivi les événements en Tunisie et en Égypte, espéraient que les révolutions arabes auraient un impact positif sur leur cause. Ce qu'on a par la suite qualifié de Mouvement du 15 mars a constitué la première mobilisation structurée depuis 2007, notamment via

le recours aux réseaux sociaux. Bien qu'il ait représenté un véritable défi pour le Hamas et le Fatah, ce mouvement n'a pas pu entraîner une vague de changements semblable à ce qu'ont connu d'autres pays de la région (Natil, 2017). La Tunisie vivait dans la « stabilité » depuis plus de trente ans, alors que les Palestiniens subissent la violence et l'occupation israéliennes dans les territoires occupés depuis 1967 et sont profondément divisés entre Hamas et Fatah depuis 2007.

De nombreux membres du Mouvement du 15 mars avaient déjà appris au sein des organisations locales de la société civile les enseignements tirés de Gandhi et de Martin Luther King en matière de résistance non violente. Ils ont poursuivi leurs efforts contre le mur israélien en Cisjordanie, ainsi que contre la clôture de sécurité dans la bande de Gaza. Le Mouvement du 15 mars était une initiative courageuse et constituait un pas en avant, mais il n'a pas réussi à apporter un véritable changement avant la guerre destructrice menée par Israël sur la bande de Gaza en 2014. Ce dernier cycle de violence a créé un nouvel environnement de destruction et de souffrance psychologique pour l'ensemble de la société gazaouie. Il s'agit là d'un énorme défi pour les organisations qui luttent pour répondre aux besoins des citoyens, notamment parce que les ressources font cruellement défaut après douze ans de blocus. C'est dans ce contexte qu'ont émergé les Marches du retour de Gaza.

Les Marches du retour de Gaza

Le 30 mars 2018, des militants de divers groupes sociaux et politiques lancèrent l'édition gazaouie de la Grande marche du retour, une manifestation organisée annuellement en Palestine pour commémorer la *Nakba*. À Gaza, cette marche a pris la forme de manifestations pacifiques devant la barrière de séparation entre la bande de Gaza et Israël. Le Hamas décida ce même jour de répéter la marche tous les vendredis, jusqu'à ce que la frontière disparaisse. Cette initiative était néanmoins citoyenne à l'origine. Des activistes ont planifié et organisé ces événements suite à l'engouement de groupes de jeunes, pour lesquels ces marches étaient l'occasion de s'exprimer et de mener une série d'actions symboliques (hymnes, danses folkloriques, etc.). Mohammed Srour, jeune militant des droits humains, estime qu'« *un grand nombre de ces jeunes qui ont été formés aux activités de plaidoyer et aux actions*

pacifiques communautaires par les organisations de la société civile ces dernières années ont participé aux marches ».[4]

Malgré le contrôle politique du Hamas, la participation citoyenne aux marches est bien visible. Elle est néanmoins freinée par la violence extrême et injustifiée déployée par les forces israéliennes contre les manifestants : 183 Palestiniens ont été tués à Gaza entre mars et octobre 2018. Parmi eux, 133 l'ont été lors des manifestations, durant lesquelles jusqu'à 9 251 Palestiniens ont été blessés.

À Gaza comme en Cisjordanie, les marches et manifestations offrent donc un espace à la population locale pour exprimer ses propres revendications politiques et sociales. Ces mobilisations citoyennes font néanmoins face au double défi de la répression israélienne et de la manipulation par des forces politiques – Fatah et Hamas – en lutte pour l'hégémonie.

Traduction de l'anglais : Amandine Gat

Bibliographie

Darweish M. et Rigby A. (2015*), Popular Protest in Palestine : The Uncertain Future of Unarmed Resistance,* Londres, Pluto.

Hanafi S. et *Çuhadar E*. (2010), « Israel and Palestine : Civil societies in despair », dans Paffenholz T. (dir.), *Civil Society and Peacebuilding : A Critical Assessment*, Boulder, Lynne Rienner Publisher.

Khosrokhavar F. (2012), *The New Arab Revolutions that Shook the World*, Londres, Paradigm Publisher.

Natil I. (2017), « Youth movement and Arab Spring », dans Arbatli E., Rosenberg D., *Non-Western Social Movements and Participatory Democracy in the Age of Transnationalism*, Springer.

Natil I. (2015), *Hamas Transformation : Opportunities and Challenges*, Newcastle, Cambridge Scholars Publishing.

Tamimi A. (2007), *Hamas Unwritten Chapters*, Londres, C. Hurst and Co. Publishers.

4. Interview menée à Gaza le 31 mai 2018.

Rojava : un espoir démocratique dans le chaos ensanglanté ?

Gulîstan Özer[1]

Peuple privé d'État, les Kurdes se sont retrouvés sous le feu des projecteurs grâce à leur résistance à l'État islamique en Syrie et en Irak. Dans un contexte de guerre, ils vont fonder au Rojava, dans le Nord syrien, leur propre administration aux aspirations démocratiques, multiculturelles, écologiques et égalitaires en matière de genre. Les défis internes et externes de l'expérience restent toutefois multiples et considérables.

Les Kurdes représentent le plus grand peuple du monde privé d'État. Ils sont 40 millions. Leur territoire se trouve à cheval sur quatre pays : la Turquie (où vit la majorité des Kurdes, environ 30 millions), l'Irak, l'Iran et la Syrie. Suite à la chute de l'empire ottoman, le traité de Sèvres de 1920 prévoyait un Kurdistan indépendant, mais trois ans plus tard, le traité de Lausanne annulera ce projet et amènera les Kurdes à être considérés comme une minorité dans les quatre pays susmentionnés.

Face à la répression de l'État turc, Abdullah Öcalan, avec l'aide d'autres intellectuels turcs et kurdes, crée le Parti des travailleurs du Kurdistan (le PKK) en 1978 et revendique un État indépendant. La lutte armée aura pour conséquence la mort de milliers de personnes. En 1999, Öcalan est arrêté et emprisonné sur l'île-prison d'Imrali comme unique détenu. Il y est toujours enfermé à l'heure

1. Militante belgo-kurde, membre de Navbel (Fédération des associations kurdes de Belgique), de la commission des femmes du Centre culturel de Liège et du collectif Liège-Rojava, représentante de la Jeunesse kurde démocrate de Liège.

actuelle. Aujourd'hui, le PKK ne revendique plus l'indépendance, mais une certaine autonomie.

Aux origines de la révolution au Rojava

Le Rojava (« Ouest », en référence aux quatre parties du Kurdistan) se situe dans le Nord de la Syrie. Il partage ses frontières avec la Turquie et l'Irak et compte plus de deux millions d'habitants, dont au moins 60 % de Kurdes. Le Rojava comprend trois cantons : Afrin, Kobanê et Djizire.

Pour comprendre les racines de la révolution kurde du Rojava, il faut remonter à 2004. Cette année-là, à la suite d'un match de football entre Qamishlo (zone de peuplement kurde) et Deir Ez Zor (zone de peuplement arabe), des affrontements éclatent entre les supporters des deux clubs. Les forces de l'ordre décident de tirer sur les supporters kurdes, faisant une dizaine de victimes. Cet événement va embraser la région et ancrer la conviction chez de nombreux Kurdes de Syrie qu'ils ne seraient jamais intégrés au régime syrien.

Aux quatre coins du Kurdistan, les Kurdes sont en effet considérés comme des citoyens de seconde zone et soumis à de multiples oppressions (interdiction de parler la langue kurde, interdiction de donner des prénoms kurdes à leurs enfants, interdiction d'écouter de la musique kurde et ce jusque dans les années 2000…). Avec la répression de l'insurrection, l'idée d'unités de protection et d'autodéfense émerge (YPG). Pendant plus de dix ans, des armes vont ainsi être acheminées clandestinement en Syrie.

En 2011, dans la continuité du printemps arabe, d'importantes manifestations contre le régime de Bachar el-Assad naissent un peu partout en Syrie. La répression de ces manifestations pacifiques débouche néanmoins sur une insurrection armée emmenée par l'Armée syrienne libre (ASL). La révolution prend alors un tournant réactionnaire. À cette époque, le plus gros de l'armée d'Assad se trouve dans le Nord de la Syrie (en zones kurdes), dans le cadre de sa politique d'arabisation des minorités ethniques et religieuses. Craignant de perdre la guerre civile, Assad choisit toutefois d'envoyer ses troupes dans les autres régions de Syrie combattre l'insurrection. Les Kurdes vont saisir l'opportunité pour mettre en œuvre leur projet politique (Roussel, 2014).

Contexte de guerre

Fondé en 2003, le PYD (Union patriotique des peuples) a permis aux idées du PKK de persister et même de se propager sur le sol syrien, malgré l'expulsion du PKK par le président Hafez el-Assad, le père de Bachar el-Assad. À l'aide des Unités de protection du peuple (YPG) et des Unités de protections des femmes (YPJ), le PYD va profiter de la guerre civile pour prendre le contrôle des trois cantons kurdes du Nord de la Syrie. Ses détracteurs l'accusent alors d'être à la solde de Damas. En réalité, les intérêts du président syrien vont converger avec les désirs d'autonomie des Kurdes. En effet, le régime ne pouvait plus se permettre de laisser ses troupes dans le Nord du pays. C'est pourquoi le contrôle des poches kurdes va être laissé au parti le plus éloigné de l'opposition syrienne et des idées islamistes.

Ce faisant, le PYD obtient enfin la possibilité de mettre en place un projet politique et territorial fondé sur le confédéralisme démocratique d'Abdullah Öcalan (Öcalan, 2011). Le combat des YPG et des YPJ contre les djihadistes a grandement facilité la légitimation de ce projet. Grâce aux batailles menées et particulièrement à leur résistance acharnée contre l'État islamique (Daesh), les YPG et les YPJ vont être reconnus et salués par de nombreux Syriens (et au-delà) comme le dernier rempart avant la mort ou l'exil (Roussel, 2012 ; 2014). La bataille de Kobanê, la plus médiatisée, illustre parfaitement ce propos.

En 2015, les Forces démocratiques syriennes (FDS) voient le jour. Principalement composées de Kurdes des YPG des YPJ, elles sont également composées de différents groupes ethniques et religieux comme les Syriaques, les Turkmènes, des groupes locaux arabes, etc. dans le but de chasser l'État islamique. Les FDS bénéficient du soutien militaire des États-Unis, notamment par la formation de combattants, la distribution de matériel et l'appui aérien, mais aussi de la France, de l'Italie et même, à un moment donné, de la Russie.

Le but premier de ces soutiens était la destruction de Daesh, mais les États-Unis ont aussi comme ambition de réduire, voire de stopper l'influence iranienne sur le territoire syrien, la majorité de l'armée actuelle de Bachar el-Assad étant composée d'Iraniens ou de membres du Hezbollah. De son côté, Israël ne soutiendra jamais le mouvement progressiste kurde présent en Syrie au vu des liens étroits existant entre le PKK et le mouvement de libération

palestinien. Elle soutient plutôt le mouvement conservateur du président kurde Massoud Barzani, dans le but d'affaiblir les pays arabes de la région et surtout l'Iran.

L'offensive turque

La Turquie quant à elle est farouchement opposée aux FDS, car majoritairement composées des Kurdes du PYD qu'elle considère comme une émanation du PKK, qualifié de groupe terroriste par Ankara. Elle aurait d'ailleurs aidé les djihadistes d'un point de vue logistique (distribution d'armes) et par l'ouverture de ses frontières, non seulement pour renverser le régime syrien, mais aussi pour combattre les Kurdes et les stopper dans leur élan autonomiste.

En janvier 2018, le président turc Recep Tayyip Erdogan lance une offensive (dénommée « rameau d'olivier ») sur Afrin, enclave kurde la plus à l'Ouest du Rojava. L'armée turque, accompagnée de ses supplétifs djihadistes provenant essentiellement de Daesh et du front Al-Nosra, fait alors face aux FDS mais aussi au peuple, qui entend bien résister à l'invasion turco-islamiste. Plus de 2000 personnes (Kurdes, Syriaques, Turkmènes, Circassiens, Arabes…) venant de différentes villes du Nord se rendent d'ailleurs à Afrin pour manifester leur solidarité avec les combattant·es kurdes et dénoncer l'invasion, malgré les risques que cela leur fait prendre pour leur propre vie.

Depuis lors, la priorité des FDS est de reprendre Afrin, mais elles se heurtent pour ce faire aux bombardements aériens turcs. D'où leur revendication d'une « *no-fly zone* » qui serait garantie par l'une des grandes puissances impliquées dans le conflit. Autre problème, les combattant·es n'ont pas de lien territorial direct avec Afrin, dans la mesure où ce canton est isolé du reste du Rojava par un fin corridor de terre dont l'ASL (alliée des Turcs) occupe une partie et l'armée de Bachar el-Assad l'autre, d'où la nécessité de passer des accords avec le régime. Pour l'heure, les FDS ont obtenu le droit de passer par les territoires d'Assad – et notamment par Alep – pour attaquer Afrin.

La priorité de reprendre Afrin est notamment due à une situation humanitaire chaotique. En effet, un nettoyage ethnique est opéré dans la région[2] : déportations, massacres, viols, confiscation de biens et destruction de tous les éléments liés à la culture ou à

2. Lire notamment « Bataille d'Afrin – "Silence, on ne massacre que des Kurdes"… »,

l'histoire kurde. Cette volonté d'effacer toute présence kurde d'Afrin passe également par l'installation de personnes venant d'autres villes syriennes. Dans ce contexte, les Kurdes craignent qu'avec l'offensive sur Idlib, dernier bastion des différents groupes djihadistes, ceux-ci ne viennent s'installer à Afrin avec leurs familles. Une autre crainte porte sur les intentions des forces armées du régime, majoritairement composées de forces iraniennes, dont rien ne dit qu'elles ne tenteront pas de conquérir Afrin, ce qui reviendrait à remplacer un oppresseur par un autre, quand on sait comment l'Iran traite la question kurde (meurtres, pendaisons…).

L'auto-administration du Rojava

En 2014, le Rojava promulguait sa Constitution, construite sur le modèle des idées municipalistes libertaires du théoricien Murray Bookchin, dont Abdullah Öcalan s'est inspiré (Öcalan, 2011). C'est en 2005 que le PKK, suivi de sa branche syrienne le PYD, a adopté ce projet internationaliste basé sur un système d'auto-administration dans une confédération démocratique, multiculturelle, écologiste et où l'égalité des sexes serait respectée. Une des ambitions est alors d'en finir avec la notion d'État-nation, qui porterait en elle le germe du génocide, ce terme comprenant toujours les idées d'un territoire, d'un peuple et d'un État. Le mouvement kurde voulait s'en défaire, d'où sa lutte « antinationale », dans la finalité d'une véritable émancipation.

Le contrat social du Rojava précise quels sont les droits et les devoirs des citoyen·nes et il organise le fonctionnement des institutions et des pouvoirs publics avec une prise des décisions du bas vers le haut. Il existe d'abord un système de communes représentées par des assemblées locales élues démocratiquement, au sein desquelles l'égalité hommes-femmes est toujours garantie. Il s'agit d'un système de coprésidence dans lequel la représentation ethnique et religieuse est elle aussi assurée. Parallèlement, l'auto-administration régit également toutes les questions qui doivent être gérées au-delà de la commune, à l'image des relations diplomatiques ou des questions économiques (approvisionnement en pétrole par exemple).

Le Figaro, 13 mars 2018, « L'appel au secours des Kurdes d'Afrine – "Cela s'appelle du nettoyage ethnique !" », *Le Point*, 23 mars 2018.

En ce qui concerne l'économie, elle est en transition vers une économie coopérative. L'idée est que l'ensemble des moyens de production ne soient pas dans les mains de l'État mais dans celles du peuple. Cependant, vu le contexte de guerre et la priorité donnée à la révolution sociale et à la victoire, cette transition est loin d'être aboutie. Il existe toutefois des coopératives et celles-ci continuent de se développer. Parallèlement, la Syrie étant sous embargo international, il n'est possible de faire du commerce qu'avec le régime, lui-même sous embargo international, ce qui complique considérablement les choses. Dans ce contexte, la Turquie joue un rôle non négligeable dans le blocus de la région du Rojava, notamment en mettant une pression importante sur le président Barzani.

D'un point de vue écologique, l'un des premiers soucis se situe au niveau de l'agriculture. En effet, le régime syrien avait imposé la monoculture ; seul le blé devait être cultivé. Si autre chose l'était ou si un arbre était planté, les personnes étaient passibles d'une peine de prison. L'objectif actuel est donc un retour vers une agriculture plus traditionnelle, plus saine et plus variée, qui permette en outre aux personnes de revenir dans les campagnes. En effet, un des objectifs historiques du régime syrien était d'appauvrir les Kurdes pour qu'ils se déplacent vers les centres urbains où il était plus facile de les assimiler.

Deux autres gros problèmes se posent actuellement aux populations du Rojava : l'état du réseau électrique et de la production énergétique. Les Kurdes contrôlent plusieurs grands barrages sur le territoire, qui devraient pouvoir assurer leur autosuffisance électrique, mais la rivière en amont est contrôlée par la Turquie, qui a une politique de dispersion du flot principal du fleuve vers ses confluents pour diminuer le niveau de l'eau. De ce fait, la plupart des barrages sont inutilisables, obligeant les Kurdes à avoir recours au pétrole malgré l'importance qu'ils accordent à l'écologie.

En outre, avec la guerre, les professionnels capables de s'occuper des barrages et de raffiner le pétrole ont fui le pays. C'est donc le régime syrien qui envoie des experts, mais il s'agit là d'un moyen de pression important sur la fédération. Pour y remédier à moyen ou long terme, deux universités ont vu le jour au Rojava afin de former les jeunes et ne plus devoir dépendre du régime syrien. Jusque-là, en effet, aucune université n'existait au Rojava, le régime n'ayant aucun intérêt à ce que les Kurdes étudient, d'où le manque de personnes qualifiées.

Enfin, si à l'origine les territoires contrôlés par l'auto-administration du Rojava se nommaient « Fédération démocratique du Nord de la Syrie », aujourd'hui ceux-ci s'étendent plus loin que les frontières ethniques et historiques du Kurdistan, d'où une évolution de la dénomination vers « Auto-administration du Nord et de l'Est syrien ». Pour exemple, dans la ville de Manbij (à la frontière du Rojava) ethniquement arabe, la population s'est approprié l'idéologie du confédéralisme démocratique. Les Arabes de Manbij ont leur propre armée ; le conseil militaire de Manbij et eux ont leur propre système de commune. Ce projet de société n'est donc pas une simple bannière pour les Kurdes afin d'imposer leur domination.

La question des femmes, le cœur battant de la révolution

La révolution des femmes est le point central de la révolution au Rojava et il est totalement ancré dans l'idéologie du mouvement (Öcalan, 2013). En effet, selon celle-ci, il ne peut y avoir de société libre s'il n'y a pas de libération de la femme. Le combat pour l'émancipation ne se mène pas uniquement au front mais aussi dans la vie civile. Pour ce faire, il est primordial que les femmes soient représentées dans toutes les sphères et particulièrement dans la vie politique. Au minimum 50 % des sièges doivent obligatoirement être tenus par des femmes. Au niveau des communes, les personnes élues siègent en binôme, un homme et une femme, et des comités particuliers peuvent être créés, pour le respect des droits des femmes par exemple. En outre, si les femmes estiment qu'elles ont besoin de former une commune (quelques blocs de maisons) exclusivement féminine, sur le même principe que les communes mixtes, elles en ont le droit.

Chaque commune compte des espaces réservés aux femmes qu'on appelle « *mala jin* ». Il s'agit de la « maison des femmes », gérée par les femmes pour les femmes et protégée par les forces de protection des femmes (Asayish jin). On y traite toute problématique relative aux femmes ; violences patriarcales, divorce, violences domestiques… Le mythe selon lequel l'homme tout-puissant vient sauver la femme est ainsi battu en brèche. Une autre spécificité de la révolution du Rojava est la création d'un village totalement féminin : Jinwar, dans le canton de Djizire. Il s'agit d'une initiative où les femmes organisent leur propre espace de vie et leur propre vie selon leurs décisions personnelles. Le but de ce village consiste à prouver qu'une autre vie économique, sociale, culturelle

est possible. Enfin, chaque individu dont le rôle est de protéger la population (YPG, YPJ, Asayish, Asayish jin) reçoit une formation sur le féminisme et sur la résolution non violente des conflits avant de recevoir une arme.

Parallèlement aux communes, on retrouve aussi des superstructures. Il y a par exemple Tev-Dem, qui est une structure mixte s'occupant des questions économiques, d'éducation, des relations étrangères… Mais il y a aussi Kongra Star, composé uniquement de femmes, dont les missions sont identiques, mais avec la particularité de les penser et de les travailler selon la perspective des femmes.

Enfin, un dernier point important dans l'idéologie du confédéralisme démocratique : la « jinéologie ». Littéralement « science des femmes », il s'agit d'une théorie politique développée par des femmes et pour les femmes et qui a pour but d'analyser la société patriarcale et toutes les oppressions subies par les femmes depuis la nuit des temps. Il existe différentes académies de jinéologie ouvertes au Rojava, mais aussi en Europe et ailleurs dans le monde. L'idée principale est d'armer les femmes par la théorie pour comprendre la société patriarcale dans l'objectif de s'émanciper elles-mêmes.

Bibliographie

Öcalan A (2011), *Confédéralisme démocratique*, Cologne, International Initiative Editions.

Öcalan A (2013), *Libérer la vie : la révolution de la femme*, Cologne, International Initiative Editions.

Roussel C (2012), « La construction d'un territoire kurde en Syrie : un processus en cours », *Maghreb-Machrek*, 213.

Roussel C (2014), « Les Kurdes de Syrie et le projet du Rojava : rêve éphémère ou espoir durable ? », *Maghreb-Machrek,* 222.

Syrie : un pays en feu[1]

Leila Al-Shami[2]

Le soulèvement révolutionnaire syrien de 2011 fut l'un des plus forts de toute la région. Mais depuis, de répressions en dérives, d'éclatements en ingérences, le pays s'est enfoncé dans une spirale destructrice et des guerres par procuration. Si le régime tortionnaire est toujours en place, l'indifférence à l'égard de la cause de la société civile anti-Assad, niée par une certaine gauche occidentale « anti-impérialiste », perdure elle aussi.

2011 a marqué un tournant dans la conscience collective de la société syrienne. Dans un pays divisé en confessions, ethnies, régions et classes différentes, un mouvement de protestation en faveur de la liberté, de la dignité et de la justice sociale a réussi à unir des personnes aux profils très divers. Du jour au lendemain, le terme « peuple syrien » a acquis une nouvelle signification, devenant bien plus qu'un slogan instrumentalisé par l'État. Des hommes et des femmes ont pris la rue pour appeler à la chute d'une dictature vieille de quarante ans. Tandis que la « barrière de la peur » cédait, les Syriens se sont découverts, eux-mêmes, les autres et leur pays, sous un jour nouveau.

Peu d'entre eux, par exemple, avaient déjà entendu parler de la petite ville de Kafranbel, dans le Nord rural. Mais les banderoles pleines d'esprit que les activistes de cette ville produisaient

1. Refonte synthétique de cinq textes de l'auteure, parus au cours de ces dernières années sur son blog (https://leilashami.wordpress.com/), à laquelle elle a ajouté une conclusion originale.
2. Activiste syriano-britannique, membre fondatrice de Tahrir-ICN et coauteure de *Burning Country : Syrians in Revolution and War*, Londres, Pluto Press, 2016.

chaque vendredi pour les manifestations lui ont valu l'attention du pays. Des révolutionnaires chantaient en solidarité avec les villes qui résistaient à la brutalité de la répression du régime – « Ô Homs (ou Dera'a, ou Hama) nous sommes avec toi jusqu'à la mort ». Des slogans tels qu'« Un, un, un, le peuple syrien ne fait qu'un » appelaient à l'unité en s'opposant au sectarisme. Des groupes comme Nabd (« Impulsion ») se sont créés pour promouvoir la diversité et la coexistence. De jeunes activistes kurdes et arabes ont fondé le Comité de coordination de la fraternité Kurde-Arabe qui a lancé des campagnes telles que « Khorzi, je suis ton frère – les Arabes et les Kurdes ne font qu'un ». De célèbres Alaouites (la confession dont est issu le président Assad) ont apporté leur soutien aux révolutionnaires.

Le soulèvement de 2011 faisait partie d'un soulèvement transnational à travers la région. Ce fut un soulèvement populaire spontané, originaire des zones rurales et urbaines défavorisées. C'était une réponse à des décennies de dictature, à un État policier répressif, à une élite mafieuse et à des politiques néolibérales qui ont appauvri plusieurs couches de la population. Ce fut un mouvement sans chef, qui unissait les personnes au-delà des classes, des ethnies et des frontières religieuses.

Les jeunes hommes et femmes se sont organisé·es horizontalement dans les comités qui ont surgi dans les villes et villages à travers le pays, pour coordonner les manifestations et les campagnes de désobéissance civile, et pour envoyer de l'aide aux assiégé·es ou aux communautés bombardées. Les militants des comités ont travaillé pour être à la hauteur des exigences de la révolution dans le pays – pour la chute du régime et la transition vers une démocratie non sectaire, un état civil. Au fil du temps, face à l'augmentation et à la brutalité sauvage de la répression étatique, les gens se sont armés et organisés en milices populaires, pour défendre les manifestants et leurs communautés contre les attaques. En 2012, prévalait une lutte militaire complète entre, d'une part, une multitude de milices populaires regroupées sous l'étiquette « Armée libre », et, d'autre part, l'État.

C'est en Syrie qu'on a assisté à la révolution la plus profonde de tous les pays du « printemps arabe ». À la mi-2012, l'État avait perdu le contrôle de plus de la moitié du pays. Dans l'ensemble des zones libérées et dans les zones autonomes nouvellement créées, des conseils locaux ont été créés, sur la base de la vision anarchiste

d'Omar Aziz (Al-Shami, 2016), pour administrer la vie, la gestion de services de base comme l'éducation et l'approvisionnement en eau, en plus de la production de leur propre nourriture. À travers les conseils et comités, les gens ont mené leurs propres affaires dans les zones libérées au cours des années suivantes et en exprimant une solidarité communautaire des plus créatives et pratiques.

Ces expériences en autonomie et en auto-organisation peuvent avoir été conduites plus par la nécessité que par l'idéologie, mais elles étaient la preuve d'une transformation sociale importante qui a reconfiguré les relations sociales loin des rapports de hiérarchie et de domination. Les énergies qui déchaînèrent la révolution ont conduit à l'émergence de centaines d'organisations et de campagnes civiles, ainsi qu'à un épanouissement de la culture longtemps réprimée (dans les arts et dans le débat critique).

Répression, « guerre contre le terrorisme » et « sectarisation »

Mais, comme ailleurs dans la région, la contre-révolution fut très forte. Assad utilisa des missiles balistiques, des armes chimiques et des bombes de baril, ciblant principalement la population civile dans les zones libérées. La première tâche de la contre-révolution, pratiquant là la vieille tactique du diviser pour (continuer à) régner, fut de détruire cette unité organique en développement. Une des premières méthodes employées par le régime fut l'application inégale de la violence dans sa réponse au soulèvement. Les zones les plus riches ou composées d'une plus forte proportion de minorités furent traitées avec plus de clémence ; des gaz lacrymogènes furent utilisés à la place des balles contre les manifestants. Le régime s'est retiré sans combattre des régions à majorité kurde, laissant la charge des installations de sécurité au Parti de l'union démocratique kurde (PYD). À l'inverse, les villes et banlieues ouvrières à majorité sunnite furent bombardées et gazées. Des clivages sont ainsi apparus entre révolutionnaires kurdes et arabes, et entre les sunnites et les minorités religieuses.

Puis vint une série de massacres confessionnels. Le Réseau syrien des droits de l'homme a documenté 56 massacres confessionnels entre mars 2011 et juin 2015. Parmi ceux-ci, 49 furent perpétrés par les forces du régime (forces locales et milices étrangères). Ils incluaient des crimes sexuels, l'incendie de maisons et le massacre de familles entières. Selon le Réseau, aucun autre acteur

n'a eu recours à des massacres ethniques ou confessionnels avant juin 2013. L'objectif était de pousser les autres groupes à la vengeance. Et cela a fonctionné.

La communauté internationale était la seconde cible de ces provocations. Le régime ne pouvait espérer gagner son soutien dans la répression de manifestants pacifiques, mais bien dans le cadre de la « guerre contre le terrorisme ». Tandis que le régime enfermait en masse et torturait souvent à mort des manifestants et des activistes civils, il relâchait en parallèle 1 500 prisonniers salafistes en 2011. Les bénéficiaires de cette amnistie sont allés prendre la tête des principales brigades islamistes.

Pendant plusieurs mois après l'arrivée de Daech sur la scène syrienne, le régime poursuivit un pacte officieux de non-agression avec ce groupe. Daech était une bonne excuse pour continuer les violences perpétrées par le régime et ses soutiens. La Russie affirma que ses interventions étaient dirigées contre l'entité terroriste, alors même que 80 % de ses bombes sont tombées loin des zones contrôlées par Daech. L'Iran prétendit que sa présence en Syrie visait à la défendre du djihadisme sunnite. Pourtant, la plupart des forces soutenues par l'Iran combattent des groupes rebelles qui défendent des communautés organisées démocratiquement, y compris les milices de l'Armée libre. La présence de militants djihadistes chiites iraniens contribue largement au récit sur le djihadisme sunnite.

Des groupes totalitaires et extrémistes islamistes comme Daech ont ainsi gagné en puissance dans le chaos et ont commencé à prendre en charge les zones libérées, ciblant les civils révolutionnaires et la milice de l'Armée libre, en commettant des abus horribles et des attaques sectaires. Les gangs criminels et les profiteurs de guerre ont émergé. La Syrie est devenue le champ de bataille des guerres par procuration, des rivalités entre sunnites et chiites, des interventions étrangères. Les troupes iraniennes et les milices djihadistes chiites soutenues par l'Iran occupent une partie du pays, et soutiennent le régime. Des extrémistes sunnites étrangers (y compris des colons européens) ont afflué pour rejoindre Daech. Voilà le prix à payer pour demander la liberté.

Il n'y avait rien d'inévitable dans ce qui est arrivé en Syrie. Depuis le début, les intentions des partisans du régime étaient claires, ils les ont d'ailleurs griffonnées sur les murs à travers la Syrie : « Al-Assad ou nous brûlons le pays ». Tandis que la Russie et l'Iran apportaient

un soutien économique et militaire illimité au régime pour écraser l'opposition, l'Armée syrienne libre démocratique a reçu très peu, en termes d'armes ou de soutien. Les islamistes libérés de prison par Assad ont reçu un soutien (financier et matériel), principalement en provenance des États du Golfe. Ils en sont venus à dominer sur le plan militaire.

Le sectarisme a été soigneusement entretenu par les politiques du régime et ses calculs politiques, comme en envoyant les unités de la mort alaouites dans les quartiers civils sunnites. Les élites politiques de l'opposition syrienne en exil ont été prises en otage par l'influence du Golfe ou de l'Occident, et de toute façon elles n'ont jamais eu une pertinence réelle sur le terrain. Pire que tout, les révolutionnaires civils syriens ont été abandonnés, y compris par une grande partie de la gauche internationale qui les a calomniés en les présentant comme des insensés, des djihadistes barbares ou des agents de l'Occident.

La résistance des femmes

Loin d'avoir été mises de côté, les femmes sont aux avant-postes de la résistance civile au régime d'Assad. Au début de la révolution, avant que la situation sécuritaire ne se dégrade, on pouvait les voir en nombre dans la rue, manifestant contre l'État et sa brutalité. Les femmes ont joué un rôle clé dans les organisations révolutionnaires. Les deux principales organisations de terrain qui ont émergé en 2011 ont été chacune établie par des femmes : les Comités de coordination locale (CCL) par Razan Zeitouneh, et la Commission générale de la révolution syrienne par Suhair Attassi.

Les CCL étaient un exemple remarquable d'organisation horizontale dirigée par la jeunesse. Ils représentaient le meilleur des idéaux de la révolution : ils étaient inclusifs, démocratiques et non confessionnels. Les femmes étaient actives dans les comités qui organisaient la désobéissance civile et, plus tard, l'assistance humanitaire. Elles participèrent aussi au travail médiatique entrepris par les CCL pour faire passer le message de la révolution au monde extérieur.

Les femmes ont aussi été aux avant-postes de la résistance à certaines des milices islamistes les plus extrêmes, qui ont gagné en importance à mesure que la Syrie brûlait. Dans les zones contrôlées par Daech, elles ont courageusement résisté à la brutalité organisée. Tandis que l'État s'effondrait, les femmes ont souvent pris un

rôle moteur dans le soutien à leur communauté et dans la construction d'alternatives au totalitarisme. Aujourd'hui, elles travaillent comme docteures, infirmières et enseignantes dans des cliniques et des écoles clandestines. Elles se portent volontaires au sein des « casques blancs » et sacrifient leur vie pour sortir des victimes des bombardements des décombres. Elles offrent du soutien logistique aux groupes armés et, dans certains cas, elles ont elles-mêmes pris les armes, en créant des bataillons exclusivement féminins. Dans le cas de la générale alaouite Zubaida Al Meeki, elles ont même entraîné des combattants de l'Armée libre.

À mesure que les hommes étaient enfermés ou tués, les femmes (y compris dans des communautés plus conservatrices) ont défié les normes de genre traditionnelles et ont travaillé pour subvenir à leur famille. Beaucoup de femmes sont plus indépendantes qu'avant et bénéficient de plus de liberté dans leurs choix de vie. Bien entendu, le contexte de guerre et de déplacement a, à l'inverse, aggravé la situation de beaucoup de femmes, avec l'enregistrement d'une hausse de la polygamie, des mariages précoces et du travail sexuel, à mesure que les femmes devaient lutter pour leur survie.

Les femmes syriennes font face à d'innombrables défis et pourtant elles continuent de lutter contre le fascisme, l'impérialisme et le patriarcat. Or, à l'exception partielle des femmes kurdo-syriennes du Nord, elles sont absentes des discours dominants sur la Syrie, invisibilisées par l'attention portée à la lutte armée ; domaine hégémonique masculin. Les femmes syriennes jouent pourtant un rôle essentiel dans la résistance civile et l'organisation communautaire. Mais elles ne reçoivent que peu de soutien des féministes occidentales ou d'une gauche qui préfère les voir comme des victimes plutôt que comme les révolutionnaires pleines de force qu'elles sont en réalité. Bien entendu, le problème se situe du côté des féministes occidentales et de la gauche, pas du côté des femmes syriennes.

Échec du mouvement « antiguerre » occidental

L'immense majorité des victimes civiles en Syrie sont la conséquence de l'usage d'armes conventionnelles. 94 % de ces victimes furent tuées par l'alliance Syrie-Iran-Russie (Syrian Network for Human Rights, 2017). Il n'y a toutefois pas une once d'indignation ou d'inquiétude dans une grande partie de la gauche occidentale

à propos de cette guerre, qui a éclaté après la répression par le régime de manifestants pacifiques et pro-démocratie.

Cette gauche affiche de profondes tendances autoritaires, notamment en plaçant les États eux-mêmes au centre de l'analyse politique. Peu importe qu'il s'agisse de dictatures, la solidarité s'exprime ainsi en faveur d'États (perçus alors comme les acteurs principaux des luttes de libération) plutôt qu'envers les groupes opprimés et dépourvus de privilèges d'une société donnée. Aveugle à la guerre sociale se jouant au sein de la Syrie elle-même, ce type de vision considère le peuple syrien, quand il est pris en compte, comme un pion négligeable dans une partie d'échec géopolitique. Considérer les Syriens comme incapables d'obtenir et de mériter mieux qu'une des plus brutales dictatures de notre temps relève clairement du racisme.

Pour cette gauche autoritariste, le soutien à Assad se manifeste au nom de l'anti-impérialisme. Assad est perçu comme appartenant à l'« axe de la résistance » face à l'empire américain et au sionisme. Le fait que son régime ait soutenu la première guerre du Golfe semble ne pas compter, ni le fait qu'il ait participé au programme illégal d'extradition des États-Unis où des terroristes présumés ont été torturés pour le compte de la CIA. Le fait que le régime ait probablement massacré plus de Palestiniens que l'État d'Israël est constamment négligé, de même que le fait qu'il préfère user de sa force de frappe pour éliminer l'opposition interne plutôt que pour libérer le Golan occupé par Israël.

Cet « anti-impérialisme » des imbéciles est celui pour qui l'« impérialisme » équivaut uniquement à l'action des États-Unis. Cette gauche pro-fasciste semble aveugle à toute forme d'impérialisme qui ne serait pas d'origine occidentale. Cela relève d'une combinaison de politique de l'identité et d'égoïsme. Tout événement est vu via un prisme occidental – seuls les mâles blancs ont le pouvoir d'écrire l'Histoire.

De nombreuses organisations antiguerre ont justifié leur silence vis-à-vis des interventions russes et iraniennes, en affirmant que « l'ennemi principal est à la maison ». Cela les dispense d'effectuer une analyse sérieuse des rapports de force, afin de déterminer les acteurs principaux engagés dans cette guerre. Pour les Syriens, l'ennemi principal est effectivement à la maison. Assad mène ce que l'ONU a qualifié de « guerre d'extermination ». Une des caractéristiques du fonctionnement de l'impérialisme consiste bien sûr à

nier les voix indigènes. Dans la même veine, les organisations de la gauche antiguerre tiennent des conférences sur la Syrie, sans inviter d'orateurs syriens.

Il existe de nombreuses raisons valides pour s'opposer à une intervention militaire étrangère en Syrie, qu'elle soit américaine, russe ou turque. Ni les États-Unis ni la Russie ni la Turquie n'agissent dans l'intérêt du peuple syrien, de la démocratie et des droits humains. Ils n'opèrent que pour leur propre compte. Plus de bombes étrangères n'amèneront pas la paix et la stabilité. Il y a trop peu de volonté de chasser Assad du pouvoir, ce qui mettrait pourtant un terme à l'essentiel des atrocités. En s'opposant à une intervention étrangère, on se doit de proposer des solutions permettant de protéger la population des massacres. Il est moralement contestable d'attendre des Syriens qu'ils meurent en silence, afin de protéger les grands principes « anti-impérialistes ». Les nombreuses alternatives à une intervention militaire extérieure qui ont été proposées par les Syriens au fil du temps ont été ignorées.

Le système international s'écroule sous le poids de sa propre impuissance. Le slogan « Plus jamais ça » est vidé de sa substance. Aucun mouvement populaire ne se dresse en solidarité avec les victimes. Au contraire, celles-ci sont calomniées, leurs souffrances sont raillées ou tout simplement niées, et leurs voix restent absentes des préoccupations de gens, au loin, qui ignorent tout de la Syrie, et prétendent pourtant savoir ce qui est le moins mauvais pour les Syriens. C'est cette situation désespérante qui conduit de nombreux Syriens à accueillir favorablement les actions des États-Unis, de l'Angleterre ou de la France, voyant les interventions étrangères comme leur seul espoir, tout en en connaissant les risques.

Et maintenant ?

Nos rêves sont désormais hantés d'amis et de héros qui ne sont plus parmi nous. À quoi pensaient-ils au moment de mourir ? Regrettaient-ils d'avoir osé rêver que l'impossible était possible ? Pleuraient-ils leur mère tandis que leurs corps étaient brisés par la douleur et laissés de côté ? Comment se sentaient-ils alors qu'ils étaient brutalement transformés d'êtres humains – avec tous leurs espoirs et leurs craintes – en une simple statistique supplémentaire ? Est-il possible d'oublier, de pardonner ?

S'il y a une chose qui unit tous les Syriens, indépendamment de leurs opinions politiques, c'est le sentiment d'une douleur et d'une

perte immenses. Sans doute une dose de pardon sera nécessaire pour guérir les plaies d'une nation fracturée. Mais difficile d'imaginer comment le pays pourrait aller de l'avant tant que l'homme et le régime responsables de ces atrocités restent en place. Les dirigeants politiques qui ont supervisé et dirigé cette descente dans la barbarie doivent rendre compte de leurs crimes. Comme le veut le slogan, « Pas de justice, pas de paix ».

Aujourd'hui, la société civile en Syrie fait face à de nombreux défis. Le régime d'Assad réaffirme son contrôle sur de larges portions de territoires qu'il avait perdues au profit de forces rebelles. De nouvelles lois, comme la loi n° 10, sont adoptées pour s'assurer que les personnes déplacées (originaires de communautés d'opposition) ne puissent pas retrouver leur maison (Al-Shami, 2018). La communauté internationale a abandonné les Syriens à leur sort, changeant de focale et appelant maintenant Assad à abandonner sa « guerre contre le terrorisme », qui est pourtant responsable d'innombrables victimes civiles. Des groupes extrémistes et autoritaires contrôlent certaines zones, où ils arrêtent les activistes de la société civile qui défient leur pouvoir.

Pourtant, les activistes et les organisations de la société civile continuent de s'opposer à la fois au régime et aux autres groupes extrémistes. Ils continuent de documenter les violations des droits humains et d'appeler à poursuivre les responsables des crimes de guerre, tout en fournissant de l'aide humanitaire, une assistance scolaire et médicale à leurs communautés. D'innombrables journaux et stations de radios indépendants existent encore et des centres de femmes continuent de soutenir l'émancipation sociale, économique et politique de celles-ci. Les civils syriens ont montré qu'il existe toujours une soif de démocratie, de justice sociale et de liberté. Il est essentiel que de tels groupes soient soutenus afin de construire un avenir meilleur pour tous les Syriens.

Traduction de l'anglais : Cédric Leterme

Bibliographie

Al-Shami L (2016), « The legacy of Omar Aziz : Building autonomous, self-governing communes in Syria », https://leilashami.wordpress.com/.

Al-Shami L (2018), « Syria's shock doctrine », https://leilashami.wordpress.com/.

Syrian Network for Human Rights (2017), http://sn4hr.org/blog/.

Turquie : nouveaux « sujets » de luttes et politiques de guerre[1]

Buket Turkmen[2]

La révolte de Gezi en Turquie, large mouvement de contestation aux politiques gouvernementales, s'est traduite pas des effets sociétaux transformateurs et par l'émergence de nouveaux sujets-citoyens. La reprise des conflits armés « contre la terreur » a toutefois permis au régime de museler l'opposition. La convergence des luttes – en particulier féministes – en temps de paix pourra-t-elle se reconstruire en temps de guerre ?

En 2013, une révolte éclate contre la destruction du parc Gezi à Istanbul et se répand aux principales villes du pays. Des milliers d'opposants participent à des manifestations pacifiques, faisant émerger de nouvelles subjectivités (Turkmen, 2016). Après les élections de juin 2015, la reprise du conflit armé avec le PKK étouffe toute critique et voix oppositionnelle dans l'espace public (Gambetti, 2015). Un régime autoritaire s'installe, légitimé au nom de la lutte contre la terreur.

La rupture du processus de paix a ouvert une nouvelle période pour les acteurs politiques et sociaux et révélé une autre facette de « la haine de la démocratie » mise en lumière par Jacques Rancière

---

1. Version réduite et actualisée d'un article paru sur *Opendemocracy.net*, 2015, sous le titre : « From Gezi Park to Turkey's transformed political landscape ». Article rédigé dans le cadre d'une résidence EURIAS avec le cofinancement d'Actions Marie Sklodowska-Curie (Union européenne) et le soutien d'Investissements d'avenir (Agence nationale de la recherche – ANR, France).
2. Professeure associée à l'Université de Galatasaray à Istanbul, chercheuse résidente à l'Institut d'études avancées de Paris et chercheuse associée à l'Initiative « mouvements sociaux à l'âge global », Collège d'études mondiales.

(2005) dans les démocraties occidentales. Cette fois, il s'agit d'une version moyen-orientale nourrie des populismes autoritaires et des politiques de guerre, dans un contexte généralisé de déclin du rêve démocratique.

Que sont devenus ces sujets politiques qui avaient émergé avec la révolte de Gezi ? La nouvelle attitude passive des acteurs turcs face aux pratiques répressives serait-elle la preuve de la faiblesse de la résistance, incapable de produire des subjectivités à même de les combattre ? Cet article ne vise pas à épuiser la question, mais à mesurer l'impact des mobilisations des femmes de Gezi et de leurs interactions avec leurs homologues kurdes dans l'activisme de paix développé depuis 2015 face au régime en place.

Nouvelles « sujettes »

La résistance a commencé en juin 2013 avec l'occupation du parc Gezi pour s'opposer à l'abattage des arbres en vue de la construction d'un centre commercial. Elle s'est transformée ensuite en un mouvement de contestation aux politiques du gouvernement. Non organisé, improvisé et de grande ampleur, il s'est répandu à la plupart des villes (Göle, 2013). Au cours des trois années qui ont suivi le soulèvement, les analyses ont souligné l'émergence d'un nouveau sujet-citoyen, qui se révélait dans des actions locales à résonance globale.

Les effets transformateurs de ce mouvement ont été constatés dans les rapports d'une grande partie des citoyens à la ville, à l'État et à l'espace public. Les nouveaux sujets ont exprimé leur opposition aux décisions politiques verticales qui niaient leur capacité d'action et leurs libertés. Ils ont basé leur engagement politique sur la revendication du respect des libertés individuelles face à un gouvernement islamiste de plus en plus autoritaire (Yenigun, 2016). À partir de l'expérience de l'occupation du parc, les acteurs ont défini une nouvelle conception de l'activisme, basée sur la solidarité avec les autres, la convergence des luttes et l'organisation horizontale. Dans le contexte de la paix, toute structure hiérarchique ou aspiration au leadership était accueillie avec méfiance.

Les femmes ont été les principales résistantes pendant et après Gezi. Elles constituaient 52 % des activistes du parc (Konda, 2014). Leurs interventions ont transformé le langage et les répertoires d'actions (Turkmen, 2016). Après la répression de l'occupation, elles ont transféré leur activisme aux solidarités de quartiers urbains, aux

forums et aux organisations féministes. De plus, tout au long de l'hiver 2015, elles ont organisé des campagnes de solidarité avec les femmes kurdes fuyant les attaques de Daesh, créant de la sorte, entre les villes de l'Ouest de la Turquie et les femmes kurdes de l'Est, un activisme de paix.

Cet activisme, mis en œuvre dans les nouvelles organisations horizontales, est né en période de paix avec les Kurdes (Bozarslan, 2014)[3]. Après les élections de juin 2015, le conflit armé a repris en Turquie. Un reflux des mobilisations a été constaté, mais une partie des femmes de Gezi a continué, aux côtés de féministes kurdes, de manifester et de revendiquer le retour à la paix.

Convergence des luttes ?

La solidarité des féministes d'Istanbul avec celles du mouvement kurde n'est pas une conséquence directe des protestations de Gezi, mais témoigne d'une tradition de convergence des luttes féministes en Turquie (Bora, 2011). La « kurdification » des féministes de l'Ouest s'était manifestée depuis dix ans, notamment dans les slogans bilingues (en turc et en kurde) scandés dans les manifestations. La construction de certains réseaux et organisations comme l'Initiative des femmes pour la paix (IFPP) a été une conséquence concrète de cette lutte commune.

Les femmes se sont engagées à Gezi, fortes de cet héritage. Elles y sont intervenues de multiples manières, se mobilisant contre le langage sexiste et machiste des hommes militants. Elles ont « féminisé » le fonctionnement de la « commune de Gezi », qui s'est tenue au parc pendant trois semaines (Turkmen, 2016). La rencontre et la solidarité entre les divers groupes de femmes ont entraîné une expérience concrète et commune de lutte, qui a eu des répercussions sur la transformation des luttes féminines après Gezi.

Les paroles d'une jeune étudiante kurde d'Istanbul, issue d'une famille dont certains membres sont des combattant·es de la résistance kurde, traduisent sa méfiance au début de la révolte : « *Nous, avec mes amis, on ne s'attendait pas à grande chose* [pendant Gezi]. *On se disait : "Jusque-là, ces gens-là n'ont réagi à rien. Il s'est passé tellement de choses chez nous à l'Est et ici, à Istanbul, ils se*

3. Le processus de paix commence par les négociations entre le service secret turc et le PKK à Oslo en 2009, mais ses impacts politiques concrets ne se font sentir qu'à partir de la fin 2012.

taisaient". Mais un jour j'ai vu dans le parc mes amies de l'université, elles résistaient contre la violence policière d'une manière décidée et ça m'a beaucoup touché. J'ai beaucoup aimé leurs slogans, les graffitis, cette ambiance de Gezi. […] *C'était impressionnant de lutter ensemble*[4]. »

Sabahat Tuncer, ancienne députée du HDP (Parti démocratique des peuples, parti de gauche pro-kurde) et féministe kurde, souligne quant à elle que la rencontre entre les deux types d'acteurs a abouti à une interaction jamais construite auparavant, donnant lieu à une nouvelle subjectivité. La violence vécue ensemble a conduit à des rapprochements et à plus d'empathie. Un tweet, devenu une des phrases symboliques de Gezi, le souligne : « Ça sent bon l'empathie ! » (« *Ortalık mis gibi empati koktu* ! »).

En dépit de ces expériences, la convergence entre les deux résistances a été rendue difficile à plus d'un titre : leur différence n'est pas uniquement la conséquence de leurs caractéristiques, mais aussi de l'écart historique. La profondeur de la résistance kurde exige que les héritages du passé – lié à un leadership fort et une organisation hiérarchique découlant d'un conflit armé – soient respectés. Gezi repose pour sa part sur des actions pacifiques et sur une rupture avec l'héritage des mouvements de gauche, traduite par une méfiance à l'égard des leaders et par des mécanismes de décision fondés sur le consensus (les forums).

Ainsi, les caractéristiques de Gezi, basées sur l'horizontalité et la convergence des luttes sont soulignées à la fois comme une force et une faiblesse, comme dans d'autres « alteractivismes » (Pleyers, 2009), aussi bien par les acteurs kurdes que par les porte-parole de Gezi. Par ailleurs, on constate aussi l'émergence de certains éléments similaires chez les jeunes des deux mouvements, comme l'individualisme solidariste, mais celui-ci est critiqué par les activistes de la génération précédente (Turkmen, 2016b).

Silence assourdissant

L'espoir était grand après Gezi en termes de solidarité entre les luttes. Pendant l'hiver 2015, l'IFPP d'Istanbul a organisé des réseaux de soutien pour la résistance de Kobané, assiégée par

4. Les noms des interviewées ont été changés, hormis ceux des représentantes des partis et des organisations politiques. Gul, 26 ans, est doctorante en sociologie, istanbuliote originaire de Cizre, non organisée, issue d'une famille militante du mouvement kurde.

Daesh et devenue le symbole de la résistance kurde. Les nouvelles sujettes de Gezi – des féministes, des écologistes, des militantes de gauche, des sympathisantes du mouvement kurde, et d'autres actrices issues des mouvements de solidarité, des squats et des forums des quartiers – se sont rendues chaque semaine à Suruç, village frontalier avec la Syrie, faisant face à Kobané, pour y rencontrer des femmes réfugiées, fuyant les attaques de Daesh. À l'approche des élections, ces groupes se sont solidarisés avec le nouveau parti politique de gauche pro-kurde créé après Gezi, l'HDP, qui est monté en puissance (Turkmen, 2015) et a causé la perte de la majorité absolue du parti du gouvernement (AKP) au Parlement.

L'attentat-suicide qui a eu lieu à Suruç, en juillet 2015 pendant la visite des jeunes de l'Ouest et l'explosion dans un meeting de la paix à Ankara causant 109 morts, ont ouvert une nouvelle phase. Ces attaques, suivies par d'autres dans des grandes villes lors de manifestations, ont eu un impact direct sur les mobilisations : les activistes ont commencé à se retirer de la rue, découragés de mener des actions communes avec le mouvement kurde. Si Gezi est apparu comme le moment de l'émergence d'un nouveau sujet à l'Ouest – en phase de rapprochement des sujets politiques de l'Est –, l'attaque de Suruç en a représenté sa destruction.

En dépit du silence dominant à l'Ouest à l'égard de la reprise du conflit armé entre l'armée turque et le PKK à l'Est, certains groupes de femmes ont organisé des manifestations de paix dans des grandes villes, passant outre les menaces d'interdiction et d'attaques. Le nombre d'acteurs mobilisés n'a toutefois cessé de décliner. Cette attitude passive généralisée de l'Ouest a dès lors provoqué un ressentiment de la part avec les acteurs kurdes.

« *Les gens, avant de protester contre la mort d'un jeune kurde, ils essaient de comprendre si c'est un "terroriste" ou pas. Mais les médias étiquettent tous les Kurdes comme des terroristes* […]. *Personne ne réagit, ils se demandent s'il est PKK ou pas* […]. *Là, on se confronte au désespoir total* » (Gül). Pourtant, en dépit de paroles de désespoir, cette activiste kurde souligne que « *la trace de la période de Gezi ne peut pas être effacée* », mais les perspectives en termes de luttes conjointes sont néanmoins moroses : « C*'est comme si tout était devenu un grand "chant funèbre" (*ağıt)*… Un chant qui avale tout. Sous la lourdeur de ce chant, on ne peut pas bouger.* […] *On a bombardé notre volonté de nous embrasser.* »

Une autre femme, féministe de l'Ouest, jadis activiste sur les barricades de Gezi, et membre active de l'IFPP, s'obstine dans son espoir : « L*e silence ne veut pas dire la soumission… Nous, les femmes, nous continuons notre lutte. Les femmes ne vont pas quitter la rue*[5] ». Plusieurs femmes ont cependant quitté la rue depuis l'État d'urgence entré en vigueur après la tentative du coup d'État, en juillet 2016. Ce retrait et le silence dominant de l'espace public ne signifient pas une rupture totale avec Gezi, mais devraient être traités et analysés en relation avec cet épisode.

« *Gezi avait prouvé pour moi que l'on peut être active dans la rue sans être obligée de devenir membre d'une organisation, sans se soumettre aux décisions d'un comité central* […]. *En deux ans tout a changé dans nos vies.* […] *Eux, ils ont décidé de faire la guerre, et moi je me retire. Je suis contre les armes, je n'ai rien à voir là-dedans*[6]. »

Le silence des gens signifie parfois un éloignement de l'action sociale du fait de la conjoncture historique, et non une « dé-subjectivation ». Nous devons nous interroger sur la possibilité de survie des subjectivités dans une conjoncture où toute tentative d'interaction avec les autres est vouée à l'oppression politique. Les politiques de guerre – guerre qui se poursuit, non pas uniquement en Turquie, mais aussi dans la région, notamment en Syrie, avec des répercussions sur le peuple kurde de différents pays –, empêchent d'être à l'écoute de l'autre. Reconstruire une convergence des luttes semble être difficile dans des circonstances marquées par la montée des nationalismes populistes, en réponse aux crises économiques et aux politiques régionales.

Dans quelle mesure peut-on parler de la construction du sujet dans une période historique où les politiques de guerre empêchent toute réflexivité sur soi et tout rapport avec l'adversaire ? Jusqu'à quel point les actions pacifistes peuvent-elles dépasser les obstacles mis aux libertés d'expression et de manifestation ? Comment un sujet qui s'est construit dans une période de paix peut-il survivre dans des conditions de guerre ?

---

5. Nesse, 50 ans, avocate istanbuliote, membre du parti politique HDP et de l'IFPP.
6. Figen, 51 ans, enseignante du turc, Stanbuliote d'origine albanaise, membre active de HDP-Besiktas et du Forum d'Abbasaga (Forum de Besiktas, après Gezi) jusqu'en 2015.

Conclusion

Selon Judith Butler, une « *vie déterminée ne peut être appréhendée comme ayant été blessée ou perdue si elle n'a pas au préalable été appréhendée comme vivable* » (Butler, 2010). La vie de certains ne vaut pas le deuil pendant la guerre. À travers cette question du deuil, on redéfinit le « nous » et les « autres ». Une distinction est faite entre « *les populations qui peuvent être pleurées et celles qui ne le peuvent pas* » (*ibid.*). Ces vies qui ne sont sujettes à aucun deuil sont celles des *homo sacer* d'une société, selon Agamben. Ce sont les autres.

À ce titre, l'activisme de paix développé par certaines femmes après Gezi a son importance dans la redéfinition de ce qu'est une vie vivable. Malgré le silence dominant en face de la mort des « autres », l'obstination de femmes à redéfinir le « nous » est significatif. Une tentative de ré-encadrement de la subjectivité-femme passe par la mobilisation de la vulnérabilité (Butler, Gambetti, Sabsay, 2016) : le refus de la précarité de la vie de l'autre.

On peut voir dans ce nouvel activisme l'héritage de l'esprit de Gezi, car il est fondé sur la reconnaissance de la mémoire et des blessures d'autrui ; de même qu'un terrain propice à bâtir une nouvelle définition de la politique, de l'action sociale et de la responsabilité civique. Reste à voir si cette nouvelle subjectivité de la période du conflit armé pourra se propager dans la société par le renforcement des voix oppositionnelles dans une période d'oppression.

Bibliographie

Bora A. (2011), *Feminizm Kendi Arasinda* (Féminisme entre nous), Ayizi Kitap, İstanbul.

Bozarslan H. (2014), « Les Kurdes et l'option étatique », *Politique* étrangère, 2.

Butler J. (2010), *Ce qui fait une vie, Essai sur la violence, la guerre et le deuil*, Paris, La Découverte.

Butler J., Gambetti Z., Sabsay L. (2016), *Vulnerability in Resistance*, Durham, Duke University Press.

Gambetti Z. (2015), « Ankara's war on peace », *Opendemocracy*, 11 October, www.opendemocracy.net.

Göle N. (2013), « Gezi : anatomy of a public square movement », *Insight Turkey*, vol. 15, n° 3.

Ileri E. (2016), « L'engagement en mouvement : des soixante-huitards à la résistance de Gezi », dans Pleyers G. et Capitaine B. (dir.), *Mouvements sociaux. Quand le sujet devient acteur*, Paris, Maison des sciences de l'homme.

KONDA (2014), *Le rapport de l'enquête de Gezi*, www.konda.com.tr.

Pleyers G. (2009), « Horizontalité et efficacité dans les réseaux altermondialistes », *Sociologie et Sociétés*, vol. 41, n° 2.

Rancière J. (2005), *La Haine de la démocratie*, Paris, La Fabrique.

Turkmen B. (2016a), « La subjectivité des femmes “çapulcu” à Gezi », dans Pleyers G. et Capitaine B. (dir.), *Mouvements sociaux. Quand le sujet devient acteur*, Paris, Maison des sciences de l’homme.

Turkmen B. (2016b), « L’individualisme solidariste des actrices de Gezi et l’émergence de nouveaux sujets », *Agora débats/jeunesses,* 2, n° 73.

Turkmen B. (2015), « From Gezi Park to Turkey’s transformed political landscape », *Opendemocracy,* www.opendemocracy.net.

Yémen : État disloqué, société fragmentée, avenir incertain

François Frison-Roche[1]

Depuis 2014, la guerre civile yéménite s'est muée en un conflit régional. Aux rivalités entre des élites politiques locales, sont venus se greffer des intérêts régionaux. Les Occidentaux ont laissé les mains libres à l'Arabie saoudite, désormais aux commandes de la guerre. Le désastre humanitaire, les tensions exacerbées et l'absence de forces sociales légitimes rendent l'avenir du pays très sombre.

L'avenir est très sombre pour le Yémen – l'un des pays les plus pauvres du monde – et ses presque trente millions d'habitants. Le récent échec de la réunion organisée en septembre 2018 à Genève par le nouvel envoyé spécial de l'ONU, le Britannique Martin Griffith, est révélateur de l'inexorable désagrégation de ce pays après plus de trois ans de conflits armés et de l'absence de volonté politique pour le résoudre de la part de l'ensemble des parties prenantes.

Nul ne sait encore si un compromis pourra être trouvé dans les mois à venir entre les multiples belligérants tant la situation est confuse sur les plans intérieur, régional et international. La catastrophe humanitaire, annoncée par les diverses organisations spécialisées, prend de l'ampleur et le nombre des victimes, minoré aujourd'hui, risque d'augmenter significativement dans un proche avenir. D'une certaine manière, ce conflit relève de l'absurde. À

1. Politologue, chercheur au CNRS, CERSA-Université Paris 2, ancien directeur à Sanaa du projet français d'aide à la transition du Yémen (2012-2014).

l'origine : conflit intérieur, il s'est internationalisé, au point que les interventions sans relâche de forces extérieures contribuent à le pérenniser.

Le représentant de l'ONU à l'époque et le Department of Political Affairs (DPA) à New York portent une lourde responsabilité dans la spirale mortifère dans laquelle est désormais plongé le Yémen. Au-delà de la gestion calamiteuse de la Conférence de dialogue national, la décision onusienne de sanctionner ensuite (résolution 2140/2014) l'ex-président Saleh, son fils et trois principaux dirigeants houthis, est largement à l'origine de leur alliance politique et de l'emballement militaire qui s'ensuivit.

Certes, les « élites politiques yéménites » ont évidemment participé aux dérives actuelles. Aux « gagnants », solidement installés aux leviers de commande depuis plus de trente ans et qui n'ont rien voulu lâcher, et aux « perdants » qui ont surestimé leur force. Des organisations terroristes, comme Al-Qaïda dans la péninsule arabique (AQPA) ou Daech ont alors profité de l'affaiblissement du pouvoir et du chaos pour s'implanter dans un conflit durable (US Department of States, 2017).

Au strict terrain yéménite se sont ajoutés des intérêts stratégiques régionaux que les « grandes puissances » occidentales, membres du Conseil de sécurité de l'ONU (États-Unis, Grande-Bretagne, France), focalisées sur d'autres conflits au Proche-Orient (Irak, Syrie, Iran), n'ont pas su détecter ni analyser, et avec lesquels elles doivent composer aujourd'hui.

La société yéménite, menacée par ses anciens démons et fracassée par ces conflits meurtriers, pourra-t-elle se reconstruire un jour ? Pour cela, un sursaut intérieur est primordial, mais il faudra aussi suivre avec attention l'élaboration du futur « plan de paix » qui sera préparé par les Nations unies, en espérant que cette organisation saura convaincre les multiples forces yéménites impliquées, mais surtout les puissances régionales et internationales directement concernées.

Imbroglio politique intérieur et action de l'ONU

Les révoltes arabes de 2011, totalement différentes les unes des autres – on ne le dit pas assez – ont provoqué un soulèvement populaire au Yémen, épuisé politiquement, économiquement et socialement par trente-trois années d'autocratie du président Ali Abdallah Saleh, de sa famille et de ses « alliés » locaux. Une

jeunesse citadine, sachant utiliser les réseaux sociaux[2], avide de changements et encouragée par les reportages en direct venant notamment d'Égypte et diffusés par la chaîne qatarie *Al-Jazzera*, est descendue dans la rue et a été durement réprimée par le régime. L'occasion a permis à deux autres prédateurs yéménites, leaders du mouvement Al-Islah (Rassemblement yéménite pour la réforme) et autrefois alliés du président Saleh, le général Ali Mohsen et le cheikh Hamid Al Ahmar, de se débarrasser du président qui voulait installer son fils, le général Ahmed Ali Saleh, à sa place.

À l'initiative du Conseil de coopération du Golfe (CCG), un processus de transition fut alors défini et acté à Riyad entre les représentants des deux mouvements politiques devenus ennemis : le Congrès général du peuple (CPG) du président Saleh et le Comité des partis unis (JMP) qui réunissait principalement la mouvance islamiste et les Frères musulmans autour d'Al-Islah. Ostracisé depuis de longues années, le groupe des Houthis, de confession zaydite (chiite), n'y était pas représenté. Après de longues négociations, le président Saleh céda finalement son poste à son vice-président en place depuis dix-sept ans, Abd Rabbo Mansour Hadi, en échange de son immunité totale et de l'autorisation de pouvoir revenir à Sanaa pour diriger son parti (CPG), seule véritable structure politique organisée et implantée dans tout le pays et, surtout, solide réseau clientéliste au sein des structures de l'État (armées, services, police, etc.).

Les recommandations de l'« Initiative » du CCG furent approuvées par la communauté internationale (ONU) et un envoyé spécial de cette organisation fut nommé pour accompagner le processus. Hadi fut élu début 2012 comme « candidat de consensus » pour un mandat de deux ans. Une Conférence de dialogue national devait notamment, dans un délai de six mois, énoncer les principes d'une nouvelle Constitution qui serait soumise ensuite à référendum avant l'organisation d'élections générales. Ainsi espérait-on apaiser rapidement les « règlements de compte » entre prédateurs yéménites et

2. Environ la moitié de la population yéménite à moins de 25 ans. Toutefois, il faut relativiser l'ampleur de la capacité de mobilisation de cette jeunesse dans la mesure où on estime qu'environ 2 à 3 % seulement de la population disposent des moyens de communication moderne (téléphones portables, ordinateurs), que l'électricité est rare (quelques heures par jour, au mieux) et qu'environ 70 % des Yéménites (en majorité les femmes) sont analphabètes.

maîtriser une situation qui inquiétait à tout le moins les monarchies conservatrices du Golfe.

La proposition d'une « fédéralisation » du pays en six « États » par le représentant de l'ONU, actée juridiquement par la Commission de rédaction yéménite (avec l'aide d'experts onusiens) exfiltrée de Sanaa à Abu Dhabi pour des « raisons de sécurité », fut acceptée par le président Hadi. Elle suscita un violent rejet de la part des principales forces politiques du pays, le CPG, Al-Islah et le mouvement houthis. Seuls, certains groupes sudistes (Al-Hiraks) acceptaient ce projet d'organisation fédérale qui leur apparaissait comme la meilleure voie vers l'indépendance d'un nouveau Yémen du Sud[3].

L'État yéménite, de plus en plus faible malgré les apparences, ne put résister aux débuts d'une guerre civile ouverte entre forces tribalo-religio-politiques antagonistes, accentuée par les attentats terroristes quasi quotidiens d'Al-Qaïda. Les milices houthis, aguerries par des années de conflit et de résistance contre l'État central, entreprirent (fin 2013-début 2014) de « réduire » l'emprise des salafistes et des islamistes sunnites dans le Nord du pays (« université » Dar al-Hadith située à Dammaj), pour descendre ensuite lentement vers la capitale avec la connivence, si ce n'est le soutien ouvert, des forces armées restées fidèles à l'ancien président Saleh, qui retrouvait là une occasion de revenir sur le devant de la scène.

Au début de l'été 2014, la décision du président Hadi – sur les recommandations du FMI – de réduire ou de supprimer des subventions budgétaires (représentant environ le tiers du budget national) favorisa la prise de la capitale par les milices houthis à l'automne, qui s'effectua avec peu de violences et avec l'appui d'une grande partie de la population ulcérée par l'augmentation annoncée des prix des denrées de base et des produits pétroliers, l'absence d'électricité et l'insécurité grandissante.

---

3. Les populations du Sud, du moins si l'on reprend les anciennes frontières de la République démocratique et populaire du Yémen (RDPY), ne représentent que 5 à 7 millions de personnes sur les 28 à 30 millions du Yémen actuel. Ces populations sudistes sont, sur le plan confessionnel, très majoritairement sunnites/chaféites, mais restent néanmoins distinctes par leurs origines tribales et régionales spécifiques (Hadramaout, Shabwah, Lahj), voire leurs différences linguistiques (Mahrah). Du fait de leurs implantations côtières, elles sont historiquement ouvertes aux échanges et au commerce maritime. Par rapport à l'enclavement des régions montagneuses du Nord, la colonisation britannique à Aden et sa région, puis l'influence soviétique globale ont profondément influencé les élites sudistes.

L'accord politique impossible entre les forces houthis, alliées à celles de Saleh, et le président Hadi se traduisit par un coup de force juridico-politique et la mise en résidence surveillée de ce dernier. Sa fuite à Aden puis son départ vers l'Arabie saoudite devant l'avancée des Houthis vers le Sud l'amenèrent à demander l'intervention armée des « frères sunnites » contre le danger d'une prise de contrôle chiite du pays. Pour justifier le déclenchement d'une intervention militaire étrangère au Yémen, il fallait justifier sur le plan du droit international au moins, d'une ingérence extérieure. Celle de l'Iran fut mise en avant puisqu'il allait de soi que ce pays soutenait politiquement et financièrement les Houthis.

Contradictions entre intérêts nationaux, régionaux et internationaux

Le début de la guerre civile yéménite s'inscrit dans un moment spécifique, tant en Arabie saoudite que dans la région du Golfe persique. En Arabie saoudite, il coïncide avec la disparition du roi Abdallah en janvier 2015, l'avènement de son successeur, le roi Salman et surtout la montée en puissance de son jeune fils, Mohamed ben Salman (MBS). C'est ce dernier qui, en sa qualité de ministre de la défense, déclenche au Yémen l'intervention militaire d'une « coalition sunnite » anti-iranienne, c'est-à-dire anti-chiite, en mars 2015. Sur le plan régional, venir à bout de ces « rebelles houthis » (théoriquement en quelques semaines étant donné la puissance de feu déployée) devait être une manifestation claire de puissance de nature à imposer la suprématie du royaume aux yeux du compétiteur iranien.

Il faut également avoir en mémoire que les nouvelles autorités saoudiennes étaient d'autant plus inquiètes et belliqueuses qu'elles considéraient l'aboutissement des négociations sur le nucléaire iranien, obtenu par le président Barak Obama en juillet 2015, comme un acte déloyal vis-à-vis des assurances concernant la sécurité du royaume telles qu'elles avaient été négociées à la fin de la seconde guerre mondiale avec les États-Unis.

La politique de Donald Trump à l'égard de l'Iran ne pouvait que renforcer l'Arabie saoudite – et son allié principal dans la coalition, les Émirats arabes unis (EAU) – dans leur volonté de s'imposer par la force au Yémen. Pour rétablir le « président légitime » (Hadi) reconnu par la communauté internationale à travers diverses résolutions onusiennes, mais surtout pour s'assurer du contrôle du

détroit stratégique de Bab-el-Mandeb qui verrouille le passage entre la mer Rouge et l'océan Indien et par où transitent 35 % environ du commerce maritime mondial.

Des pays de la région étaient directement concernés (Égypte, Israël, Jordanie), ainsi que d'autres d'Europe et d'Asie (Chine, Japon), attachés à leurs flux commerciaux et à leurs approvisionnements énergétiques, vitaux pour leurs économies respectives. Ces intérêts géostratégiques multiples, mêlés aux enjeux économiques, notamment en matière de ventes d'armes, expliquent la timidité des réactions internationales pour dénoncer les atteintes aux droits humains et la catastrophe humanitaire qui s'amorçait.

Les ingérences étrangères au Yémen, qu'elles soient saoudienne, émirienne ou iranienne et le soutien que les deux premières reçoivent des pays occidentaux ont largement contribué à disloquer l'État, ou ce qui en restait, et à déchirer le tissu sociétal fragile du pays. La vision binaire du début du conflit opposant schématiquement la coalition saoudienne et les forces du président Hadi aux « rebelles houthis » alliés aux forces militaires fidèles à l'ex-président Saleh a perdu de sa pertinence au fil des trois années de conflit.

Les rivalités tribalo-confessionnelles au Nord se sont accentuées, notamment après l'assassinat de Saleh par ses « alliés » houthis, fin 2017, et la captation par ces derniers des principaux leviers de commande, y compris militaires. Les tensions dans le Sud, exacerbées par les multiples frustrations du passé – d'abord socialiste (1967-1990) puis post-unification (1990-2011) –, et les soutiens sélectifs de la coalition aux diverses milices locales qui se formèrent pour lutter contre l'avancée des Houthis dans le Sud, ont conduit à des fragmentations politiques importantes, bien supérieures à celles qui existaient auparavant.

La création du Conseil de transition du Sud (STC), par exemple, entité politique soutenue par les Émirats, est un défi majeur à l'autorité du président Hadi, accusé d'une proximité politique avec la mouvance des Frères musulmans d'Al-Islah, inacceptable pour ce pays du Golfe aux ambitions régionales manifestes et qui ne supporte pas cette orientation islamiste spécifique. Actuellement du moins, au Nord comme au Sud, aucune force sociale n'est en mesure de porter la reconstruction tant les dissensions sont vives entre les différentes régions, les tribus concernées et leurs intérêts immédiats, leurs appuis extérieurs et les velléités de l'actuel président de représenter un « pouvoir légitime ».

Reste à savoir si les objectifs affichés de la coalition lors de son intervention en 2015 resteront les mêmes. La lutte contre les rebelles houthis au Nord pourrait-elle s'élargir à une sévère mise au pas des Frères musulmans dans le pays ? La coalition favorisera-t-elle l'unité politique territoriale ou acceptera-t-elle une forme fédérale qui déboucherait certainement sur une scission du pays ? Quant à la société yéménite, trouvera-t-elle des ressources intérieures suffisantes pour faire face à l'urgence humanitaire, à la reconstruction des infrastructures, au rétablissement des fonctions essentielles d'un État (santé, éducation, sécurité des personnes et des biens, etc.), tout en soignant ses plaies confessionnelles, tribales et politiques ?

Les combats qui se déroulent actuellement pour le contrôle du port de la ville d'Hodeïda sur la mer Rouge laissent à penser que la coalition privilégie toujours le rapport de force avec les rebelles houthis, pour les amener à résipiscence et les contraindre à négocier. Pour l'Arabie saoudite et les Émirats, la guerre coûte cher, tant en termes financiers que sur le plan de leur réputation internationale. Si la coalition acceptait de mettre un terme à son intervention militaire, elle ne transigera pas sur ce qu'elle considère comme ses intérêts stratégiques et ne voudra pas perdre la face.

Pour les Houthis qui tiennent le terrain, même dos au mur comme ils semblent l'être actuellement, ils se sentent investis d'un « droit hachémite à gouverner » et ne lâcheront pas facilement les zones montagneuses qu'ils contrôlent et qui leur sont familières, sans obtenir de solides garanties. Quant aux factions sudistes concurrentes, sauront-elles accepter un accord de pacification alors qu'Al-Qaïda joue et jouera toujours la surenchère. À l'automne 2018, la situation reste complètement bloquée et un compromis politique viable semble hors de portée tant les divers conflits yéménites restent plongés dans l'émotionnel, l'irrationnel et le fanatisme.

Bibliographie

Frison-Roche F. (2018), « L'Europe ne doit pas sous-estimer les dangers qui peuvent venir du Yémen », *Le Monde*, avril.

Frison-Roche F. (2017-2018), « Yémen : imbroglio politico-juridique, désastre humanitaire, impasse militaire », *Politique étrangère*, hiver.

Frison-Roche F. (2015), « Transition et négociation au Yémen : le rôle de l'ONU », *Note de l'IFRI*, octobre.

International Crisis Group (2018), *Yemen : Averting a Destructive Battle for Hodeida*, juin.

International Crisis Group (2017), *Yemen's al-Qaeda : Expanding the Base*, février.

Mermier F. (2018), *Yémen. Écrire la guerre*, Paris, Classiques Garnier.

ONU, « Résolutions et rapports sur le Yémen », www.un.org.

ONU (2018), « Situation of human rights in Yemen, including violations and abuse since September 2014 », A/HCR/39/43, août, www.unwatch.org.

US Department of States, Bureau of Counterterrorism and Countering Violent Extremism (2017), « Yemen », *Country Reports : Middle East and North Africa*, www.state.gov/j/ct/rls/crt/2017/282844.htm.

Afrique du Nord

Algérie : résistances et contre-résistances

Yahia H. Zoubir et Louisa Dris-Aït Hamadouche[1]

Les luttes actuelles en Algérie ne se déploient pas en un mouvement de résistance porteur de changements, en raison de la peur – justifiée ou exagérée – de la violence. Le régime recourt à un ensemble d'instruments politiques de neutralisation des contre-pouvoirs pour perdurer et administrer la rente à son avantage, tout en projetant l'image d'un changement démocratique qui ne fait pas illusion.

L'Algérie post-printemps arabe fait figure d'exception. Le pays montre une grande capacité de résistance tant aux bouleversements politiques extérieurs des pays voisins, qu'aux tensions internes palpables. Ces dernières révèlent une agitation et une effervescence, sans pour autant susciter une dynamique politique de changement global. Depuis 2011, l'intensité et la densité des revendications socio-identitaires ont émergé pour certaines, augmenté pour d'autres. De l'ensemble de ces revendications, nous commencerons par distinguer deux catégories qui ne sont pas séparées par des frontières imperméables : les revendications d'ordre identitaire et celles qui mettent en avant les déséquilibres régionaux.

Luttes sociales identitaires ou territoriales

La Kabylie est le fief traditionnel des luttes d'ordre identitaire depuis des décennies. Le dernier épisode violent remonte à 2001.

---

1. Respectivement professeur et directeur de recherche en géopolitique à la Kedge Business School en France et maître de conférences à la Faculté des sciences politiques et des relations internationales à l'Université d'Alger 3 Dely Ibrahim.

Qualifié de « printemps noir[2] », il fut ponctué d'affrontements, de mouvements de contestation et de répression qui firent quelque 125 victimes. Cette rupture a plongé la Kabylie dans un isolement, aggravé par le boycott du système éducatif. Au centre de ces émeutes, quinze revendications politiques et culturelles réclamant plus de libertés et une juste reconnaissance de l'identité amazighe. La plateforme de revendications d'El Kseur est un texte politique revendicatif inclusif, qui implique l'ensemble du territoire national. Son leitmotiv consiste en effet à lier la reconnaissance de l'identité amazighe aux libertés individuelles et collectives, inhérentes à un système démocratique.

Un autre exemple concerne les affrontements ponctuels entre la communauté ibadite (berbère, l'école la plus ancienne en islam) et châamba (arabe, malékite) qui ont fait plusieurs dizaines de victimes entre 2014 et 2016, dans la région de Ghardaïa. La lecture confessionnelle et communautaire met en scène une frontière imperméable, qui n'existe pas en réalité (Ouali, 2013), et qui est véhiculée par les pouvoirs publics, appelant à la tolérance et à l'unité religieuse, et mobilisant les acteurs répondant à ce schéma d'analyse. À cette lecture communautaire, s'ajoutent des explications mettant en avant la question des biens fonciers (possession des terres) et des ressources minières qui ont révélé des intérêts économiques et commerciaux (licites et informels) importants (Le Touzet, 2015).

Quant aux luttes relevant des déséquilibres territoriaux, elles concernent surtout les inégalités entre le Nord et le Sud. Dans l'immense Sud algérien, plusieurs régions sont sorties du calme légendaire qui le caractérisait. Ain Salah, par exemple, a été le siège de manifestations pacifiques continues et de grèves générales, pendant des semaines en 2015. En cause, l'opposition farouche des habitants à l'exploitation du gaz de schiste qu'ils considèrent comme une menace directe contre les ressources naturelles de la région et la santé de ses habitants (Guennanfa, 2015). Cette mobilisation citoyenne a été rejointe par le Comité national pour la défense des droits des chômeurs (CNDDC, Ouargla) qui, lui aussi, dénonçait le fait que le sous-sol du Sud est riche, contrairement à son sol. La CNDDC est un mouvement constitué de jeunes gens ayant réussi à créer une dynamique de contestation non violente, non-émeutière.

---

2. L'appellation fait référence au « printemps amazigh » d'avril 1980.

Dans l'extrême Sud du pays, ce sont les Touarègues qui ont commencé à faire parler d'eux. Ainsi, le chef amenokal des Touarègues de la région Ahaggar, Ahmed Adabir, a-t-il menacé les autorités centrales de lever un vaste mouvement de contestation des tribus touarègues si la marginalisation et l'exclusion dont ils sont victimes ne cessent pas. Prévue le 4 mars 2018, cette manifestation a été annulée la veille, suite à la rencontre entre le leader contestataire et les autorités politiques. Il est vrai que cette levée de boucliers peut refléter une lutte de leadership interne aux tribus touarègues, relayée par la rivalité entre les deux partis du pouvoir.

L'ensemble de ces mouvements de contestation, essentiellement urbains (Temlali, 2003), mettent au jour un phénomène double, apparemment contradictoire, mais en vérité complémentaire. Une base sociale contestatrice, émeutière, car constituée de jeunes gens en colère, d'une part, et un encadrement, une prise en charge, des vecteurs extrêmement faibles, d'autre part. Cet état de fait est parfaitement compatible avec les intérêts des gouvernants dont la stratégie consiste à minoriser, isoler et enfermer les mouvements de contestation dans des corporatismes régionaux, ethniques, linguistiques ou confessionnels, qui sont autant de remparts à leur mutation en mouvement d'opposition mobilisateur, car porteur de projets alternatifs.

L'équation est simple : plus ces mouvements seront ethnicisés, confessionnalisés, communautarisés ou régionalisés et moins ils seront politisés. Moins ils seront politisés, plus ils seront étouffés par la redistribution de la rente. Cette stratégie connaît d'ailleurs une réussite certaine, puisqu'à la contestation en Kabylie, les gouvernants ont répondu par la reconnaissance du tamazight comme langue nationale officielle en février 2016. À Ghardaïa, ils ont restreint les affrontements en les limitant à des conflits intercommunautaires, fait appel aux leaders traditionnels et autres chefs de tribus, et retiré l'ibadisme de la liste des confessions « blacklistées ».

Plus au Sud, une campagne économique, consistant à débloquer des fonds (quand ils étaient encore disponibles) et à encourager les nordistes à s'y installer a été menée tambours battants. L'objectif recherché à court terme étant de contenir et de calmer la colère en détournant son cours, faisant des questions du gaz de schiste ou de la marginalisation de simples revendications qu'une meilleure redistribution de la rente pouvait résoudre.

Luttes économiques d'ordre corporatiste et global

Les libertés syndicales et le droit de grève sont consacrés par la Constitution algérienne au même titre que le multipartisme et le pluralisme médiatique. Ce droit est d'ailleurs largement exercé au vu des nombreuses mobilisations et débrayages (sur des revendications salariales et les conditions de travail) que le monde du travail enregistre chaque année. Deux observations importantes : les secteurs les plus actifs sont ceux de la fonction publique (éducation, santé, transport…), le secteur privé étant encore peu syndiqué ; et les syndicats autonomes (Abdelmoumen, 2018), non soumis au pouvoir politique, occupent désormais une place prépondérante dans le monde du travail. Pour optimiser leur poids, ils ont décidé de créer une intersyndicale regroupant une dizaine d'organisations de l'éducation, l'enseignement supérieur, l'administration publique, l'énergie électrique…

Le dynamisme des syndicats autonomes a très vite mis les pouvoirs publics devant un dilemme, auquel ils ont choisi de répondre par des mesures restrictives. En 2018, ils décident de réviser la cartographie syndicale par la mise en conformité des syndicats à la nouvelle législation. La conséquence est rapide : la liste des syndicats autorisés se raccourcit, tandis que les poursuites et les sanctions contre les syndicalistes se multiplient, à tel point que la commission de l'application des normes de l'Organisation internationale du travail (OIT) rappelle à l'ordre l'Algérie en 2018 (Litamine, 2018).

Ceci étant, les pressions exercées par les pouvoirs publics ne sont pas les seules difficultés auxquelles les luttes syndicales font face. En effet, à l'instar des partis politiques, les syndicats succombent sous le poids des divisions qui les affaiblissent de l'intérieur. Ainsi, nombreux sont ceux qui, suite à des conflits internes, se sont démultipliés, entraînant la désunion et l'affaiblissement des mobilisations. S'il est vrai que le monde syndical est l'une des pépinières qui forgent des militants dotés d'une conscience politique et du sens du bien commun, son extrême fragmentation et sa vulnérabilité se retrouvent dans le monde politique et partisan.

Aux luttes syndicales corporatistes, s'ajoutent les initiatives défendant des projets globaux relevant d'une réforme structurelle de l'économie algérienne. Ces initiatives viennent de la société civile, d'intellectuels ou d'entrepreneurs estimant que la détérioration de la situation socioéconomique est due à un problème de gouvernance

globale, liée notamment à une économie rentière, dépendante de l'exportation des hydrocarbures.

À titre d'exemple, citons le collectif Nabni (« Bâtissons », en arabe) qui a publié plusieurs rapports et dont la particularité est de faire des propositions concrètes (sur les subventions, les exportations hors hydrocarbures, le système bancaire, les investissements) à court, moyen et long terme. Citons également Care, qui se définit comme un cercle de réflexion autour de l'entreprise. Là encore, des questions sensibles comme le climat des affaires, les subventions et l'entreprenariat des femmes sont analysées, décryptées et proposées au débat public.

Contrairement aux programmes énoncés par les partis politiques, ce type d'initiatives possède un atout : celui de pouvoir fédérer les acteurs au-delà de leurs appartenances idéologiques. Cependant, deux éléments contribuent à atténuer leur impact. D'abord, les pouvoirs publics sont peu sensibles à ces luttes. Ensuite, le débat est parasité par les discours lénifiants des acteurs économiques bénéficiant directement de la redistribution de la rente à travers les contrats publics (Dris-Aït Hamadouche, 2017).

Luttes politiques

Pourquoi et comment l'Algérie a-t-elle éludé le « printemps arabe » (Aghrout et Zoubir, 2012) ? Quels sont les instruments qui lui ont permis non seulement de perdurer mais aussi d'empêcher l'émergence de résistances politiques conséquentes ? Le pouvoir algérien « *utilise la libéralisation politique comme stratégie et entreprend des réformes qui ne changent pas le système, mais qui apaisent le public* » (Kilavuz, 2017). En plus de la libéralisation contrôlée et de la répression, il utilise la rente pétrolière pour asseoir sa légitimité. Le régime algérien a certes éludé le printemps arabe, mais la contestation n'a pas cessé pour autant.

Dès janvier 2011, suite au mouvement de protestation, la contestation a vu la formation d'une Coordination nationale pour le changement et la démocratie (CNCD), une constellation qui a intégré divers groupes d'opposition (partis politiques, organisations de la société civile et syndicats indépendants). Tout en visant un changement démocratique de régime, les revendications principales de la CNCD étaient la suppression de l'état d'urgence en vigueur depuis dix-neuf ans, la levée des restrictions sur les médias, la participation politique et la libération des personnes arrêtées à la suite des

manifestations. À part la levée de l'état d'urgence, la CNCD n'a pas obtenu satisfaction.

Plusieurs raisons expliquent cet échec : les dissensions internes et la redistribution massive de la rente (augmentation des salaires et distribution de logements) ont affaibli la CNCD (Baamara, 2012). L'interdiction des manifestations a empêché le mouvement de porter son message à travers le territoire. De plus, les Algériens craignent encore une répétition de la violence des années 1990 qui a fait des dizaines de milliers de morts et de disparus. En fait, le régime qui a perdu sa légitimité révolutionnaire, a réussi à s'en offrir une nouvelle à travers la politique de réconciliation nationale qui, allègue-t-il, a rétabli la paix et la sécurité dans le pays. Il n'est donc pas surprenant que les Algériens fassent davantage confiance aux forces armées qu'à toute autre institution politique (Arab Barometer, 2017).

Ni les partis politiques ni le régime n'arrivent à mobiliser la population autour d'un projet national, ni même pour des élections, dont le taux de participation baisse constamment. Cependant, le gouvernement dispose de la rente pétrolière et gazière pour coopter des partis ou des associations. Ainsi, la Coordination nationale pour les libertés et la transition démocratique (CNLTD), née en juin 2014, constituée de partis politiques (islamistes et démocrates) et de personnalités (une trentaine de figures de l'opposition), n'a pas réussi à empêcher la réélection de Bouteflika pour un quatrième mandat, malgré la fragilité de sa santé.

La CNLTD a rejeté l'appel de certains pour faire intervenir l'armée, et a appelé à la formation d'« *un gouvernement de transition consensuel qui veillera à la concrétisation de la transition démocratique, la gestion des affaires courantes et l'instauration de la paix sociale* », ainsi qu'à « *une autorité indépendante et permanente pour l'organisation et la surveillance des élections, qui aura pour tâche la conduite du processus électoral* » (Boukhlef, 2014). Mais la CNLTD n'a pas réussi à fédérer, dans un même rassemblement organique, les autres composantes de l'opposition ; les conflits entre partis et personnalités ont évidemment freiné de nouveau « *l'élan de l'opposition vers la formation d'une force représentative capable d'acculer le pouvoir d'État à la défensive* » (Mili, 2017).

Non seulement les partis travaillent pour leurs propres intérêts, mais ils n'ont pratiquement pas d'ancrage dans la société. Les sondages ont montré la défiance de la population envers le parlement et les partis politiques. Il faut dire que les partis opèrent dans le

cadre élaboré par le régime lui-même, et que l'alternance est inconcevable. Le pouvoir a délimité les frontières du système et maintient l'opposition faible et divisée continuellement. Les contre-pouvoirs, lorsqu'ils apparaissent, se font à l'intérieur de ce système et ne posent donc pas de menace majeure pour sa survie et son hégémonie. De plus, la fragmentation des partis et des associations, encouragée, si ce n'est concoctée par le régime, a permis à celui-ci de préserver sa mainmise sur la vie politique. La réussite de Bouteflika est d'avoir étouffé tout mouvement capable de mobiliser les masses (Aghrout & Zoubir, 2016).

Le système politique algérien demeure opaque et il est donc difficile d'appréhender les objectifs des luttes au sein du sérail ou de faire une analyse avérée des changements qui s'y sont produits. Mais il est certain que les clans ne semblent pas avoir trouvé un compromis concernant la succession de Bouteflika que certains poussent à briguer un cinquième mandat, alors qu'il est pratiquement totalement handicapé. Les luttes et oppositions au sommet ne se font plus autour de questions idéologiques, mais bien pour des questions de pouvoir et d'accès à la rente.

Conclusion

La secousse de 1988 avait failli mettre fin au régime et a contraint ce dernier à amorcer des réformes qui mirent fin au système du parti unique, le Front de libération nationale (FLN). L'ouverture du système permit d'assouplir les restrictions à la liberté d'expression, d'association et d'organisation, et de tenir régulièrement des élections, ceci afin de tenter de contrôler le défi de l'opposition et d'y répondre au besoin. Cependant, l'Algérie a évolué en réalité vers une « démocratie de façade » où le pouvoir a soumis les droits politiques à toute une série de restrictions, allant de mesures de répression contre les médias à des limitations à la liberté de réunion ou d'association.

Sur le plan socioéconomique, la gestion des revendications identitaires, en remettant en cause un système de gouvernance défaillant, consiste à dépolitiser les mouvements de contestation et à les réduire à de simples mouvements de protestation d'ordre matériel. Sauf effondrement brutal et durable des revenus pétroliers et incapacité à trouver un consensus sur la succession du chef de l'État, le pouvoir algérien demeure l'un des régimes autoritaires les

plus robustes dans la région, et risque de le demeurer pendant les années à venir.

Bibliographie

Abdelmoumen M. (2018), « Les syndicats autonomes : une véritable force du changement en Algérie », *Algerienetwork*, 12 mars.

Aghrout A. et Zoubir Y. (2012), « Algérie : des réformes politiques pour éluder le “printemps arabe” », *Alternatives Sud*, vol. 19, Louvain-la-Neuve/Paris, CETRI/Syllepse.

Aghrout A. et Zoubir Y. (2016), « Algeria : Reforms without change », dans Zoubir Y. & White G. (dir.), *North African Politics : Change and Continuity*, New York/Londres, Routledge.

Arab Barometer (2017), « Algeria five years after the Arab uprisings », 15 avril, www.arabbarometer.org.

Baamara L. (2012), « (Més)aventures d’une coalition contestataire : le cas de la Coordination nationale pour le changement et la démocratie (CNCD) en Algérie », *Année du Maghreb*, n° 8.

Boukhlef A. (2014), « La CNLTD dévoile sa nouvelle plateforme », *El Watan*, 5 août.

Dris-Aït Hamadouche L. (2017), « Société civile et résilience en Algérie », *Année du Maghreb*, n° 16.

Guennanfa H. (2015), « Vivre à In Salah : à quoi ressemble une ville du Sud algérien », *TSA-Algérie*.

Kilavuz T. (2017), « Reconfiguring the Algerian regime : On the stability and robustness of authoritarianism in Algeria », *Al-Sharq Forum*, 2 mai.

Le Touzet J.-L. (2015), « Entretien avec F. Oussedik. “Les affrontements de Ghardaïa sont liés à des intérêts pétroliers et gaziers” », *Libération*, 10 juillet.

Litamine (2018), « L’Algérie est disposée à se retirer de l’OIT pour défendre sa souveraineté », *Algérie-éco*, 12 juin.

Mili (2017), *L’opposition politique en Algérie,* Alger, Casbah.

Ouali H. (2013), « Entretien avec Fatma Oussedik : “En finir avec l’essentialisme à propos des événements du M’zab” », *El Watan*, 2 juin.

Temlali Y. (2003), « La révolte du “Printemps noir” en Kabylie ou l’histoire d’un gâchis », *Confluences Méditerranée*, n° 45, printemps.

Égypte : clôture de l'espace politique et social

Sarah Ben Néfissa[1]

Jamais l'espace public égyptien de ces dernières décennies n'aura connu une telle clôture autoritaire et sécuritaire. L'ensemble des acteurs de la révolution de 2011 paie aujourd'hui le prix d'une transition chaotique et de la coalition contre nature passée en 2013 avec les forces de l'ancien régime pour chasser les Frères musulmans du pouvoir. Nationalisme exacerbé aidant, les médias se sont retournés et la société civile subit un contrôle strict.

Jamais l'espace public égyptien de ces dernières décennies n'aura connu une telle clôture autoritaire et sécuritaire. Les élections présidentielles de 2018 ont renouvelé le mandat du président Sissi pour quatre nouvelles années, mais elles ont surtout signalé une étape supplémentaire de la fermeture politique qui a commencé le 3 juillet 2013. De manière graduelle et brutale à la fois, l'ensemble des libertés publiques ont été remises en cause et certains parlent même de « disparition » de la société civile égyptienne, car cette dernière n'arrive plus à jouer un rôle de contrepoids face au tour de vis sécuritaire du nouveau régime. L'ensemble des collectifs et organisations de la société civile (ONG, syndicats et associations, formations politiques) sont sous contrôle, et les protestations accusent une baisse continuelle.

Pourtant les causes du mécontentement se sont multipliées et elles ne sont pas que politiques. En effet, à la suite du prêt accordé

1. Sociologue et politologue, directrice de recherche à l'Institut de recherche pour le développement (IRD) qu'elle représente en Égypte, Jordanie, Liban, Libye et Syrie, membre du conseil éditorial d'*Alternatives Sud* et chercheuse associée au CETRI.

par le FMI, le gouvernement égyptien a adopté un certain nombre de l'ensemble des mesures qui ont conduit à une augmentation vertigineuse du coût de la vie : le flottement de la livre égyptienne, la restructuration des subventions, l'application de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA), etc. Mais il est vrai que les relais intellectuels et politiques du mouvement social se sont effilochés et que la puissante confluence médiatique égyptienne est devenue son ennemi, après avoir été son principal allié avant la révolution du 25 janvier 2011.

Il serait faux toutefois de considérer cette apathie sociale et politique comme résultant uniquement du sentiment de peur. De manière paradoxale, la lutte menée contre le terrorisme dans le Sinaï par les forces armées et son lot quasi quotidien de martyrs parmi les soldats et les officiers ont réactivé le puissant sentiment nationaliste égyptien, en même temps que la demande d'ordre et de sécurité apparue à la suite des déceptions provoquées par la révolution du 25 janvier. Les 41 % de participation électorale pour les présidentielles de 2018, sans aucun enjeu sur leurs résultats, sont significatifs de cet état d'esprit, conforté par l'instabilité et la violence qui caractérisent certains pays de la région.

Élections présidentielles 2018 : nouvelle étape de fermeture politique

Le déroulement des élections présidentielles de 2018 a signalé à l'ensemble de la classe politique que le régime actuel n'acceptera désormais plus aucune contestation ni critique. Les signaux ont été l'emprisonnement ou l'assignation à résidence des trois candidats issus de l'armée[2], ainsi que de certaines figures importantes de la scène politique qui se sont signalées par leur propos critiques et indépendants. Il s'agit notamment de l'ex-candidat aux présidentielles de 2012, Abdel Moneim Abou el-Foutouh et de l'ex-président de la Cour des comptes, Hicham Geneina[3].

2. Ahmed Chafik, Sami Inan, Ahmed Ahmed Konsouwa. Deux candidats civils, Mohamed Anouar El-Sadate, neveu de l'ex-président Anouar El-Sadate, et l'avocat Khaled Ali, soumis à de multiples pressions, se sont désistés afin de ne pas mettre en danger leurs partisans.

3. Le 28 janvier 2018, dans une lettre ouverte, Mohamed Anouar el-Sadate, Abdel Moneim Aboul Foutouh, Hicham Geneina et Hazem Hosni, qui dirigeaient la campagne de Sami Inan avant son arrestation, ainsi que le scientifique Essam Heggi, ont appelé à boycotter l'élection présidentielle égyptienne de 2018, en évoquant un « *climat de peur* » et « *un calendrier électoral ne donnant pas aux candidats une réelle chance de se présenter* ».

Les présidentielles 2018 auront ainsi signifié la mort définitive de la coalition hétéroclite du 30 juin 2013 demandant la destitution de Mohamed Morsi, sous les coups de celui qui en a été pourtant le principal bénéficiaire, à savoir le président Sissi. Mais plus largement, l'ensemble des acteurs politiques de la révolution du 25 janvier 2011, toutes tendances confondues, font aujourd'hui les frais de la chaotique transition égyptienne. Si les Frères musulmans sont tombés dans leur propre piège (Ben Néfissa, 2015a), les élites politiques non islamistes et les groupements de la jeunesse révolutionnaire subissent ainsi le prix de la coalition « contre nature » du 30 juin 2013, passée avec les forces politiques, administratives et militaires de l'ancien régime pour chasser les Frères musulmans du pouvoir (Ben Néfissa, 2015b).

Le régime actuel ne souffre plus aucune espèce de critique et les dernières protestations politiques remontent à 2016, année de la rétrocession par l'Égypte des îles de Tiran et Sanafir à l'Arabie saoudite. Les milieux politiques connaissent de graves dissensions internes, dont certaines sont provoquées par les services de sécurité. Ces derniers connaissent actuellement un élargissement de leurs rôles et de leurs actions. C'est ainsi que les décisions autoritaires prises lors des présidentielles de 2018 ont été adoptées dans le cadre d'un silence lourd de significations de la part des milieux politiques et intellectuels. Mais il est vrai que ces derniers, ont perdu un de leurs principaux espaces d'expression : celui de la presse et des médias. En quatre ans, l'espace médiatique égyptien a connu un bouleversement d'une grande ampleur. D'allié de la protestation politique et sociale (Ben Néfissa, 2014), il est devenu son ennemi.

Bouleversement de l'espace médiatique égyptien

La « confluence médiatique » égyptienne (Guaaybess, 2012) dispose d'une très grande force de frappe. Il n'est pas exagéré de dire que les acteurs médiatiques ont été des acteurs fondamentaux de la libération de l'espace public égyptien bien avant la révolution du 25 janvier 2011 (Bachir, 2014). De même, ils ont été des acteurs fondamentaux de la chute des Frères musulmans. De manière significative, les Frères musulmans n'ont pas de présence dans ce milieu, qui est le terreau privilégié de la gauche, des nassériens et des forces dites civiles ou libérales. Or, depuis le 3 juillet 2013, l'espace médiatique égyptien a été marqué par le retour des journalistes proches de l'ancien système de Moubarak, et la voix des

journalistes et intellectuels de la révolution du 25 janvier arrive de moins en moins à se faire entendre.

Aujourd'hui, les acteurs médiatiques sont devenus les chantres d'un nationalisme exacerbé et du « tout sécuritaire » au nom de la lutte contre le terrorisme islamique et contre les puissances étrangères, qu'il s'agisse des États-Unis, du Qatar ou bien de la Turquie. Cette nouvelle configuration médiatique a été construite par un arsenal de dispositions administratives et juridiques répressives : blocage des sites internet autonomes ou critiques[4], création d'un Conseil supérieur de régulation des médias, création de télévisions satellitaires par des hommes d'affaires en lien avec les services de l'armée et du renseignement, fermeture des dernières émissions critiques, etc.

Même le syndicat des journalistes dont l'autonomie a toujours été plus ou moins respectée a été concerné par le tour de vis sécuritaire. Il a ainsi connu une descente de police contre son siège pour arrêter deux journalistes opposants qui s'y étaient réfugiés suite aux protestations politiques contre le refus de la cession de deux îles, Tiran et Sanafir, à l'Arabie saoudite. L'avant-dernier président du syndicat, Yéhia Qallach, a ainsi été remplacé aux dernières élections par un proche du régime. Il n'est donc pas étonnant que l'Égypte soit classée 161e (sur 180 pays) au classement mondial de la liberté de la presse 2017.

Si la protestation sociale et politique a perdu son allié médiatique, elle a également perdu le soutien d'une partie importante des organisations de la société civile, car ces dernières sont elles-mêmes divisées par la coupure politique du 3 juillet 2013. Il est symptomatique de noter que la levée brutale des deux *sit-in* des Frères musulmans de l'été 2013 n'a pas été dénoncée de la même manière par les ONG de défense des droits de l'homme.

Organisations de la société civile sous contrôle

Si les associations islamiques de bienfaisance liées aux Frères musulmans égyptiens vivent un démantèlement complet de la part des forces de sécurité et du ministère des affaires sociales, le même

4. Le 15 juillet 2018, le parlement a approuvé à l'unanimité le projet de loi permettant notamment au Conseil supérieur de régulation des médias de contrôler tout « *site personnel, blog personnel ou compte électronique personnel avec un nombre d'abonnés de 5000 ou plus* ».

phénomène se reproduit en ce qui concerne les ONG de plaidoyer qui visent la mobilisation et non pas l'assistance. Les quelques années avant la révolution du 25 janvier 2011 ont montré le renforcement de leur rôle, comme l'ont attesté leur multiplication et la spécialisation des thèmes traités : droits des travailleurs, droits des victimes de la torture, services syndicaux, environnement, etc. Une des principales ressources utilisée par ces collectifs animés par ces « cosmopolitiques enracinés » (Tarrow, 2007) était l'appel à l'extérieur et à l'opinion internationale. Or, aujourd'hui, l'appel à l'international n'est plus légitime en Égypte à cause du développement d'un nationalisme exacerbé, orchestré notamment par les médias, mais pas seulement.

La difficulté à faire admettre sur le plan international le coup d'État du 3 juillet a favorisé l'impact social du matraquage médiatique à l'encontre de l'étranger et de l'international. C'est dans ce cadre qu'il importe de comprendre l'entreprise de domestication actuelle des ONG des droits de l'homme, ce qui a incité certaines d'entre elles soit à fermer leurs locaux soit à délocaliser leurs activités. La législation ancienne sur les associations était appliquée de manière relativement souple les dernières années avant la révolution. La majorité des ONG étaient enregistrées comme des sociétés civiles non commerciales ou bien comme des cabinets d'avocats, pour échapper à la législation restrictive. Le régime de Moubarak fermait les yeux sur ces astuces juridiques. Ce n'est plus le cas actuellement.

Une nouvelle loi sur les associations et les ONG a été avalisée par le Parlement en mai 2017. Le texte limite leurs activités aux seuls secteurs du développement et des questions sociales, avec une peine pouvant aller jusqu'à cinq ans d'emprisonnement en cas d'infraction. Les ONG ne peuvent mener un travail de terrain ou d'enquête d'opinion sans autorisation préalable, ni « *coopérer de quelque manière que ce soit avec des instances internationales sans le nécessaire accord préalable* ». Le texte prévoit par ailleurs une « *Autorité nationale* » regroupant notamment des représentants des services de sécurité, des renseignements et de l'armée pour gérer toute question relative aux financements venus de l'étranger ou aux activités des organisations étrangères installées en Égypte.

La difficile transition politique égyptienne et le tour de vis sécuritaire actuel ont eu également des impacts sur les organisations syndicales. Une des principales revendications de la révolution du

25 janvier 2011 a été le droit de fonder des syndicats indépendants. Il s'agit d'une demande de la part des dirigeants syndicalistes, apparue en 2007. Son but était de remettre en cause la non-représentativité des ouvriers par la Fédération des syndicats égyptiens (FSE), sous contrôle de l'État et de l'administration. Ce projet de légalisation a été réactivé juste après la révolution, mais il a été bloqué par l'ancienne direction de l'armée et également par les Frères musulmans. Il n'a pas non plus été réactivé au moment où le leader des syndicats indépendants, Kamel Abou Eita, est devenu ministre du travail au sein du premier gouvernement formé par Hazem El Biblaoui suite au 3 juillet 2013 (Ramadan et Adly, 2015).

En décembre 2017, a été promulgué un projet de loi en vue de légaliser les syndicats indépendants qui se sont créés *de facto* après la révolution. Mais ce texte, en réalité, impose à ces derniers des seuils minimums d'affiliation, de même qu'il institutionnalise de fait la FSE, contrôlée par le gouvernement, comme la seule organisation syndicale reconnue dans le pays. Le projet de loi interdit aux syndicats indépendants de recevoir de l'aide internationale et restreint leur autonomie financière. Il impose des critères d'éligibilité restrictifs pour l'élection aux comités exécutifs, etc.

Il n'est donc pas étonnant que les réformes économiques et sociales drastiques prises par le nouveau régime, avec notamment le flottement de la livre égyptienne et la réduction des subventions (politique de la vérité des prix), n'aient pas conduit à des protestations sociales et politiques de grande ampleur. Ces dernières ont perdu l'ensemble de leur soutien et relais sur le plan interne et externe, et la protestation sociale s'exprime de manière sporadique et brève car rapidement réprimée. Tel a été le cas lors de la forte augmentation du prix du ticket de métro en mai 2018, dont les premières victimes sont les classes sociales les plus démunies.

Conclusion

La situation régionale, notamment en Libye, en Syrie et au Yémen, ainsi que l'émergence de Daech ne jouent pas en faveur du deuxième pays qui a initié le « printemps arabe ». Pour autant, il serait faux de croire que la révolution du 25 janvier 2011 n'a pas laissé de trace dans les mentalités et la culture politique égyptienne. À cet égard, l'analyse du comportement des électeurs est très significative. Alors qu'avant la révolution du 25 janvier, les rares députés femmes ou bien coptes étaient nommés par le président de

la République, aux législatives de 2015, dix-sept femmes et treize Coptes ont été élus au scrutin individuel majoritaire à deux tours[5]. De même, il est fondamental de noter l'augmentation continue des bulletins de votes annulés par l'électeur, pour manifester son désaccord suite au coup d'État du 3 juillet 2013.

L'Égypte est également concernée par le mouvement de « sécularisation par le bas » (Ben Néfissa, 2018) et la volonté de bousculer les tabous religieux et les institutions religieuses traditionnelles, à l'œuvre dans les sociétés de la région. D'une certaine manière, la volonté des députés égyptiens de promulguer une loi interdisant l'athéisme et de criminaliser l'homosexualité constituent des preuves *a contrario* de ces mutations.

Bibliographie

Bachir B. (2014), « Le journal *Al-Dostour/Al-Tahrir.* Apogée et déclin d'un journal privé », *Revue Tiers-Monde*, nº222, avril-juin.

Ben Néfissa S. (2014), « Confluence médiatique et protestations sociales avant la révolution du 25 janvier en Égypte : interrogations », dans Oualdi M., Pagès-El Karoui D., Verdeil C. (dir.), *Les Ondes de choc des révolutions arabes*, Beyrouth, Presses de l'IFPO.

Ben Néfissa S. (2015a), « La chute historique des Frères musulmans égyptiens : erreurs politiques, blocage idéologique et bureaucratisme organisationnel », dans Bozzo A. et Pierre-Jean Luizard (dir.), *Polarisations politiques et confessionnelles*, RomaTrE-Press.

Ben Néfissa S. (2015b), « Reformulation autoritaire et crises multidimensionnelles en Égypte », *Annuaire français des relations internationales 2015*, vol. 16.

Ben Néfissa S. (2018), « Monde arabe : nationalismes, islamismes, djihadismes et crise du politique », *Alternatives Sud,* Paris/Louvain-la-Neuve, Syllepse/CETRI.

Guaaybess T. (2012), *Les M*édias arabes, *confluences médiatiques et dynamiques sociales*, Paris, CNRS Éditions.

Ramadan F. et Adly Amr (2015), « *Low-cost authoritarianism : The Egyptian regime and labor movement since 2013* », www.carnegie-mec.org.

Tarrow S. (2007), « Cosmopolites enracinés et militants transnationaux », *Lien social et politique*, n° 58, automne.

5. Il est important de relever certaines décisions positives prises par le nouveau régime, comme l'adoption en 2017 d'une loi d'assurance sociale visant l'élargissement progressif de la couverture ou bien l'augmentation du nombre des femmes nommées à des postes de ministres et de gouverneures.

Libye : une transition bloquée

Moncef Djaziri[1]

Depuis la fin du régime de Kadhafi, l'État libyen s'est décomposé et la société a régressé, minée de l'intérieur par les milices armées et les divisions communautaires, le tout sur fond de corruption et de détournement des ressources énergétiques. Les responsabilités internationales sont patentes. Un nouvel agenda politique devra intégrer la société civile, pour l'associer sinon à l'exercice du pouvoir, du moins à la légitimation des décisions.

« *Les hommes font l'histoire mais ne savent pas l'histoire qu'ils font* » : cette formule empruntée à Karl Marx[2] trouve son illustration avec le cas libyen. Les acteurs libyens et internationaux qui avaient pris une part active dans la disparition du régime de Kadhafi en 2011 étaient loin d'imaginer toutes les conséquences de leurs actes. Non seulement la démocratisation n'a pas eu lieu, mais, plus grave encore, l'État s'est décomposé et le pays a régressé économiquement, socialement, sans parler de l'insécurité et des disparitions.

Sur le plan international, le pays a quasiment perdu sa souveraineté et se trouve aujourd'hui miné de l'intérieur par les milices armées et les divisions. Très affaibli à l'extérieur et convoité par les puissances internationales aux intérêts divergents (Djaziri, 2011 et

---

1. Professeur de l'Université de Lausanne, spécialiste de la Libye, membre de la commission scientifique du Centre international de géopolitique et de prospective analytique-CIGPA Paris.
2. Citation extraite de *Le 18 Brumaire de Louis Bonaparte,* [1851], dans Karl Marx, *Œuvres politiques,* t. 1, Paris, Gallimard, 1994.

2017a), il n'a aujourd'hui plus les moyens de peser sur son destin. À la désorganisation de l'économie s'ajoute une grave crise politique : les institutions de l'État sont divisées, les centres de pouvoir morcelés, le tout sur fond de corruption et de détournement des ressources énergétiques. Sous le regard inquiet de l'Afrique et de l'Europe, le pays est livré à Daech et aux exactions des milices armées (Haut-commissariat des Nations unies aux droits de l'homme, 2018).

Échec des deux expériences électorales

La transition a formellement débuté avec la déclaration de la « libération de la Libye » du 23 octobre 2011, trois jours après la mort de Kadhafi. Jusqu'aux élections du Congrès national général (CNG) du 7 juillet 2012, le processus politique a été tracé par la Déclaration constitutionnelle de décembre 2011. Mais déjà de grandes difficultés sont apparues pour la désignation du Premier ministre. La manière avec laquelle la première assemblée nationale a été élue, en particulier le mode de scrutin choisi, le scrutin nominal à un tour, ne permettant pas de faire émerger les forces politiques de manière cohérente, a constitué l'un des facteurs qui a rendu la première transition quasi impossible. La composition du CNG montre ainsi une fragmentation de la représentation politique et une forte individualisation du scrutin, contribuant à encourager les comportements *freeriders*, ce qui a produit de l'instabilité parlementaire.

Très rapidement, de graves problèmes politiques sont apparus, qui allaient paralyser le fonctionnement de cette première assemblée ; en particulier l'opposition entre islamistes et libéraux républicains, dont les causes sont multiples. C'est essentiellement un conflit idéologique qui sépare les tenants de l'établissement d'un État islamique en Libye, et ceux qui considèrent qu'il faut reconstruire un Etat-nation libéral-républicain, coopérant avec l'Occident, et dans lequel un islam modéré aurait sa juste place. S'opposent les tenants d'un internationalisme islamiste et des nationalistes modérés et pragmatiques, qui cherchent d'abord à reconstruire le pays et à lui redonner sa place dans le monde.

Cela traduit également l'opposition entre d'un côté les islamistes, qui voulaient exclure les kadhafistes de la vie politique par une loi, et de l'autre, les libéraux républicains (dont plusieurs étaient au pouvoir sous Kadhafi) et les républicains regroupés au sein du bloc de l'Alliance des forces nationales (AFN) sous le leadership

de Mahmoud Jibril, qui rejettent toute exclusion qui signifierait leur propre marginalisation. C'est enfin l'opposition entre les islamistes, *outsiders* sous l'ancien régime, et les *insider*s, les républicains, dont plusieurs occupaient alors des postes importants[3].

Il y a eu aussi la réémergence du conflit historique entre l'Est et l'Ouest, entre Benghazi et Tripoli ; les députés de la Cyrénaïque se sentaient marginalisés dans la nouvelle assemblée. La composition de cette première chambre élue faisait apparaître une domination des différentes factions islamistes sous le leadership de Tripoli et de Misrata. Cette nouvelle configuration a contribué à réanimer l'ancien conflit opposant la Cyrénaïque à la Tripolitaine autour de la redistribution des richesses pétrolières.

Les habitants de l'Est de la Libye considèrent que plus de 80 % des ressources énergétiques sont situées sur leur territoire (le croissant pétrolier) et ont donc droit à une large part de celles-ci, estimées à 49 milliards de barils[4]. De leur côté, les Tripolitains estiment que la part la plus importante de la population se trouvant sur leur territoire, il leur appartient de diriger le pays et de décider de la répartition des richesses. Ce conflit, qui paralyse la vie politique et bloque la transition, remonte à 1963, année où fut mis fin aux structures fédérales et fut instauré un État centralisé que Kadhafi, dès 1969, a tenté d'atténuer sans y parvenir. C'est la raison pour laquelle, la Cyrénaïque fut un bastion de l'opposition au régime de Kadhafi.

Une autre divergence concernait la définition du régime politique : les islamistes voulaient un régime parlementaire, tandis que les républicains défendaient le principe du régime présidentiel. À tout cela, s'est ajoutée la résurgence d'un conflit sur la structure de l'État : les Tripolitains, au sein du Congrès national général, sont pour un État unitaire et centralisé, tandis que les Cyrénaïcains défendent le principe d'un État fédéral.

Le 25 juin 2014, à l'expiration du mandat du CNG, à la suite des élections, avec une très faible participation de 18 %, des heurts ont

---

3. Rappelons que le leader de l'Alliance des forces nationales (AFL), l'un des principaux acteurs de la révolte de 2011, Mahmoud Jebril, fut le président du Conseil pour le développement économique et social pendant la période 2007-2010. Cet organisme avait été créé par Seif al-islam Kadhafi, fils de Mouammar Kadhafi, lorsqu'il fut question de réformer la vie politique et d'introduire des réformes économiques.

4. Dans le classement des pays arabes producteurs de pétrole, la Libye occupe la cinquième place, derrière l'Arabie saoudite, première avec 264 milliards de barils.

eu lieu à Benghazi et à Tripoli, forçant la chambre des représentants à s'installer à Tobrouk plutôt qu'à Tripoli. Certains membres du CNG ont contesté la légitimité de cette nouvelle chambre élue et ont réinstallé le CNG à Tripoli. Dès 2014, la Libye s'est donc retrouvée avec deux parlements, deux premiers ministres, deux gouvernements et deux banques centrales.

Ces nouvelles élections qui auraient dû permettre la stabilisation de la Libye n'ont en réalité rien résolu. Pire encore, elles ont aggravé la crise. Les islamistes, minoritaires dans le nouveau parlement, ont aussitôt contesté la légitimité du nouveau Premier ministre élu, Abdallah Thini. De multiples conflits opposent les républicains aux islamistes, en raison des menaces terroristes des milices armées de Fajr Libya (Dawn Libya), qui se considèrent « gardiennes légitimes » des valeurs et des objectifs de la « révolution de février 2011 ». Ces milices exerçaient une influence dans le premier parlement par la médiation du bloc politique Fidélité aux martyrs, dominé par des anciens membres du Groupe islamique combattant en Libye (GICL), soutenu par le Qatar, et dont Belhaj et Sallabi furent les plus influentes figures.

En dépit de l'opposition de certains parlementaires du CNG, le nouveau Premier ministre et le parlement élu ont décidé de s'installer à Tobrouk (à l'Est de la Libye). C'est l'origine du double pouvoir que connaît actuellement le pays : un gouvernement et un parlement à Tobrouk, légitime et reconnu par la communauté internationale, et un deuxième gouvernement et parlement à Tripoli, non reconnu, mais protégé et en même temps défié par les milices armées.

Médiation internationale et échec de l'ONU

Voulu par l'ONU et l'Union européenne, l'accord de Skhirat de 2015 n'a pas permis de mettre fin au double pouvoir ni de sortir la Libye de la crise. Inadapté à la situation, il n'a fait qu'exacerber les tensions et suscité des conflits de compétences et des problèmes de gouvernance (Djaziri, 2017b). La création d'une seconde assemblée, le Haut Conseil d'État (HCE) et les prérogatives qui lui sont attribuées qui dépassent sa fonction consultative, rend le pays encore plus ingouvernable. D'autant plus que le HCE est un bastion islamiste, soutenu et financé par le Qatar.

Exiger, comme le fait l'accord de 2015, un « consensus nécessaire » entre le HCE et la chambre des représentants revient *de facto* à établir une égalité de pouvoir entre eux, ce qui n'est pas loin

d'un « bicaméralisme équilibré », préjudiciable à la Libye. Il aurait été plus avisé de concevoir une deuxième chambre strictement consultative, composée de représentants des principales tribus ainsi que des différentes associations et organisations économiques.

Le plan Ghassan Salamé de septembre 2017, appelé aussi « Feuille de route » ou « plan de l'ONU », présenté et soutenu par le Conseil de sécurité des Nations unies, est confus, à la fois sur ses priorités et sur les objectifs à atteindre ; confusion entretenue par les déclarations imprécises ou contradictoires du chef de la mission de l'ONU en Libye, Ghassan Salamé, de plus en plus critiqué. Son plan ambitieux et irréaliste prévoit, d'ici fin 2018, un référendum constitutionnel, des élections parlementaires et présidentielles, ainsi qu'un congrès de réconciliation nationale.

La volonté affichée d'organiser des élections à tout prix en 2018 ressemble fort à une fuite en avant. Non seulement, les conditions ne sont pas réunies, mais les résultats seraient aussitôt contestés, risquant d'accentuer le désenchantement à l'égard de la démocratie et de creuser davantage le fossé qui sépare les élites du peuple. Penser que les problèmes institutionnels seraient réglés par la seule grâce des élections relève tout simplement du *wishful thinking*.

Dès 2011, l'action des Nations unies en Libye a été marquée par une grande incohérence, beaucoup d'ambivalence et nombre d'erreurs. En sept ans, six représentants se sont succédé sans aucune ligne de conduite claire, cohérente et continue (Djaziri, 2016). L'actuel représentant Ghassan Salamé ne fait pas exception. On peut même affirmer qu'il a perdu la main sur le dossier libyen depuis la nomination, le 2 juillet 2018, d'une vice-présidente de la Mission d'appui à la Libye (Unsmil), en charge des questions politiques. L'arrivée de la diplomate américaine Stéphanie Williams sonne le glas de Salamé et semble indiquer un tournant de l'Unsmil ; tournant qui va de pair avec le retour en scène des États-Unis. Ceux-ci entendent désormais jouer un rôle plus direct, en s'associant aux Italiens dans leur lutte contre l'islamisme, dans la sécurisation et la stabilisation de la Libye, en contrant l'initiative du président Macron d'organiser des élections en Libye en décembre 2018.

Il y a une certaine hypocrisie (Djaziri, 2017c) dans l'attitude des dirigeants occidentaux à faire des élections une solution miracle, alors qu'il est impossible d'organiser une consultation digne de ce nom dans un laps de temps aussi court et que le projet de Constitution, toujours en chantier, divise Tripoli et Tobrouk et est

rejeté par les leaders du Sud (le Fezzan) qui réclament plus d'autonomie fédérale, et les Berbères parce qu'il ne reconnaît pas leur identité.

Toute sortie de crise doit d'abord répondre aux besoins immédiats des Libyens : restaurer la sécurité des personnes et des biens, démilitariser les milices, assurer le retour dans leurs foyers des réfugiés intérieurs et extérieurs, reconstruire et réunifier les institutions étatiques, sécuriser les frontières et les ressources pétrolières, relancer l'activité économique, poser les fondements d'un État de droit, et retrouver un certain bien-être social. Un scénario alternatif, doté d'un autre agenda politique est nécessaire[5].

Conclusion

L'histoire de la Libye a toujours été une histoire mouvementée et douloureuse, confrontée à l'hostilité des pays occidentaux au regard de la volonté d'indépendance du pays et, plus encore, d'autonomie économique. « L'histoire ne se répète pas, mais elle bégaie », selon la formule attribuée à Karl Marx. L'intervention occidentale de 2011 a gravement déstabilisé la Libye et rompu un équilibre déjà précaire.

L'échec de la méthode adoptée depuis 2011 exige que la communauté internationale repense les modalités de son implication en Libye. Il faut repenser l'organisation des pouvoirs et envisager une nouvelle période de transition avec un agenda politique qui intègre les différentes organisations de la société civile, sinon pour les associer à l'exercice du pouvoir, du moins à la légitimation des décisions.

Les différents syndicats du secteur énergétique comme celui de la fonction publique, les multiples ONG, ainsi que les principales tribus pourraient être sollicités et concernés. L'Union nationale des travailleurs libyens (UNTL) s'est ainsi dite prête, depuis avril 2018, à contribuer utilement à la construction d'un État de droit. Le gouvernement allemand semble avoir pris la mesure du nécessaire tournant. Il a décidé de soutenir les ONG et de travailler avec les maires de plusieurs villes.

Etant donné l'échec du plan Salamé ainsi que l'impasse de l'accord de 2015 et compte tenu de la guerre entre les milices et les risques sérieux de guerre civile, un aggiornamento est donc

5. Les éléments de ce nouvel agenda politique que je propose ont été développés dans un texte de mai 2018 (Djaziri, 2018).

indispensable. Faute d'un nouvel agenda international et étant donné les menaces terroristes sérieuses et avérées de Daech, les probabilités d'un coup d'État militaire sont toujours élevées. Il est donc urgent que la communauté internationale reconsidère sa stratégie et repense son implication en Libye.

Bibliographie

Djaziri M. (2011), « Libye : les enjeux économiques de la "guerre pour la démocratie" », *Moyen-Orient*, n° 12, octobre-décembre.

Djaziri M. (2016), « Libye : la médiation de l'ONU dans l'impasse », www.theconversation.com, 8 mars.

Djaziri M. (2017a), « Nature et enjeux de la transition démocratique en Libye (2011-2012) », dans Ben Lagha Z., El Oifi M. et Ghalioun B. (dir.), *Révolutions et transitions politiques dans le monde arabe*, Paris, Karthala.

Djaziri M. (2017b), « Libya : the deadlock in reaching a political agreement and the problems posed by the democratic transition », dans Varvelli A. (dir.), *State-Building in Libya. Integration Diversities, Traditions and Citizenship,* Rome, Publisher Reset Doc.

Djaziri M. (2017c), « La crise libyenne et le bal des hypocrites », *www.kapitalis.com*, 12 décembre.

Djaziri M. (2018), « Libye : propositions pour sortir de la crise », *Politique Internationale*, n° 159, printemps.

Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme (2018), *Abuse Behind Bars : Arbitrary and Lawful detention in Libya*, rapport, Genève, avril.

Maroc : le réveil social

Chawqui Lofti[1]

Sept ans après le printemps arabe, la situation au Maroc est marquée par un durcissement des conflits sociaux et leur émergence sur le terrain politique. Le processus de délégitimation du pouvoir et des institutions est en train de s'accélérer, malgré le tournant répressif. Le réveil des marges, l'action pacifique, la féminisation des mouvements et la désobéissance civile participent d'une reconfiguration de l'espace protestataire.

La situation actuelle révèle une combinaison de crises (sociale, économique et politique) dans un contexte marqué par la soumission à l'agenda néolibéral dicté par les institutions internationales et l'officialisation du tournant sécuritaire. En 2011, le Mouvement du 20 février (M20F) n'a pu changer les rapports de force globaux, mais il a initié un processus de politisation d'une nouvelle génération, remis à l'ordre du jour la question de la lutte collective, et fait reculer la peur[2]. Il a, en outre, ouvert l'espace à un imaginaire collectif à partir des valeurs de dignité, de liberté et de justice sociale. Un verrou a été levé.

Même si le pouvoir réel n'a pas été la cible directe des mobilisations, celles-ci ont été perçues comme une désacralisation du pouvoir. La séquence de 2011, qui a débouché sur un lifting de la Constitution et l'arrivée au gouvernement du Parti de la justice et du développement (PJD)[3], est présentée par le Palais comme la clôture

1. Militant du M20F et du Groupe pour l'émancipation démocratique Tahadi-Maroc, chercheur associé au CETRI-Centre tricontinental.
2. Pour une analyse du M20F, voir Lofti (2012).
3. Branche locale des Frères musulmans et première force électorale. Le PJD ne pèse

des réformes institutionnelles ; la démonstration que le temps des contestations démocratiques n'a plus lieu d'être.

Le harcèlement des associations militantes, les attaques contre la presse indépendante, la répression des conflits sociaux et la réaffirmation des « lignes rouges » dans tous les domaines montent d'un cran. Une nouvelle vague de contre-réformes néolibérales est lancée. L'ordre autoritaire et les logiques de prédation apparaissent comme une revanche du pouvoir sur les mouvements sociaux.

Le réveil social

Si les mouvements sociaux ont commencé à occuper l'espace public, bien avant 2011, le moment actuel traduit un réveil social multiforme, avec des luttes souvent longues, déterminées et massives. Différentes mobilisations ont polarisé l'actualité. Ainsi, la mobilisation contre Amendis[4] (automne 2015) à Tanger, contre les politiques de facturation de l'électricité, s'est appuyée sur un rassemblement populaire et sur un recueil de doléances des quartiers. La mobilisation a esquissé des formes de désobéissance civile (la « révolte des bougies[5] »), accompagnées d'un mot d'ordre central – « Amendis dégage ! » –, traduisant la permanence de l'esprit du M20F.

La mobilisation de la Coordination nationale des enseignants stagiaires (septembre 2015-avril 2016) et celle des étudiants en médecine présentent des traits nouveaux, dans un contexte visant à fournir une main-d'œuvre corvéable au marché de l'éducation et de la santé. Refusant la non-titularisation automatique dans la fonction publique et la réduction des bourses, cette mobilisation « à caractère syndical » s'est dotée de coordinations, qui s'appuient sur des représentations locales élues, révocables et tournantes, avec pour volonté de lier leurs revendications à une défense de la santé et de l'éducation comme service public.

Dans le « Maroc inutile », la mobilisation du Rif, à partir d'octobre 2016, a polarisé la situation politique. Bien qu'affaibli

---

cependant guère sur les choix politiques du Palais et demeure un parti fidèle aux injonctions royales.

4. Amendis, filiale de Véolia, a bénéficié dans le cadre de contrats publics/privés de la gestion des services d'eau et d'électricité. Une des premières conséquences de cette « délégation » a été la libéralisation des prix.

5. Forme d'action populaire au cours de laquelle les habitants s'éclairent avec des bougies pour marquer leur refus d'être sous la coupe d'une entreprise d'électricité prédatrice.

aujourd'hui en raison de la répression, le Hirak[6] a porté la conflictualité à un niveau beaucoup plus large. Sa plateforme revendicative, issue d'une démarche participative, exprime la diversité des besoins sociaux (notamment en termes de services publics et de création d'emplois, de l'arrêt de la mainmise sur les richesses locales) ainsi que le rejet de la corruption, de la répression et de la militarisation. Refusant les canaux de cooptation et de « dialogue » avec des instances et des médiations sans pouvoir réel, elle interpelle directement la monarchie. Ses formes d'action ont combiné des manifestations générales et une guérilla pacifique, démultipliant les actes protestataires en différents lieux et moments et déjouant ainsi les stratégies répressives classiques[7].

Construisant son propre « récit », en s'appuyant sur la mémoire collective et historique de résistance du Rif, le Hirak a eu une portée politique plus vaste qu'un « simple » mouvement revendicatif. Ses formes de mobilisation et la légitimité acquise par la direction de la lutte, portée par des citoyens ordinaires, marquent une sortie de l'espace protestataire codifié. Son assise populaire, sa durée laissent présager la possibilité de mouvements populaires sans médiation, mieux articulés aux urgences sociales dans leur globalité.

Lorsque les questions démocratiques sont abordées sous l'angle des différentes formes de violence de l'État qui s'exercent au quotidien dans l'espace social, lorsqu'elles fusionnent avec les questions sociales, les lignes de fractures peuvent être désamorcées. Au cours du Hirak, la monarchie s'est ainsi retrouvée directement exposée. D'où l'intensité de la répression, visant à punir collectivement la population et les animateurs de la lutte, considérés comme des « ennemis intérieurs ».

Le Hirak de la soif, à Zagora en septembre 2017, alors que la criminalisation s'abat sur le soulèvement rifain, montre les limites de la répression. À Zagora, la privatisation de l'eau, dans une zone soumise au stress hydrique, a bénéficié aux structures touristiques et à la grande exploitation agricole. Les populations n'ont droit, par intermittence de surcroît, qu'à une eau de mauvaise qualité et excessivement chère. L'incurie des autorités locales, l'aggravation de

---

6. Le Hirak, qui peut se traduire par « mouvance », est né suite à la mort d'un jeune vendeur de poisson, Mouhcine Fikri, écrasé, sur ordre des autorités, dans une benne à ordures après avoir tenté de récupérer sa marchandise. Pour une analyse globale du Hirak, voir Lofti (2017).
7. Voir l'enquête de Sakhi et Esmili : www.taharour.org.

la situation, malgré de nombreuses promesses, ont alors généré de nouvelles mobilisations.

Trois mois plus tard, à Jerada, après la mort de deux jeunes dans les mines, une autre mobilisation, inspirée par le vent du Hirak, prend corps. Une plateforme inclusive, avec ses propres animateurs et « directions civiles », organiquement liées aux couches populaires, est mise en place et avance des revendications concrètes. Dans une ville encore marquée par la déstructuration du tissu économique et social suite à la fermeture de la mine, à la fin des années 1990, qui a contraint la population à travailler clandestinement dans les mines désaffectées pour un revenu très bas et irrégulier, et en se soumettant au bon vouloir des « barons du charbon », l'un des principaux slogans de cette mobilisation a été l'exigence d'une « alternative économique ».

Plus récemment, la campagne de boycott illustre la diversification grandissante des registres d'action. Entamée fin avril 2018, suite à un appel émis sur les réseaux sociaux, elle visait à boycotter les produits de trois entreprises[8], afin de faire baisser leurs tarifs. Illustrant ce mélange caractéristique de la domination du capital étranger et du capitalisme de copinage, ces trois entreprises ont cumulé des superprofits et exercent, avec le soutien des pouvoirs publics, une situation de monopole sur leurs marchés respectifs.

Cette campagne, qui a eu un écho populaire très large, exprime le refus de la répartition inégalitaire des richesses et la subordination des pouvoirs aux grands milliardaires. Ce registre d'action, qui ne répond pas à une demande territorialisée pouvant être circonscrite, et l'absence d'organisation rendent inopérants les mécanismes de cooptation ou de répression d'acteurs identifiés. Outre l'incapacité de l'État de justifier les marges de profits considérables, alors que l'austérité est exigée au plus grand nombre, il révèle la coupure entre le pays légal et le pays réel.

---

8. Soit les « patrons de Sa majesté » : les pompes à essence Afriquia, détenues par le milliardaire Akhenouch, ministre de l'agriculture, les bouteilles d'eau Sidi Ali, détenues par l'ancienne présidente du syndicat patronal, la CGEM, et la Centrale laitière, filiale de Danone.

Reconfigurations de l'espace protestataire

L'extension géographique des mobilisations et des domaines de luttes répond à un ras-le-bol général. L'élément déclencheur peut être imprévu. Mais des caractéristiques générales émergent :

- *Le réveil des marges* : la croissance et l'intrication des inégalités sociales et territoriales constituent la trame de fond des principaux mouvements sociaux. Alors qu'une part grandissante de la population, surtout la jeunesse populaire, le « prolétariat informel », vit dans la précarité ou le chômage, les formes de mobilisation possibles se réfèrent à l'espace de la rue, où se coagulent des attentes diverses, ou à des territoires traversés par la marginalisation et la persistance de liens communautaires. Autant de territoires à la marge socialement et spatialement exclus sur la longue durée des processus de « développement[9] », où l'immédiateté et la diversité des urgences sociales sont fondatrices de situations communes.
- *Une conflictualité politique pacifique* : les luttes dévoilent des enjeux globaux. Aussi élémentaires soient-ils, les droits et les besoins sont en contradiction avec le régime d'accumulation – et les rapports de classes qu'il structure. Ils questionnent la situation globale de la répartition inégale des richesses. L'état d'urgence sociale, lié au traitement sécuritaire, induit des effets de radicalisation politique. À partir de leurs propres expériences, les mouvements sociaux formulent des objectifs, éprouvent des tactiques de lutte, désignent des adversaires, construisent leurs propres agendas et récits, en cherchant à maintenir l'unité d'action et à catalyser un soutien populaire. Ils expérimentent une façon de « faire la politique » à partir des luttes sociales et par « en bas ». Le pacifisme revendiqué dérive en partie de la mémoire historique de la répression, et répond à la nécessité de construire une mobilisation populaire prolongée, d'obtenir le soutien de la société et de délégitimer l'État et ses stratégies répressives.

9. Le fondement des luttes pour des besoins vitaux et contre la marginalisation territoriale ainsi que de l'extension des domaines de conflit hors de la sphère de la production se situent dans les inégalités entre le Maroc « utile » et le Maroc « inutile ». Or, celles-ci n'ont cessé de se développer en raison de la logique du capitalisme global et des exigences propres d'une économie patrimoniale, dépendante et rentière.

- *Une féminisation accrue* : les politiques antipopulaires ont fragilisé l'entrée des femmes sur le marché du travail, déstructuré la fonction de reproduction sociale dans le cadre de la division sexuelle du travail. L'effritement du patriarcat traditionnel et les évolutions culturelles modifient, en particulier au sein des nouvelles générations, la perception des rôles et des statuts. La visibilité, la présence et le rôle des femmes dans les mouvements sociaux s'accroissent : majoritaires dans les mobilisations des enseignants et du personnel médical en formation, et principalement à l'initiative du Hirak de Zagora, elles ont joué un rôle déterminant dans l'extension du mouvement, ainsi que dans la visibilité de la lutte pour la libération des détenus politiques dans le Rif.
- *La désobéissance civile* : Décider de mener des actions non autorisées, refuser collectivement de payer les factures d'eau et d'électricité, camper sur les ruines des logements démolis ou des terres expropriées, boycotter les élections, des entreprises ou les canaux de « dialogue » imposés, franchir les « lignes rouges », opposer le légitime au légal, lézarder les tabous de l'ordre patriarcal, constituent des actes qui font jurisprudence dans la longue recomposition de la représentation collective. La désobéissance civile tend à devenir une pratique qui sert de référence.

Vers la crise politique ?

C'est la revendication de la justice sociale, de la liberté et de la dignité, qui lie entre eux les mouvements sociaux. S'affirment ainsi les éléments d'une contre-hégémonie populaire. « Vive le peuple » n'est pas qu'un élément de langage, mais aussi la revendication d'une citoyenneté articulée à des droits fondamentaux opposée à l'allégeance. Associée à la « dignité », cette revendication affirme le refus d'une déshumanisation – « le fait d'être pauvre n'implique pas d'être humilié et maltraité » –, où la vie de n'importe qui peut finir dans une benne à ordure ou dans une mine désaffectée.

Un travail social d'unification d'expériences et d'intérêts disparates, de catégorisation et de nomination d'une condition, que le pouvoir pousse à taire et à maintenir dans l'invisible, est en cours. Les registres d'actions, les slogans – « Faire la guerre à la pauvreté, c'est d'abord faire la guerre à ceux qui confisquent les richesses » –, les exigences revendicatives trouvent des points de

passage entre différentes résistances, même si ces dernières n'arrivent pas (encore ?) à s'articuler dans un mouvement global. Les obstacles restent nombreux : la répression, qui fait avorter les processus de solidarité ou d'enracinement des mouvements, la diversité des espaces et motifs de luttes, la faiblesse des organisations militantes, la spontanéité ou semi-spontanéité de ces mouvements, le niveau différencié des traditions et des expériences de luttes, des territoires et des secteurs sociaux.

Le pouvoir est confronté à une crise sans précédent. La façade démocratique, les ressources de légitimation traditionnelles, le recours à une répression massive ne permettent plus de contenir la montée des contestations sociales. Les politiques globales, les institutions et les figures de la caste au pouvoir sont contestées dans la rue et dans les urnes[10], enlevant à la monarchie sa crédibilité. Son discours annonçant qu'il « n'est responsable de rien », alors que tout le monde sait « qu'il décide de tout », ne convainc plus. La question sociale s'invite sur le terrain politique et fait éclater ses lignes de défense. Le temps politique qui s'annonce est celui d'affrontements majeurs et décisifs, loin de la mythologie de la stabilité et de l'« exceptionnalité historique » du Maroc.

Bibliographie

Lofti C. (2012), « Maroc : les ressorts de la monarchie, les conditions de la contestation », *Alternatives Sud*, Louvain-la-Neuve/Paris, CETRI/Syllepse.

Lofti C. (2017), « Maroc : la révolution qui vient », 27 juin, www.cetri.be/Maroc-la-revolution-qui-vient.

10. Même si le niveau de participation aux élections est très faible (autour de 20 % lors des dernières élections), les partis institutionnels, indépendamment de leurs « étiquettes », n'étant pas considérés comme des relais plausibles.

Tunisie : une transition sans rupture

Khadija Mohsen-Finan[1]

Si les avancées de la transition tunisienne sont indéniables, les demandes sociales du soulèvement de 2011 n'ont pas reçu de réponse. Les politiciens de l'ancien monde ont reconquis le terrain perdu et un présidentialisme à caractère autoritaire émerge. La rupture revendiquée par les jeunes tunisiens n'a donc pas eu lieu, mais le dynamisme de la société civile ne se dément pas, alors que les élections locales augurent de nouvelles perspectives.

Avec huit années de recul, force est de constater que la transition tunisienne a mêlé des éléments du passé et du présent, sans la rupture institutionnelle ou symbolique souhaitée par les manifestants en 2011. Un assemblage qui complique la lecture d'une vie politique émaillée d'ambiguïtés, dont la moindre n'est pas l'existence d'un personnel politique qui agit comme par le passé dans un environnement qui s'est, lui, totalement modifié.

Les élections municipales du 6 mai 2018 ont été une illustration de cette coexistence entre le schéma politique ancien et une réelle volonté de changement, incarnée par des hommes et des femmes qui se sont présentés sur des listes indépendantes, et qui gèrent aujourd'hui des villes dans la banlieue de Tunis comme La Marsa ou encore l'Ariana, véritables laboratoires du changement politique par le local.

---

1. Politologue et historienne, professeure et chercheuse à l'Université de Paris I-Panthéon Sorbonne, collaboratrice au magazine *Orient XXI*, coauteure de *Dissidents du Maghreb*, Paris, Belin, 2018.

Dans cette configuration quelque peu atypique d'une transition qui se réalise sans remettre en cause le passé, l'élément moteur reste certainement la société civile, vigilante et toujours prompte à rappeler qu'une grande révolution s'est produite huit ans plus tôt.

Des élites dirigeantes de l'ancien monde

Si les demandes sociales furent bien à l'origine du soulèvement de 2011, les manifestants étaient animés d'une formidable envie d'en finir avec le système en place. Ces Tunisiens dans la rue prônaient une rupture absolue avec le passé et appelaient à dissoudre l'ancien régime. Ils refusèrent la voie réformiste d'une révision de la Constitution de 1959 et de l'organisation d'une élection présidentielle. C'est au nom d'une « légitimité révolutionnaire » que personne ne savait définir précisément que les deux premiers gouvernements, formés par l'ancien Premier ministre de Ben Ali, Mohamed Ghanouchi, ont été contraints à la démission au début de l'année 2011.

La rupture était donc le maître mot de cette première séquence de la transition. Mais cet engouement pour le rejet du passé politique allait être assez tôt contrarié par l'arrivée de Béji Caïd Essebssi à la tête du gouvernement, en mars 2011. Né en 1926, l'ancien ministre de Bourguiba, appelé à diriger le troisième gouvernement de la Tunisie postrévolutionnaire, s'inscrivait dans la continuité historique de la Tunisie indépendante et se donnait pour mission de poursuivre le projet moderniste de Bourguiba. Il s'efforça de décrisper la tension sur l'illégitimité du passé, tout en rassurant les modernistes qui craignaient que le changement ne profite d'abord aux islamistes.

Béji Caïd Essebssi n'était pas convaincu par les acquis de la révolution. L'option de la rue pour une Assemblée constituante n'avait pas sa faveur et la figure du citoyen protestataire, consacrée en 2011, ne l'enchantait pas outre mesure – la politique devait s'exercer dans les institutions et les décisions ne pouvaient venir par le bas. Bref, l'effervescence révolutionnaire n'était que désordre. Entendant restaurer l'autorité et le prestige de l'État, sa mission se limita dès lors à conduire le pays aux élections de 2011.

En réalité, l'homme avait un projet parallèle : affaiblir Ennahda, le principal parti islamiste, et récupérer les anciens cadres du Rassemblement constitutionnel démocratique (RCD), le parti de Ben Ali, dans le giron d'une formation, Nidaa Tounès, qu'il allait mettre en place en 2012, une fois sa mission gouvernementale

terminée. Ce parti rassembla tous les mécontents de la transition : cadres de l'ancien régime se présentant sous l'appellation générique de « destouriens[2] », mais aussi « modernistes » craignant de voir le pays dirigé par les islamistes d'Ennahda.

Un schéma transitionnel émaillé d'ambiguïtés

Les premières élections libres du pays, le 23 octobre 2011, ont consacré la victoire de trois formations qui avaient fait campagne sur la notion de rupture : Ennahda, le Congrès pour la république (ou El Mottamar, créé en 2001 par des militants des droits de l'homme) et le Forum démocratique pour le travail et les libertés (ou Ettakatol, centre-gauche). Mais Nidaa Tounès capitalisa sur les échecs de la coalition des trois formations ayant gagné les élections de 2011. Dominé par Ennahda, qui avait obtenu la majorité des sièges à l'Assemblée constituante, l'exécutif allait rapidement révéler son inexpérience. Celle-ci dérivait de la difficulté, pour les islamistes comme pour les sociaux-démocrates des deux autres partis (CPR et Ettakatol), de passer d'un statut de parti d'opposition, dont les cadres étaient en exil, à celui de parti de gouvernement.

Démocratiquement élue, la « troïka » ne répondit pas aux demandes sociales et n'engagea pas les réformes économiques nécessaires, tandis que la rédaction de la Constitution était paralysée par des débats idéologiques et que la mise en place des institutions de la justice transitionnelle, chargée de solder le passé autoritaire du pays, faisait du surplace. Ennahda, dont les membres avaient été victimes de l'ancien régime, reproduisit les méthodes du passé en octroyant des milliers de postes à ses proches, dans les administrations centrale et locales.

Sur le plan sécuritaire, la gestion des attaques salafistes provoqua une véritable crise de confiance entre citoyens et gouvernants. Ennahda était doublée sur sa droite par les islamistes radicaux, qui lui en voulaient de ne pas avoir saisi l'occasion de sa victoire aux élections de 2011 pour gouverner seule en appliquant la charia. Les assassinats de Chokri Belaïd et Mohamed Brahmi, deux responsables politiques de gauche, restèrent impunis. Ces meurtres

2. En référence au Parti socialiste destourien, parti-État créé en 1964, qui sera transformé en RCD par le président Ben Ali en 1988. Le RCD contrôlera la vie politique tunisienne avant d'être dissous dans la foulée de la révolution de 2011.

traumatisèrent la population et aggravèrent un peu plus les tensions entre islamistes et modernistes.

Durant l'été 2013, une partie de la société demanda la démission du gouvernement dirigé par l'islamiste Ali Laarayadh. Mais ce dernier s'accrocha à la légitimité électorale, sans mesurer l'importance du mouvement de protestation, dont les éléments les plus déterminés, rejoints par soixante députés, campèrent jour et nuit devant le siège du parlement. La déposition du président égyptien Mohamed Morsi, le 3 juillet 2013, souda ce mouvement de désobéissance civile qui entendait placer la légitimité consensuelle au-dessus de la légitimité électorale en matière de gouvernance du pays. L'impasse paraissait totale.

Quatre organisations[3] proposèrent alors un scénario de sortie de crise : la tenue d'un dialogue national regroupant toutes les formations politiques siégeant à l'Assemblée nationale constituante. Ce dialogue aboutit, en janvier 2014, à la mise en place d'un gouvernement composé de personnalités indépendantes et dirigé par Mehdi Jomâa, d'Ennahda. Face à cette politique de dialogue et de rapprochement, Rached Ghanouchi, le chef historique du mouvement islamiste Ennahda, et Béji Caïd Essebssi, fondateur de Nidaa Tounès, réalisent qu'aucune de leurs deux grandes formations ne peut gouverner sans l'autre. Ils n'entendent pas non plus rester extérieurs au dialogue national, qui a permis de sortir de la crise politique de 2013. Les deux chefs politiques se rencontrent à Paris en août 2013 et se mettent d'accord pour arrondir les positions les plus tranchées de leurs militants respectifs.

Ennahda abandonne ainsi sa revendication de l'introduction de la référence à la charia dans la Constitution en cours de rédaction. Elle accepte également que la femme soit mentionnée comme l'égale de l'homme et non complémentaire à celui-ci. Ennahda, qui décide de se faire oublier pendant un temps, se retire du gouvernement. Béji Caïd Essebssi profite de la conjoncture pour imposer son parti, Nidaa Tounès. Il met en avant les vertus du consensus politique et se pose en rassembleur. Mais, en faisant mine d'œuvrer avec les islamistes qui ont décidé de faire le dos rond, il sait qu'il a la scène politique pour lui. Il la reconfigure en imposant la bipolarité

3. L'Union générale des travailleurs tunisiens (UGTT), l'Union tunisienne de l'industrie, du commerce et de l'artisanat (UTICA, la centrale patronale), la Ligue tunisienne des droits de l'homme et l'Ordre des avocats.

Nidaa Tounès-Ennahda durant la campagne électorale pour les élections législative et présidentielle de 2014, torpille le pluralisme politique né en 2011 et gomme la nécessité de la rupture politique et symbolique avec l'ancien régime.

Cette frontière entre passé et présent, voulue par la population en 2011, Béji Caïd Essebssi la défait au nom de l'unité du pays, du rassemblement de la population et de l'évitement du conflit entre les camps islamiste et moderniste. Malgré de réelles avancées politiques, puisque les élections sont libres et que la Constitution de 2014 garantit les libertés fondamentales, l'esprit de 2011 a disparu.

Autoritarisme revisité

Au fil des ans, la nécessité d'un rapprochement entre les deux factions politiques s'est faite moins évidente et le vieil antagonisme entre islamisme et modernisme a repris le dessus. D'autant que dans la culture politique du pays, le partage du pouvoir n'est pas bien compris et qu'il faut nécessairement un vainqueur qui tienne visiblement les rênes du pouvoir. Béji Caïd Essebssi pense que ce ne peut être que lui. En fin politique, Rached Ghanouchi le laisse faire, tout en optant, après les élections de 2014, pour un régime semi-parlementaire qui octroie l'essentiel du pouvoir au chef du gouvernement et à l'Assemblée des représentants du peuple.

Confortablement installé au palais de Carthage, en tant que chef de l'État élu au suffrage universel, Béji Caïd Essebssi se pense en nouveau Bourguiba, doté des pleins pouvoirs. Il est également convaincu que le parlement n'est qu'une caisse de résonance des décisions prises par le président de la république et que le Premier ministre qu'il choisit, en accord avec Ennahda certes, n'est qu'un exécutant susceptible de servir de fusible en cas de crise politique.

L'erreur de jugement est lourde de conséquences pour le fonctionnement de la vie politique tunisienne. Car les temps ont changé et l'environnement s'est modifié. C'est une société profondément différente qui observe, médusée, un chef d'État tentant péniblement de se couler dans le moule bourguibien, présidentialisant le régime et faisant des offres de réformes sociétales. Le 13 août 2017, à l'occasion de la fête de la femme, le président abroge une circulaire de 1973 qui proscrit le mariage d'une Tunisienne musulmane avec un non-musulman, réactivant un débat récurent sur l'égalité des sexes en matière d'héritage. Il entend ainsi resserrer autour de lui une

opinion moderniste qui avait largement voté pour lui en 2014 et avait été déçue par sa politique.

Trois semaines plus tard, le 7 septembre 2017, dans une interview télévisée, il s'en prend violemment au régime parlementaire, responsable selon lui de l'inefficacité du gouvernement. Il estime qu'il faut réviser la Constitution de 2014 et réduire les contre-pouvoirs. Le 17 septembre 2017, les cadres de l'ancien régime, c'est-à-dire les membres du parti de Ben Ali, le RCD, se voient protégés par une loi dite de réconciliation administrative, que Béji Caïd Essebssi a réussi à faire voter. Elle permet de suspendre les poursuites judiciaires contre les cadres de l'ancien régime.

Au cours de l'été 2017, Béji Caïd Essebssi semble ainsi avoir pris l'ascendant sur le champ politique. Il a tiré parti de la conjoncture défavorable pour les islamistes d'Ennahda, affaiblis sur le plan interne comme sur la scène régionale. Il a également réussi à placer son propre fils à la tête de Nidaa Tounès. Enfin, il a réhabilité le personnel politique de Ben Ali, qui constitue l'ossature de son parti, et n'a pas rencontré d'opposition à l'adoption de dispositions visant à revenir à un régime présidentiel fort. Aucun contre-pouvoir réel ne s'opposant à lui, il a même bloqué le projet de lutte contre la corruption initié par son Premier ministre, qui tente par tous les moyens de se maintenir au pouvoir, et a obstrué le chantier de la justice transitionnelle, malgré le volontarisme de la grande dissidente Syhem Ben Sedrine, en charge de ce dossier.

Société civile contre société politique

Le véritable obstacle à l'hégémonie des deux grandes formations politiques réside en réalité dans le dynamisme de la société civile. Si la Constitution de 1959 garantissait l'action citoyenne, le contrôle de la vie associative a longtemps constitué un véritable obstacle à l'émergence d'un espace public. Une poignée d'associations, essentiellement actives dans la défense des droits de l'homme, était parvenue à constituer des poches de résistance, en se réfugiant dans une semi-clandestinité qui les a quelque peu coupées de la population. En 2011, si elles n'ont pas été à l'origine du soulèvement, ces associations dites « historiques » (puisqu'elles existaient déjà avant la révolution) sont devenues des piliers de la transition démocratique, et nombre de leurs acteurs ont trouvé leur place dans les institutions naissantes ou au sein du gouvernement.

Au cours des huit années de transition, les associations ont accompli un travail de veille et de contrôle démocratiques, faisant le lien entre les partis politiques et les demandes citoyennes. Leur implication dans les élections municipales du 6 mai 2018, les premières depuis la révolution, avait véritablement valeur de baromètre, tant cette consultation était importante dans la vie politique du pays. L'enjeu était d'ancrer la démocratie au niveau local et, pour les partis, de renforcer et de consolider leur présence au plan régional, avant les scrutins législatif et présidentiel de 2019.

Pour ces premières élections municipales depuis la révolution, le taux de participation a été particulièrement bas : 33,7 %, soit deux fois moins que lors des élections législative et présidentielle de 2014. Les deux grandes formations qui dominent la vie politique depuis 2014 ont été sanctionnées ; Nidaa Tounès surtout, qui perd les deux tiers de ses électeurs par rapport au précédent scrutin, mais aussi Ennahda qui, malgré une discipline de vote, perd la moitié de son électorat de 2014.

Ces élections ont révélé la décomposition de Nidaa Tounès et le rejet massif des deux hommes du passé : Béji Caïd Essebssi et Rached Ghanouchi. Les islamistes parviennent néanmoins à obtenir la gestion de cent trente mairies, tandis que Nidaa Tounès n'en obtient que quatre-vingt. L'hégémonie de ces deux formations conservatrices a été mise à mal par des listes indépendantes, conduites par des figures de la société civile qui obtiennent cent quatorze mairies et arrivent en tête de ces élections en termes de sièges. Là est la véritable surprise de ce scrutin, qui ouvre de nouvelles perspectives à la jeune démocratie tunisienne.

Transversales

Moyen-Orient : la régionalisation des conflits

Ozcan Yilmaz[1]

La « régionalisation » des conflits au Moyen-Orient s'est traduite par une intensification des rivalités entre l'Arabie saoudite, l'Iran et la Turquie. Si la fracture religieuse est un facteur explicatif, d'autres références – identitaires, nationalistes, etc. – sont mobilisées selon les contextes et les époques pour structurer la vie politique et tendre vers des objectifs géopolitiques.

Les notions de « guerres de religion », de « chiites *versus* sunnites », etc. dominent les analyses sur le Moyen-Orient. Elles se réfèrent à la « régionalisation » actuelle des conflits ; soit l'implication d'acteurs (étatiques ou non) extérieurs, faisant déborder le conflit au-delà de ses frontières nationales. L'Arabie saoudite, l'Iran et, dans une moindre mesure, la Turquie se livreraient ainsi une « guerre froide » ou des « guerres par procuration » pour la domination de la région. Ces analyses accordent une place centrale aux identités religieuses ; celles-ci détermineraient les choix politiques et la nature même des conflits en cours.

En réalité, selon les contextes, des références différentes – religieuses, identitaires, nationalistes, etc. – sont mobilisées par l'Arabie saoudite, l'Iran et la Turquie pour structurer la vie politique au Moyen-Orient et atteindre leurs objectifs géopolitiques. Cependant, la régionalisation des conflits a contribué à intensifier la rivalité entre ces États et à mobiliser les références religieuses. Ces trois États

---

1. Docteur de l'Institut de hautes études internationales et du développement-IHEID, professeur d'histoire de la Turquie et du Moyen-Orient à l'Université de Genève (Global Studies Institute).

n'entretiennent pas moins une rivalité structurelle de longue date, mais dont l'intensité et l'expression ont varié.

Guerre froide

Les conflits omanais (1955-1957 ; 1964-1976), ainsi que la guerre civile du Yémen du Nord (1962-1970) constituent autant d'exemples de régionalisation. En septembre 1962, des mouvements pro-nassséristes prennent le pouvoir et déclarent la République du Yémen du Nord. Craignant l'influence des projets d'union arabe de Nasser, l'Arabie saoudite soutient le camp des « royalistes » (même si ceux-ci sont considérés comme hérétiques par l'idéologie officielle saoudienne, le wahhabisme) contre les « républicains » soutenus par l'Égypte, qui intervient militairement.

Cette guerre, présentée comme le « résultat » du conflit entre les camps soviétique et occidental (Westad, 2007), ne fait pas référence aux identités religieuses, pourtant présentes. Bien que ses origines et enjeux soient locaux, le conflit s'exprime à travers les références idéologiques et discursives de la Guerre froide et du panarabisme. Redoutant l'influence iranienne sur les deux rives du détroit d'Ormuz (dès 1973, l'Iran intervient militairement dans le conflit omanais) et l'influence égyptienne et soviétique à sa frontière via le Yémen du Sud, l'allié de l'Union soviétique, l'Arabie saoudite aide aussi le sultan qui écrase la rébellion marxiste du Dhofar.

La guerre civile libanaise (1975-1989) se régionalise aussi, mais son évolution est déterminée par les interventions israélo-syriennes. En renforçant les divisions confessionnelles, ces interventions contribuent à leur politisation et à la diffusion du référent religieux. L'Arabie saoudite et l'Iran s'impliquent, quant à eux, à travers la mise en place d'une force d'interposition interarabe (la Force arabe de dissuasion) en 1976, et la création du Hezbollah (été 1982). Mais c'est dans les années 2000 que le Liban devient leur terrain d'affrontement.

Ainsi, les protagonistes des « guerres confessionnelles » actuelles sont actifs depuis longtemps dans plusieurs conflits régionalisés, mais, par le biais de leurs alliances avec l'Occident, ils insèrent leurs implications dans la rivalité Est-Ouest. La « menace commune » (les projets d'Union arabe et le communisme) et l'alignement sur une grande puissance (la Grande-Bretagne ou les États-Unis) déterminent l'intensité et la codification discursive de leur rivalité.

Les premières tensions entre l'Iran et l'Arabie saoudite surviennent dans le contexte du retrait de la Grande-Bretagne du Golfe persique dès 1971, et d'une phase de détente entre l'Union soviétique et l'Iran ; ce qui permet à ce dernier de « retourner au Golfe persique ». L'Iran renonce à ses revendications sur le Bahreïn, mais prend le contrôle, en novembre 1971, des îlots d'Abou Moussa, Grande et Petite Tomb. Les tensions émergent rapidement avec l'Arabie saoudite, qui a des visées territoriales dans la région, et qui se sent menacée.

Pour éviter le « vide » de pouvoir susceptible de profiter aux Soviétiques, les États-Unis se substituent à la Grande-Bretagne. Ils apportent une aide militaire à l'Iran, qui cherche à s'affirmer comme le « gendarme du Golfe », tout en développant les capacités militaires saoudiennes, pour éviter les tensions avec ce pays. En fondant la sécurité de leurs intérêts dans le Golfe sur ces « deux piliers », les États-Unis atténuent les tensions et contribuent à la stabilisation régionale. Mais, celle-ci ne résistera pas au choc de la révolution islamique de février 1979.

Révolution iranienne et instabilité régionale

La révolution islamique détruit l'alliance irano-états-unienne, pilier central de l'entente entre l'Iran et l'Arabie saoudite. Son impact régional est rapide et dévastateur car elle a lieu dans un moment de déstabilisation régionale, caractérisée par la politisation de la religion. En effet, la paix séparée avec Israël, synonyme de la fin du panarabisme, marginalise l'Égypte, qui constituait une « menace commune » pour l'Arabie saoudite, la Turquie, l'Iran et Israël. L'échec du nationalisme et de la gauche arabes entraîne un renouveau de l'islamisme politique, qui revient sous une forme violente, notamment avec l'assassinat de Sadate en octobre 1981, et s'impose comme le facteur dominant de la politique moyen-orientale.

L'invasion soviétique en Afghanistan (fin décembre 1979) accentue ce processus. En 1977, le chef de l'armée, Zia ul-Haq, prend le pouvoir au Pakistan à la suite d'un coup d'État. Pour faire face aux menaces soviétique et iranienne, et légitimer son pouvoir, il procède à une islamisation de la société et transforme le pays en partenaire décisif de la stratégie antisoviétique nord-américaine en Afghanistan ; stratégie dont l'Arabie saoudite devient, sur les plans financier et idéologique, un élément central.

La volonté iranienne d'« exporter la révolution islamique » aggrave cette évolution. En septembre 1980, les tensions débouchent sur la guerre Iran-Irak (1980-1988), qui devient un autre terrain de mobilisation des références religieuses. L'Irak promet une nouvelle victoire des Arabes sur les Perses, alors que l'Iran réactualise la bataille de Karbala et le martyre d'Hussein de 680. La prise de la Grande Mosquée de La Mecque et l'agitation populaire des chiites saoudiens dans la région de Hasa en 1979, la rhétorique révolutionnaire iranienne remettant en cause la légitimité des monarchies du Golfe et assurant de son soutien le renversement des régimes oppresseurs et corrompus accélèrent ce processus, inquiètent l'Arabie saoudite.

Pour faire face au « danger iranien », elle soutient la « digue irakienne » (Razoux, 2013), renforce les mouvements salafistes sunnites, qui deviennent le fer de lance de la lutte contre la République islamique et l'Union soviétique en Afghanistan, et met en place, en mai 1981, le Conseil de coopération du Golfe. Émerge ainsi une zone d'instabilité allant de l'Afghanistan au Liban, et comprenant la Turquie, caractérisée par l'instrumentalisation de l'islam politique.

L'impact de la révolution islamique sur la Turquie est aussi important. Pour lutter à la fois contre la gauche, le nationalisme kurde et les influences de la révolution islamique en Iran, les auteurs du coup d'État de septembre 1980 adoptent la doctrine turco-islamique, version islamiste du nationalisme turc. Le passé ottoman et islamique, et les valeurs conservatrices sont promus. Cet islamisme nationaliste est renforcé par l'exode rural, les crises économiques et politiques. Il jouera un rôle décisif dans le « retour turc au Moyen-Orient » à partir des années 1990.

L'invasion israélienne au Liban en juin 1982 contribue à l'instabilité régionale et à la mobilisation des références identitaires. Cela aggrave davantage la guerre civile libanaise et, en entrainant l'Iran dans les rivalités interarabes, débouche sur la mise en place de l'un des éléments fondamentaux des tensions actuelles : l'axe Damas-Téhéran. En conflit avec l'Irak, la Syrie se rapproche en effet de l'Iran, en guerre avec l'Irak. Ce dispositif sécuritaire est complété par le Hezbollah, qui devient le fer de lance de la lutte contre l'occupation israélienne, et le relais de l'influence iranienne. La fin de la guerre Iran-Irak, la mort de Khomeiny (1989) et la fin de la Guerre froide aboutissent à une détente. L'invasion irakienne du Koweït

change la perception sécuritaire ; l'Iran n'est plus perçu comme la principale menace pour la sécurité régionale.

Post-Guerre froide

L'opération onusienne « Tempête du désert » de 1991 chasse rapidement les troupes irakiennes du Koweït. Mais, elle aboutit au « retour » de la Turquie au Moyen-Orient. La Guerre froide terminée, la Turquie craint que cela signifie la fin de son importance stratégique, et constate que son appartenance à l'Occident est remise en question. Elle intensifie ses relations avec le Moyen-Orient à travers la politique de « néo-ottomanisme » dont le but est de lui octroyer un rôle de leader régional dans l'ex-espace ottoman. La Turquie soutient activement la guerre contre l'Irak et développe ses relations commerciales et culturelles avec les pays arabes.

La réaction militaire rapide des États-Unis contre Saddam Hussein atténue les inquiétudes, aboutissant à la reprise des relations diplomatiques entre l'Iran et l'Arabie saoudite et à une amélioration de leurs rapports. Cependant, le rapprochement se fragilise dans les années 2000. La stabilité régionale est de nouveau ébranlée. La régionalisation des conflits au Liban, en Irak, au Yémen et en Syrie débouche sur des tensions irano-saoudienne. En classant l'Iran dans l'« axe du Mal » et en annonçant leur volonté d'encourager les changements de régime, les États-Unis inquiètent fortement le régime iranien. Paradoxalement, les interventions en Afghanistan et en Irak, qui ont fait disparaître les menaces des talibans et des baasistes irakiens, permettent à l'Iran de disposer d'une marge de manœuvre plus importante et de dominer la vie politique irakienne.

Le Liban devient, pour certains gouvernements arabes, une autre source d'inquiétudes. À la suite du retrait israélien, en mai 2000, le Hezbollah devient un véritable État dans l'État et contribue à l'extension de l'influence iranienne. L'assassinat de Rafiq Hariri (le 14 février 2005), les guerres successives avec Israël et ses victoires électorales aggravent d'autant plus les inquiétudes que l'Iran s'empare des thèmes ayant une forte résonance dans l'opinion publique arabe.

Le président iranien Mahmoud Ahmadinejad, élu en août 2005, cherche ainsi à se faire le champion de l'hostilité à l'État d'Israël et de la défense de la cause palestinienne. Pour faire face aux difficultés économiques et politiques, ainsi que pour souder la population iranienne autour de son programme conservateur, il

réactualise le discours révolutionnaire et adopte un ton agressif sur plan international.

La fin de l'encerclement de l'Iran et le renforcement des chiites irakiens et libanais conduisent certains dirigeants arabes à proposer une lecture confessionnelle. Ils accusent l'Iran de chercher à créer un « croissant chiite » qui s'étendrait du Liban au Golfe persique, en passant par la Syrie et l'Iran[2]. La reprise iranienne, en août 2005, des activités nucléaires ne fait qu'accroître leurs inquiétudes.

Les printemps arabes

Avec les printemps arabes, ce processus de confessionnalisation parvient à son point culminant. Certains gouvernements, pour assurer leur survie, d'autres pour légitimer leurs implications, instrumentalisent les divisions confessionnelles. L'effondrement de l'État en Irak, au Yémen et en Syrie aggrave davantage ces divisions.

La Turquie de l'AKP (Parti pour la justice et le développement) semble être le plus grand bénéficiaire de cette transformation. Grâce à ses réformes de démocratisation et (jusqu'à il y a peu) ses résultats économiques, elle présente le « modèle turc » comme un modèle conciliant l'islam, la démocratie et l'économie libérale. Mais face à la chute rapide de certains régimes autoritaires et l'arrivée au pouvoir de partis islamistes avec lesquels il a une certaine proximité idéologique, le gouvernement turc se montre incapable de résister à la tentation du leadership du bloc sunnite.

Son soutien actif aux rebelles syriens détériore ses relations avec les alliés de Damas, l'Iran, l'Irak et la Russie, et l'insère dans les rivalités régionales. Dès 2014, la Turquie se rapproche de l'Arabie saoudite, qui veut également la chute du régime syrien. Erdogan, de son côté, approuve l'intervention militaire saoudienne au Yémen, en mars 2015, pour stopper l'avancée des rebelles houthis soutenus par l'Iran, et dénonce de même l'« *expansion perse à la source de la déstabilisation de la région* » (Duran, 2017).

Cependant, le désengagement nord-américain au Moyen-Orient et le refus du président Obama d'intervenir en Syrie modifient les alliances. Pour l'Arabie saoudite, l'accord de juillet 2015 sur le nucléaire iranien brise définitivement l'isolement de l'Iran et normalise les relations diplomatiques de la République islamique. La mort des

2. Le roi Abdallah de Jordanie est le premier à utiliser cette notion dans une interview publiée dans le *Washington Post* du 8 décembre 2004.

pèlerins iraniens à La Mecque, en septembre 2015, l'exécution des opposants chiites saoudiens, dont le cheikh al-Nimr, et les attaques contre l'ambassade saoudienne à Téhéran aboutissent à la rupture des relations diplomatiques entre les deux pays.

L'élection de Donald Trump, hostile à l'accord sur le nucléaire et favorable à l'isolement de l'Iran encourage l'Arabie saoudite. Celle-ci soutient fortement les positions israélienne et nord-américaine d'endiguer l'influence iranienne et, à travers une politique de sanctions et d'isolement, de provoquer le changement de régime en Iran. En juin 2017, soutenue par l'Égypte, les Émirats arabes unis et le Bahreïn, elle rompt les relations avec le Qatar, en raison de son « soutien aux terroristes » (les Frères musulmans égyptiens et des groupes apparentés en Palestine et en Syrie) et de son « refus de participer à l'isolement de l'Iran ».

La crise du Qatar met fin au rapprochement turco-saoudien. Constatant que le régime d'el-Assad est loin de tomber, la Turquie modifie ses priorités en Syrie, et cherche à empêcher l'élargissement et la stabilisation de la zone autonome kurde créée dès 2012. Son opposition aux Kurdes syriens, soutenus par les États-Unis dans leur lutte contre l'État islamique, génère de fortes tensions avec le gouvernement nord-américain et ses alliés de l'OTAN. Mais, le succès de sa stratégie d'« endiguement des Kurdes » dépend de la Russie et de l'Iran, sans lesquels elle ne peut pas agir en Syrie.

Dès 2017, la Turquie améliore ses relations avec la Russie et l'Iran, avec lesquels elle négocie la résolution du conflit syrien à travers le processus d'Astana. Ce rapprochement a accru les tensions avec ses alliés traditionnels. Mais, considérant le nationalisme kurde, dans toute la région, comme un « danger existentiel », la Turquie n'est pas prête à y mettre fin. Dans la crise qatarie, elle a dénoncé la position saoudienne et, avec l'Iran, permis au Qatar de briser le blocus saoudien.

Conclusions

L'intensité des rivalités moyen-orientales dépend de l'attitude et de la présence des grandes puissances dans la région. L'effondrement d'États, l'implication de l'Arabie saoudite, de l'Iran et de la Turquie dans les conflits actuels, l'attitude de l'administration Trump par rapport à l'Iran, les dépenses militaires, la centralisation et la personnalisation du pouvoir, surtout en Arabie saoudite et en Turquie, peuvent faire craindre le pire.

Cependant, l'expérience des guerres passées, les difficultés économiques et les conflits internes (en Turquie et en Iran), les divisions politiques et théologiques du « camp chiite », de même que les tensions dans le « bloc sunnite », invitent à la nuance. De plus, il existe des enjeux communs : le nationalisme kurde pour l'Iran, la Turquie, l'Irak et la Syrie ; et le danger présenté par l'État islamique que, *de facto*, l'Iran et l'Arabie saoudite ont combattu ensemble. Autant d'éléments permettant d'affirmer qu'il ne s'agit pas de blocs homogènes, dont la conduite serait déterminée par le seul élément religieux, mais bien d'acteurs capables d'éviter un conflit militaire à grande échelle.

Bibliographie

Djalili M.-R. (2005), *Géopolitique de l'Iran,* Bruxelles, Complexe.

Da Lage O. (2007), *Géopolitique de l'Arabie saoudite,* Bruxelles, Complexe.

Duran B. (2017), « Körfez'le işbirliğinin imkân ve sınırları », *Sabah,* 17 février, www.sabah.com.tr.

Razoux P. (2013), *Guerre Iran-Irak, 1980-1988 : première guerre du Golfe*, Paris, Perrin.

Westad O. A. (2007), *The Global Cold War*, Cambridge, Cambridge University Press.

Moyen-Orient : des mobilisations sociales face aux menaces environnementales ?

Jonathan Piron[1]

Face aux dégradations environnementales qui affectent les sociétés du Maghreb et du Moyen-Orient, l'attentisme des pouvoirs en place reste de mise. Pour les secteurs populaires, les impacts, déjà problématiques, entraînent précarisation, voire migrations. Si la prise de conscience est en hausse, les sociétés civiles peinent à s'organiser efficacement. Les régimes autoritaires mis en cause empêchent ou étouffent les velléités contestataires.

Loin d'être un fait anodin, les changements environnementaux affectent les sociétés du Maghreb et du Moyen-Orient. Menacées de catastrophe climatique, certaines parties du bassin méditerranéen pourraient devenir inhabitables à l'horizon 2100 (Chandler, 2015). De ce croissant infertile émergeraient de nouvelles tensions et violences. Un rapport de 2011 du Programme alimentaire mondial (PAM) concluait ainsi que les chocs météorologiques à venir dans la région pourraient aboutir à des déstabilisations sociales, voire politiques, en l'absence de mesures d'adaptation et d'atténuation efficaces (Brinkman et Hendrix, 2011).

Sans attendre l'horizon lointain de 2100, différents pays de la région sont déjà confrontés à des impacts importants, affectant aussi bien les écosystèmes que les populations. Deux responsables sont clairement identifiés : le changement climatique, qui accélère la

1. Historien et politologue, chercheur au sein d'Etopia (www.etopia.be), spécialiste de l'Iran, professeur de relations internationales contemporaines à la Haute école libre mosane - Helmo, Liège.

récurrence des périodes de sécheresse et amène les températures à des niveaux jamais atteints, tout d'abord. La mauvaise gouvernance ensuite, qui voit de nombreuses politiques publiques mises en place, sans réelle réflexion quant aux impacts sur l'environnement. La combinaison de ces deux facteurs crée un processus d'autant plus détonnant que l'attentisme reste encore de mise de la part des pouvoirs en place.

Cette absence de réponses efficaces n'est pas neuve. Bénéficiant de peu d'attention politique, les enjeux environnementaux ont longtemps été rejetés à la marge des priorités des États de l'espace moyen-oriental[2]. Renforcé par l'essor de l'industrialisation, de la croissance de la population et d'une approche productiviste des ressources, le rapport entre la nature et l'homme n'a souvent été perçu que sous une dimension utilitariste. Via le discours de la « modernité », développé dans les années 1960, les différents régimes de la région ont cherché à démontrer leur capacité à rejoindre le monde dit développé grâce une pléthore de grands projets, allant de la construction de barrages hydrauliques gigantesques à une agriculture industrielle destinée à assurer l'autosuffisance. La création d'emplois issue de ces politiques renforçait les régimes qui bénéficiaient, en outre, d'une centralisation nécessaire à leur stabilité.

Ce « contrat social » se déchire progressivement au tournant des années 1990 et 2000, avec les différents processus de libéralisation des économies nationales. Le modèle de développement dirigé par l'État s'efface, tandis que les systèmes autoritaires et kleptocrates s'imposent en détruisant toute expérience de fabrique sociale au moyen d'une intense violence politique.

Marginalisés et démunis, divers groupes sociaux dont les fermiers et agriculteurs se retrouvent confrontés, au début du 21e siècle, à de nouveaux chocs, environnementaux cette fois-ci. Les ressources telles que l'air, l'eau, la terre, ainsi que la biodiversité montrent progressivement des signes d'essoufflement, voire d'épuisement. Les diverses politiques économiques contribuent à une surconsommation de ressources déjà limitées, principalement quant à l'accès à l'eau. La répétition de plus en plus rapprochée

2. En Iran, malgré la création d'un ministère de l'environnement dès 1971 et l'adhésion à différents traités internationaux protégeant faune et flore, les priorités écologiques passent après l'objectif de croissance. Au sein de la République islamique, le cabinet traitant des enjeux environnementaux n'est pas reconnu en tant que ministère.

de phénomènes environnementaux extrêmes, comme les sécheresses, achève de déstabiliser des communautés déjà fragiles.

Dans tout le Machrek, les zones agricoles se retrouvent soumises à d'intenses pressions forçant les agriculteurs à recourir à des pratiques non productives pour tenter de maintenir leurs productions : des forages « pirates » sont réalisés pour tenter d'accéder aux quelques nappes phréatiques encore disponibles, tandis que l'épandage massif de pesticides devient la norme pour protéger les cultures. Les conséquences sont dramatiques. L'accélération de l'épuisement des ressources en eau liée à la hausse des températures assèche définitivement certaines terres. Dans d'autres régions, la politique industrielle à tout-va finit par provoquer une pollution importante de l'environnement, tandis que les diverses villes de la région croulent sous une pollution de l'air dépassant souvent les recommandations mondiales.

Les effets : inégalités et crises

Face à ces phénomènes, les inégalités environnementales pointent leurs effets à la fois d'un point de vue macro et micro. Déjà, les États les plus riches du Moyen-Orient parviennent à se protéger plus efficacement que les pays à plus faibles revenus ou en conflit. Dotés de revenus en moyenne plus élevés, les habitants du Koweït, de l'Arabie saoudite, du Qatar peuvent plus aisément migrer vers le Nord, tandis que les villes sont allégrement pourvues en espaces climatisés. Ces différentes possibilités restent, toutefois, accessibles à une seule caste privilégiée. Pour la majorité des populations, les impacts des changements environnementaux sont violents, entraînant leur lot de perte d'emplois, de précarisation, voire de migrations.

Les zones rurales sont les premières concernées. Les régions du Chatt-el-Arab en Irak, d'Hassaké en Syrie et du Khouzestan en Iran ont vu et voient leurs agriculteurs soumis à d'intenses pressions économiques et sociales. Ne parvenant plus à assurer leurs récoltes, certaines familles d'agriculteurs dans les provinces agricoles du Khouzestan et d'Ispahan sont contraintes de trouver des emplois complémentaires parfois loin de leur ville ou village d'origine (Sareban, 2016). Les femmes sont aussi mises à contribution, voire les enfants. En désespoir de cause, certaines familles n'ont d'autre choix que de migrer vers les villes moyennes, où les seuls

espaces d'accueil sont les périphéries non dotées en services publics de base.

Les conséquences environnementales des conflits qui frappent ou ont frappé la région sont aussi dévastatrices pour les populations. Les exemples sont nombreux. En Irak, plus de mille civils ont été exposés à des émanations nocives résultant du ciblage de l'usine de soufre d'Al-Mishraq ; des milliers d'autres ont été exposés à la pollution des puits de pétrole en feu à Qayyarah, qui ont brûlé pendant plus de huit mois. Dans leur retraite, les djihadistes de Daech ont également détruit de nombreuses installations industrielles, polluant les sols et les nappes phréatiques indispensables à l'agriculture et aux populations locales (Hasan, 2017). En Syrie et au Yémen, les services de distribution d'eau ont été, à plusieurs reprises, spécifiquement visés par les belligérants.

Face à ces pressions et déstabilisations, les communautés et populations concernées tentent de se mobiliser. La prise de conscience environnementale est présente. Dans un sondage réalisé par l'Arab Forum for Environment and Development (AFED), en 2017, plus de 60 % des populations consultées des pays du Golfe et du Levant considéraient qu'au cours des dix dernières années la situation environnementale de leur pays s'était dégradée. Les résultats font état d'une vision négative, voire pessimiste de la situation, avec les plus hauts niveaux de mécontentement public enregistrés en Syrie (96 %), au Liban (91 %), au Yémen (90 %) et en Irak (74 %). Ces enjeux environnementaux ne sont d'ailleurs guère un tabou. Aussi bien en Irak qu'en Iran, la presse, même non libre, se fait le relais des préoccupations quant à la récurrence de plus en plus grande des phénomènes extrêmes. Cependant la société civile peine à s'organiser efficacement.

La mobilisation environnementale, en effet, est vue sous un œil suspicieux par certains régimes. De nombreuses pressions sont exercées contre les quelques groupes et militants s'investissant dans l'espace public. L'Iran est exemplatif de cette situation. L'année 2018 aura vu l'arrestation de nombreux activistes à travers le pays. Accusés d'espionnage pour une puissance étrangère, ces militants sont détenus le plus souvent de manière arbitraire[3]. Un

3. Plusieurs membres de la Persian Wildlife Heritage Foundation ont ainsi été arrêtés début 2018, de même que des organisateurs de manifestations environnementales organisées dans les différentes parties du pays.

cap est d'ailleurs atteint en février 2018, avec la mort non élucidée, dans sa cellule, de Kavous Seyed Emami, environnementaliste et professeur célèbre en Iran.

Face à l'absence de mesures protectrices, les communautés les moins protégées se mobilisent pour critiquer les pouvoirs publics. Depuis le début des années 2010, ces manifestations sont en pleine croissance. En Iran, début juillet, la ville de Khorramshahr, dans le Sud-Ouest du pays, a connu des rassemblements parfois violents contre la pénurie d'eau. Au même moment, en Irak, la province de Bassora était secouée par des manifestations identiques dénonçant l'incurie des pouvoirs publics face à la sécheresse et à la hausse de la salinité des ressources en eau.

Les revendications de ces mobilisations sont multiples, allant de la demande de services, en particulier l'accès à l'électricité et à l'eau, à la dénonciation de la pollution causée par les puits de pétrole et les zones industrielles, en passant par l'opposition à l'accaparement des terres. Les modèles d'action collective sont multiples, aussi bien dans leurs formes (spontanées, organisées) que dans leurs thématiques (sociales, culturelles, politiques) et leurs zones d'action (à l'échelle d'un quartier, d'une ville).

La principale caractéristique de ces mobilisations, toutefois, est celle de l'absence d'acteurs collectifs clairs. La structure autoritaire des régimes en place empêche, en effet, l'émergence d'un leadership structurant les revendications (que ce soit autour d'un programme collectivement adopté ou d'une campagne d'ampleur nationale). La défiance à l'égard des structures institutionnelles et l'éloignement par rapport à une intelligentsia en décalage avec les réalités concrètes favorisent également l'émergence de mouvements informels et décentralisés.

Une créativité dans la mobilisation sociale s'installe dès lors, suivant une dynamique lancée au détour des années 1990 et 2000, au cours desquelles apparaissent de nouveaux mouvements sociaux marqués par un réseautage horizontal ne nécessitant pas un leadership clair et dotés d'une capacité d'organisation en dehors d'une autorité centrale (Abdelrahman, 2015).

Le danger, cependant, outre les arrestations des militants, est celui de l'instrumentalisation de ces causes ; d'autres acteurs étant tentés de récupérer à leurs profits ces phénomènes de contestation, comme en Irak où certaines tribus y trouvent un justificatif à leurs luttes contre l'État central (Diani, 2008).

Conclusion : vers un accroissement des tensions environnementales ?

Le défi environnemental est un enjeu de taille pour le Moyen-Orient. Même si les changements environnementaux ne peuvent être catégorisés comme une cause de conflits tels quels, ils représentent un multiplicateur de menaces dans un espace déjà soumis à des tensions importantes. Sans prise en main réelle, les effets des changements environnementaux iront croissants au cours des prochaines décennies. Les conséquences seront dramatiques pour les populations locales.

C'est la notion de dignité (*karama* en arabe, *keramat* en persan) qui, au final, déterminera peut-être la manière dont ces tensions et contraintes évolueront. L'absence de prise en compte de cet élément ne pourrait qu'amener à l'essor du ressentiment, dont l'élément destructeur est important. Pour parvenir à répondre à ces menaces, un nouvel engagement à la fois local, national et régional engageant les différents acteurs doit être entrepris.

Bibliographie

Abdelrahman M. (2015), *Social Movements and the Question of Organisation : Egypt and Everywhere*, LSE Middle East Centre.

Arab Forum for Environment and Development (2017), *Arab Environment in 10 Years*, www.afedonline.org/.

Bayat A. (2017), *Revolution without Revolutionaries. Making Sense of the Arab Spring*, Stanford University Press.

Brinkman H.-J. et Hendrix C.S. (2011), *Food Insecurity and Violent Conflict : Causes, Consequences, and Addressing the Challenges*, World Food Programme, http://ucanr.edu/blogs/.

Brown O. et Crawford A. (2009), *Rising Temperatures, Rising Tensions : Climate change and the risk of violent conflict in the Middle East*, International Institute for Sustainable Development, www.iisd.org.

Busby J. (2018), *The State of the Field in Climate and Conflict*, A New Climate for Peace, www.newclimateforpeace.org.

Chandler D. L. (2015), *Study : Persian Gulf could experience deadly heat*, *Massachusetts Institute of Technology,* http://news.mit.edu/2015/.

Diani M. (2008), *Social Movement Theory and Grassroots Coalitions in the Middle-East*, ASA Annual Meeting, www.academia.edu/.

Fadaee S. (2012), *Social Movements in Iran : Environmentalism and Civil Society*, New York, Routledge.

Hasan H. (2017), « "Living under a Black Sky" : Iraq's post-conflict environmental Challenges », *Middle East Monitor,* www.middleeastmonitor.com/.

Khalqian J. (2017). *Mahkoumim bé hashiyeh neshin*, Meidaan, https://meidaan.com/.

Lopour J. (2016), *Yemen, Water and Conflict*, Centre for International Governance Innovation, www.cigionline.org.

Sareban V.H. (2016), « Analysis of the economic impact of drought on rural economy in Iran : A Case Study of Hir County », *International Journal of Farming and Allied Sciences*, 5, 3.

Stratfor Worldview (2018), « Iraq's water crisis gives the public one more reason to protest », *Strafor*, https://worldview.stratfor.com.

Tahbaz M. (2016), « Environmental challenges in today's Iran », *Iranian Studies*, vol. 49, p. 943-961.

Von Uexkull N. et col. (2016), *Civil Conflict Sensitivity to Growing-Season Drought*, National Academy of Sciences, www.pnas.org.

Genre et transformations sociopolitiques dans le monde arabe depuis 2010

Nicola Pratt[1]

Les réalités de genre sont étroitement liées à celles de la nation. Lors des printemps arabes, les identités sexuelles – comprises comme des normes construites – ont dès lors été l'enjeu de luttes féroces entre les tenants d'un ordre établi rétif aux changements et des collectifs de femmes refusant de se conformer aux attendus sociaux et revendiquant leurs droits. Les obstacles et les défis demeurent considérables.

L'accent mis sur les seules conséquences politiques ou géopolitiques de ce qui est appelé le « printemps arabe » ou les « soulèvements arabes » échoue à saisir les transformations sociopolitiques qui ont précédé la fin de l'année 2010, et qui ont donné depuis un nouvel élan. Les transformations des normes, des identités et des relations en termes de genre sont ainsi intrinsèquement liées aux bouleversements politiques depuis 2010, de même qu'aux résistances et dissensions antérieures. Le genre n'est donc pas une dimension détachée et secondaire dans l'étude des transformations sociopolitiques.

Nationalismes sexuels

Les chercheuses travaillant dans les domaines des relations internationales féministes, de la géopolitique critique féministe et des

1. Professeure associée au département d'études politiques et internationales de l'Université de Warwick. Ses recherches portent sur la politique internationale du Moyen-Orient dans une perspective féministe.

études féministes au Moyen-Orient ont démontré que les normes et les rapports de genre font partie intégrante des processus de construction de l'État, au travers de la fabrique des identités nationales et de la légitimité des régimes en place. Dans de nombreux pays arabes, les femmes ont été encouragées en matière éducative et d'emploi dans le cadre des plans de modernisation de l'État. Il était toutefois attendu qu'elles se conforment aux normes de modestie qui symbolisent l'« essence » de la nation.

La perte de légitimité et d'autorité des États lors des soulèvements arabes a produit une rupture en termes de genre et créé des marges de renégociation. Les normes ont été re-signifiées, subverties et réinscrites par des acteurs politiques concurrents – qu'ils soient révolutionnaires, contre-révolutionnaires ou postrévolutionnaires – dans le cadre de leurs projets politiques respectifs et dans leur quête du pouvoir.

Le genre a alors été déployé pour dresser une frontière entre le passé et le présent, entre « eux » et « nous », entre le régime en place et « les autres » qui cherchent à le supplanter (Göle, 1997 ; Yuval Davis, 1997 ; Al-Ali, 2005). La régulation et le contrôle du corps des femmes ont été au cœur de la renégociation des frontières entre le public et le privé dans la perspective d'un nouvel ordre politique, qu'il soit islamiste ou laïque, révolutionnaire ou contre-révolutionnaire (Al-Ali & Pratt, 2009 ; Al-Ali, 2012 ; Meari & Pratt, 2015).

Cette régulation a pu prendre la forme de nouvelles lois et de politiques régissant les rapports entre les sexes, d'un accès aux institutions politiques ou de mesures plus coercitives, telles que la violence à l'égard des femmes. Tous ces types de réglementation et de contrôle des corps de femmes ont fait partie intégrante des soulèvements arabes et de leurs conséquences.

Résistances des femmes avant et pendant les soulèvements

Les femmes ont, dès le départ, été très visibles dans les manifestations. En plus de prendre part aux protestations aux côtés des hommes, elles ont joué d'autres rôles auxiliaires d'importance, tels que la mobilisation sur les médias sociaux, l'investissement dans les hôpitaux, la collecte de nourriture et de fournitures et l'appui aux familles de personnes arrêtées ou tuées.

Les observateurs occidentaux se sont montrés surpris par cette présence féminine dans les rassemblements, alors que les femmes de la région ont de longue date – depuis l'occupation coloniale

européenne jusqu'à aujourd'hui – contribué à l'activisme social, aux révoltes, aux révolutions et à la résistance. Elles ont joué un rôle de premier plan dans les vagues de protestation et lors des grèves des travailleurs avant 2010 – en Égypte, en Tunisie, en Jordanie notamment –, ainsi que lors du soulèvement libanais contre l'occupation syrienne en 2005.

En dépit de la trajectoire de résistance de ces actrices, la société continue à considérer leurs contestations et leur militantisme comme une transgression des normes de genre. Les régimes en place et leurs partisans ont dès lors utilisé des formes d'humiliation et d'intimidation en termes de genre (« *gender shaming* ») pour discréditer les protestations. Au Yémen, l'ancien président Ali Abdullah Saleh a critiqué la mixité des manifestations allant, selon lui, à l'encontre de la loi islamique et a remis en cause l'intégrité sexuelle des opposantes. En Égypte, l'ancien porte-parole de l'armée Abdel Fattah El-Sissi (qui deviendra plus tard président) a questionné, quant à lui, la décence sexuelle des manifestantes et justifié ainsi l'utilisation de tests de virginité à leur encontre.

Participation politique des femmes et Constitution

Néanmoins, les périodes de bouleversements politiques, tels que les printemps arabes, constituent des moments exceptionnels au cours desquels les normes sociales peuvent être déstabilisées et transgressées. Outre leur participation aux manifestations ayant conduit à des changements de régime, de nombreuses femmes ont insisté pour prendre part aux processus de transition politique et exiger que les droits des femmes et la justice de genre soient inscrits à l'agenda politique. Beaucoup d'entre elles se sont impliquées dans des partis politiques, ont contribué à en créer de nouveaux et se sont présentées aux élections. En Tunisie, les femmes ont remporté respectivement plus de 27 % et 30 % des sièges aux élections législatives de 2011 et 2014, tandis qu'en Libye, elles en ont obtenu 16,5 % au premier parlement post-Kadhafi.

En Égypte, la situation s'est avérée plus décevante : seulement 2 % des sièges sont revenus aux femmes lors des élections de 2011. Toutefois, elles ont joué un rôle de premier plan dans plusieurs partis politiques nouvellement créés, tels que le Parti social-démocrate égyptien et le parti Dastour. Elles ont également cherché à influencer le processus de rédaction de la nouvelle Constitution, avec différents degrés de succès. En Tunisie, des articles garantissant

l'égalité des chances et la protection des femmes contre la violence figuraient dans la Constitution de 2014.

Au Yémen, les femmes ont obtenu 30 % de représentation au sein des délégations de la Conférence de dialogue national, ainsi qu'une délégation distincte de femmes. Elles ont également réussi à inclure certaines revendications dans la nouvelle Constitution, notamment un quota de 30 % dans les institutions ; à faire passer l'âge minimum du mariage à 18 ans et à garantir un statut juridique égalitaire. Cependant, ce texte n'a pu être ratifié avant le déclenchement du conflit en 2015. En revanche, la première Constitution égyptienne post-soulèvement, ratifiée en 2013 et dont la rédaction a été pilotée par les partis islamistes, représente une énorme déception : elle ne contenait aucune garantie relative aux droits des femmes et se référait à elles en fonction de leurs rôles au sein de la famille. Le texte de 2014 a apporté de nettes améliorations, mais comme nous le verrons ultérieurement, l'amélioration des droits s'est opérée dans un contexte hautement répressif.

Luttes contre les discriminations et les violences sexistes

L'une des principales réalisations des contestations arabes a été de renforcer des femmes – au-delà des cercles militants – de telle manière qu'elles dénoncent les discriminations dont elles faisaient l'objet. En Jordanie, la regrettée Nima Habshna a réclamé, à l'occasion des manifestions, le droit pour les femmes de transmettre leurs nationalités à leurs enfants, une question qui touche particulièrement les Jordaniennes mariées à des étrangers et dont les enfants sont alors traités comme tels. Elle a lancé la campagne « ma mère est jordanienne et sa nationalité est mon droit » qui a mobilisé avec succès de nombreuses personnes confrontées aux mêmes préoccupations.

La culture populaire a été une voie importante et créative par laquelle les femmes ont tenté de défier les normes de genre dominantes. Par exemple, en Égypte, le collectif « Women on Walls » a utilisé les graffitis pour défier les stéréotypes sur les femmes, en les représentant par exemple comme fortes et sans peur contre la violence policière et le harcèlement sexuel. Les graffeurs ont également célébré la bravoure de Samira Ibrahim, devenue une icône de la révolution égyptienne, lorsqu'elle a poursuivi en justice le médecin responsable d'avoir pratiqué un test de virginité dans une prison militaire ou celle de « bint al-binat », « la meilleure des filles » : nom

donné à cette inconnue « au soutien-gorge bleu » prise en photo lors de son agression par un policier en train de la déshabiller.

Les médias sociaux ont constitué un autre moyen pour mettre en lumière les enjeux de discrimination et de violence sexiste. Par exemple, le « Soulèvement des femmes dans le monde arabe », une plateforme de médias sociaux créée en 2011, a lancé une campagne d'envergure en 2012, invitant les femmes à poster une photo d'elles-mêmes expliquant pourquoi elles soutenaient le soulèvement. Des centaines de femmes, et même des hommes, de toute la région ont répondu à l'appel. En outre, nombre d'entre elles ont abordé des questions autrefois taboues, telles que l'homosexualité, l'avortement et la grossesse en dehors du mariage.

Transition et résistances aux changements

Néanmoins, d'énormes défis se sont posés aux femmes pour consolider les changements en termes de genre découlant de leur participation aux soulèvements. En dépit de leur représentation dans les institutions de transition, les femmes en Libye et au Yémen ont fait face à une résistance féroce des islamistes et d'acteurs conservateurs. En Libye par exemple, des femmes parlementaires « *se sont plaintes lors d'interviews que le chef* [du Congrès général national] *interrompait leurs discours* […] *ou les ignoraient dans les discussions* ». Elles étaient également victimes d'intimidation et de menaces de la part de leurs homologues masculins (Alnaas et Pratt, 2015).

En outre, en dépit du rôle joué par les femmes en matière humanitaire et des obligations qui incombent à la communauté internationale en matière de participation des femmes dans les processus de règlement des conflits et de consolidation de la paix, conformément à la résolution 1325, les femmes syriennes et yéménites n'ont pas pu participer aux négociations de paix dans leurs pays.

La plus grande menace qui pesait sur les femmes afin de freiner leur participation au processus de transition a été la multiplication des violences sexistes à l'encontre des activistes et des personnalités publiques. Les cas les plus graves ont été signalés en Égypte, à partir de l'été 2012, lorsque des manifestantes sur et autour de la place Tahrir ont été victimes d'agressions sexuelles par des groupes d'hommes inconnus. En Libye, des militantes, des figures publiques féminines, des travailleuses ainsi que des femmes ordinaires ont été la cible de harcèlements, d'agressions, d'enlèvements et même

de meurtres pour avoir osé défendre leurs droits ou ne pas porter le foulard.

Le corps des femmes est politique

En Syrie, les forces gouvernementales et les milices pro-Assad ont agressé sexuellement des femmes arrêtées pour leur participation à des manifestations ou pour avoir « envoyé un message » à des hommes de leurs familles, tandis que les combattants de l'opposition et l'État islamique ont, dans les territoires sous leurs contrôles, perpétré des violences à l'encontre des femmes. De telles violences servent à les terroriser et à les dissuader de participer à la contestation et à les discipliner afin qu'elles se conforment aux prescrits sociaux, notamment de « modestie », en vigueur jusqu'alors.

La sexualité des femmes est utilisée comme une arme pour leur rappeler les « risques » liés à leur « réputation » résultant de la transgression des normes dominantes en matière de genre. Des violences sexuelles à grande échelle contre des hommes et des garçons ont également été documentées par les Nations unies en Syrie. Si les violences commises visaient à punir ces derniers pour leurs activités politiques et leurs allégeances, en termes de dynamiques de genre, ces actions cherchaient davantage à les émasculer plutôt qu'à leur réimposer les normes dominantes de la masculinité.

Plutôt que de se laisser intimider, les femmes se sont mobilisées contre ces formes de violence. En Égypte, des groupes de base ont émergé en réponse à ce phénomène croissant. Des gardes du corps OpAntiSH (Operation Anti Sexual Harassment) et Tahrir ont été formés principalement pour sécuriser les espaces de protestation, mais aussi pour défendre les femmes, apporter un soutien médical, psychologique et juridique aux victimes, et documenter les attaques (Langohr, 2013).

Au même moment, Shoft Taharrosh et le mouvement Basma Imprint se sont mobilisés pour prévenir le harcèlement sexuel et les agressions dans l'espace public en général, et pour réaliser un travail de sensibilisation et d'éducation. Grâce aux efforts déployés par les femmes après 2010, la violence à leur encontre est devenue un enjeu public majeur dans de nombreux pays arabes. Désormais, le harcèlement et la violence sexuelle sont des sujets débattus ouvertement dans les débats télévisés et les médias. Les femmes égyptiennes, victimes de violence, telles que Samira Ibrahim et

Yassmine El Baramawy, ont brisé des tabous et se sont insurgées contre la stigmatisation et la honte qui entourent le corps féminin, en parlant publiquement de leurs viols et en témoignant dans des journaux et auprès d'organisations de défense des droits.

Dans plusieurs pays, les lois et les politiques relatives à la violence sexiste ont été réformées sous la pression des organisations militantes et de leurs relais. En Égypte, un nouvel article du Code pénal a été introduit en 2014, criminalisant pour la première fois le harcèlement sexuel. Des unités de lutte contre le harcèlement ont également vu le jour dans les universités du Caire et d'Ain Shams. Au Liban, une loi contre la violence familiale a été introduite en 2014. La loi la plus aboutie de la région contre la violence sexiste a été introduite en 2017 en Tunisie. Celle-ci incluait la criminalisation de formes variées de violence dans les espaces public et familial et abrogeait une loi ancienne qui autorisait un violeur à échapper à sa peine en épousant sa victime. La même année, le Liban et le Jordanie ont embrayé en annulant des lois similaires.

Enjeux et défis

Bien qu'il s'agisse d'enjeux considérables, la sexualité des femmes continue d'être réglementée à travers la criminalisation de l'avortement, de l'homosexualité et des relations sexuelles en dehors du mariage. De plus, à l'exception de la Tunisie, aucun pays n'a réformé les lois sur le statut personnel qui entérine l'inégalité dans le mariage, le divorce, l'héritage et la garde des enfants. La subordination des femmes dans la famille compromet les possibilités d'accroître leur participation publique et politique, tout en contredisant les efforts pour lutter contre les violences sexistes. Par ailleurs, les besoins essentiels des femmes de la classe ouvrière et des zones économiquement marginalisées ont largement été ignorés, à la fois par les gouvernements et par les défenseurs des droits des femmes. Les femmes réfugiées ne disposent pas, quant à elles, d'accès à l'emploi, ce qui les rend vulnérables à l'exploitation, y compris sexuelle.

Les droits des femmes ont souvent été obtenus dans des contextes de contre-révolutions et ont même été instrumentalisés à cette fin. Par exemple, en Tunisie, des soupçons ont eu cours selon lesquels les réformes apportées aux droits des femmes ont constitué un moyen pour détourner l'attention d'une loi impopulaire accordant l'amnistie aux membres de l'ancien régime reconnus

coupables de corruption (Belghrith, 2018). En Égypte, Abdel Fattah El-Sissi, élu président en 2014, s'est autodésigné « profemme » et son appui en faveur des droits des femmes lui a valu une grande popularité auprès d'elles. Toutefois, cette notoriété l'a autorisé à opérer une répression massive à l'encontre des Frères musulmans et de leurs partisans, mais aussi contre toutes formes de dissidence.

Traduction de l'anglais : Aurélie Leroy

Bibliographie

Al-Ali N. (2005), « Reconstructing gender : Iraqi women between dictatorship, war, sanctions and occupation », *Third World Quarterly,* 26 (4-5), 739- 758.

Al-Ali N. (2012), « Gendering the Arab Spring », *Middle East Journal of Culture and Communication,* 5 (1).

Al-Ali N. et Pratt N. (2009), *What Kind of Liberation ? Women and the Occupation of Iraq*, Berkeley, University of California Press.

Alnaas S. M. et Pratt N. (2015), « Women's bodies in post-revolution Libya : Control and resistance », dans El Said M., Meari L. et Pratt N. (dir.), *Rethinking Gender in Revolutions and Resistance : Lessons from the Arab World*, Londres, Zed Books.

Belghrith S. (2018), « Tunisia : Selective feminism and the marginalization of women's struggles », *openDemocracy*, 5 février.

El Said M., Meari L. et Pratt N. (éd.) (2015), *Rethinking Gender in Revolutions and Resistance : Lessons from the Arab World*, Londres, Zed Books.

Göle N. (1997), « The gendered nature of the public sphere », *Public Culture,* 10 (1).

Langohr V. (2013), « « This is our square » : Fighting sexual assault at Cairo protests », *Middle East Report*, n° 268.

Yuval Davis N. (1997), *Gender and Nation*, Londres, Sage.

Index

Afghanistan 9, 153, 154, 155
Algérie 109, 112, 113, 115
Ahaggar 111
Ain Salah 110
Ghardaïa 110, 111
Kabylie 109, 110, 111
Allemagne 24
Arabie saoudite 9, 11, 24, 65, 99, 103, 105, 119, 120, 127, 151, 152, 153, 154, 155, 156, 157, 158, 161
Hasa 154
Île de Sanafir 119, 120
Île de Tiran 119, 120
La Mecque 154, 157
Riyad 64
Bahreïn 153, 157
Canada 24
Chine 104
Détroit d'Ormuz 152
Égypte 8, 14, 36, 70, 101, 104, 119, 120, 121, 123, 152, 153, 157, 169, 170, 171, 172, 173, 174
Ain Shams 173
Le Caire 173
Place Tahrir 29, 171
Émirats arabes unis 11, 103, 105, 157
États-Unis 11, 40, 65, 75, 87, 88, 100, 103, 120, 129, 152, 153, 155, 157
New York 51, 100
France 75, 88, 100
Golfe persique 12, 85, 87, 101, 102, 103, 104, 153, 154, 156, 162
Grande-Bretagne 100, 152, 153
Irak 7, 27, 28, 31, 38, 39, 73, 74, 100, 154, 155, 156, 158, 161, 162, 163
Al-Mishraq 162
Bagdad 29, 30
Bassora 12, 28, 29, 33, 163
Chatt-el-Arab 161
Dhi Qar 31
Mossoul 27, 28, 32
Qayyarah 162
Iran 11, 12, 24, 35, 36, 37, 38, 39, 40, 41, 42, 63, 73, 76, 77, 84, 86, 100, 103, 151, 152, 153, 154, 155, 156, 157, 158, 160, 161, 162, 163
Abou Moussa 153
Grande et Petite Tomb 153
Ispahan 161
Khorramshahr 163
Khouzestan 37, 161
Shoush 37
Téhéran 36, 38, 40, 154, 157
Israël 8, 11, 64, 65, 67, 69, 71, 75, 87, 104, 153, 155
Italie 75
Japon 104
Jordanie 43, 44, 45, 46, 47, 48, 49, 104, 156, 169, 170, 173
Amman 12, 43, 44, 46
Dhiban 44
Irbid 46
Karak 44
Salt 44
Koweït 9, 12, 51, 52, 53, 54, 55, 56, 57, 154, 155, 161
Kurdistan 73, 74, 79
Levant 162
Liban 7, 9, 12, 14, 24, 59, 60, 61, 65, 152, 154, 155, 156, 162, 173
Beyrouth 59, 62, 64
Sud-Liban 64
Libye 7, 61, 122, 126, 127, 128, 129, 130, 131, 169, 171
Benghazi 127, 128
Cyrénaïque 127
Skhirat 128
Tripoli 127, 128, 129
Tripolitaine 127
Machrek 161
Maghreb 141, 159
Maroc 133, 134, 137, 139
Jerada 136
Rif 12, 134, 135, 138
Tanger 134
Zagora 135, 138
Mer Rouge 104, 105
Océan Indien 104
Pakistan 153
Palestine 7, 10, 11, 12, 67, 71, 157
Cisjordanie 68, 69, 70, 71, 72
Gaza 67, 68, 69, 70, 71, 72
Hébron 70
Philippines 52
Qatar 7, 9, 11, 120, 128, 157, 161
Rojava 73, 74, 76, 77, 78, 79, 80
Afrin 74, 76, 77
Deir Ez Zor 74
Djizire 74, 79
Jinwar 79
Kobanê 74, 75
Manbij 79
Qamishlo 74
Russie 75, 84, 86, 88, 156, 157
Suède 24
Oslo 69, 70, 93
Suisse
Genève 99

Syrie 7, 11, 61, 63, 64, 65, 73, 74, 75, 78, 82, 84, 85, 86, 87, 88, 89, 95, 96, 100, 122, 154, 155, 156, 157, 158, 161, 162, 172
Alep 76
Damas 75, 154, 156
Hassaké 161
Kafranbel 81
Kobané 94, 95
Tunisie 8, 9, 14, 70, 71, 142, 169, 173
Ariana 141
La Marsa 141
Tunis 141
Turquie 11, 73, 74, 76, 78, 88, 91, 93, 96, 120, 151, 153, 154, 155, 156, 157, 158
Ankara 76, 95
Imrali 73
Istanbul 91, 93, 94
Parc Gezi 91, 92, 93, 94, 95, 96, 97
Suruç 95
Union européenne 65, 128
Union soviétique 152, 153, 154
Yémen 7, 19, 24, 99, 100, 102, 103, 104, 122, 152, 155, 156, 162, 169, 170, 171
Dhofar 152

Alternatives Sud

Vol. XIII (2006) 2 : Changements climatiques : impasses et perspectives
Vol. XIII (2006) 3 : Expansion du tourisme : gagnants et perdants
Vol. XIII (2006) 4 : État des résistances dans le Sud, 2007
Vol. XIV (2007) 1 : Évasion fiscale et pauvreté
Vol. XIV (2007) 2 : Explosion urbaine et mondialisation
Vol. XIV (2007) 3 : Coalitions d'États du Sud
Vol. XIV (2007) 4 : État des résistances dans le Sud, 2008
Vol. XV (2008) 1 : Territoires, mondialisation et développement
Vol. XV (2008) 2 : L'aide européenne
Vol. XV (2008) 3 : Déforestation
Vol. XV (2008) 4 : État des résistances dans le Sud, 2009
Vol. XVI (2009) 1 : Contre le travail des enfants ?
Vol. XVI (2009) 2 : Retour de l'État. Pour quelles politiques sociales ?
Vol. XVI (2009) 3 : La Bolivie d'Evo
Vol. XVI (2009) 4 : État des résistances dans le Sud. Monde arabe
Vol. XVII (2010) 1 : Le Brésil de Lula. Un bilan contrasté
Vol. XVII (2010) 2 : Racisme : entre exclusion sociale et peur identitaire
Vol. XVII (2010) 3 : Pressions sur les terres. Devenir des agricultures paysannnes
Vol. XVII (2010) 4 : État des résistances dans le Sud. Afrique
Vol. XVIII (2011) 1 : Agrocarburants : impacts au Sud ?
Vol. XVIII (2011) 2 : La Chine en Afrique : menace ou opportunité pour le développement ?
Vol. XVIII (2011) 3 : L'Inde : une modernité controversée
Vol. XVIII (2011) 4 : État des résistances en Amérique latine
Vol. XIX (2012) 1 : (Re-)construire les États, nouvelle frontière de l'ingérence
Vol. XIX (2012) 2 : Le « printemps arabe » : un premier bilan
Vol. XIX (2012) 3 : Emprise et empreinte de l'agrobusiness
Vol. XIX (2012) 4 : État des résistances en Asie
Vol. XX (2013) 1 : Économie verte. Marchandiser la planète pour la sauver ?
Vol. XX (2013) 2 : Industries minières : extraire à tout prix ?
Vol. XX (2013) 3 : Narcotrafic. La « guerre aux drogues » en question
Vol. XX (2013) 4 : État des résistances dans le Sud. Les mouvements paysans
Vol. XXI (2014) 1 : Protection sociale au Sud
Vol. XXI (2014) 2 : Zapatisme : la rébellion qui dure
Vol. XXI (2014) 3 : Agroécologie : Enjeux et perspectives
Vol. XXI (2014) 4 : Luttes syndicales : État des résistances dans le Sud
Vol. XXII (2015) 1 : Migrations internationales : un enjeu Nord-Sud ?
Vol. XXII (2015) 2 : L'économie sociale et solidaire, levier de changement ?
Vol. XXII (2015) 3 : L'aggravation des inégalités
Vol. XXII (2015) 4 : État des résistances dans le Sud : Mouvements de femmes
Vol. XXIII (2016) 1 : Sport et mondialisation
Vol. XXIII (2016) 2 : Obsolète, le clivage Nord-Sud ?
Vol. XXIII (2016) 3 : Changer le modèle ?
Vol. XXIII (2016) 4 : État des résistances dans le Sud : Afrique
Vol. XXIV (2017) 1 : Entre terre et mer. Quel avenir pour la pêche ?
Vol. XXIV (2017) 2 : ONG : Dépolitisation de la résistance au néolibéralisme ?
Vol. XXIV (2017) 3 : Accords de libre-échange
Vol. XXIV (2017) 4 : État des résistances dans le Sud : Amérique latine
Vol. XXV (2018) 1 : Droites militantes et mobilisations réactionnaires
Vol. XXV (2018) 2 : De l'usage du genre
Vol. XXV (2018) 3 : La domination touristique